



## Un inconnu en or

■ Surprise sur 200 m : victoire du Grec Konstantinos Kenteris, anonyme jusqu'alors

■ Le mi-mouche français Brahim Asloum en finale du tournoi de boxe

■ Les sprinteuses bahamiennes défient les Américaines sur 4 x 100 m

Lire notre cahier spécial

## Universités.com

AVEC RETARD, l'enseignement supérieur public se met à l'heure des nouvelles technologies. La rentrée universitaire 2000, telle qu'ont pu l'observer les journalistes du *Monde*, marque un recours croissant aux cours, enseignements et informations universitaires en ligne. L'appel d'offres lancé par les ministères de la recherche et de l'éducation pour la constitution de campus numériques a suscité un bouillonnement inédit de quelque 400 projets. Il est vrai que plus d'un étudiant sur deux déclare aujourd'hui posséder un ordinateur et que 58 % d'entre eux disent que les nouvelles technologies ont changé leur manière d'étudier. A Bordeaux, en DEUG sciences, un serveur multimédia de formation en ligne baptisé Ulysse est à la disposition des étudiants.

Lire page 11

## Nouveaux sons brésiliens



LENINE

À LA TECHNO dure de Sao Paulo répondent les sonorités métissées de Recife, dont celles de Lenine, la nouvelle star de la musique brésilienne. DJ et groupes brésiliens déferlent sur l'Europe et donnent de nombreux concerts en France, en octobre.

Lire page 33

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 10 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 48 FB; Canada, 2,50 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA; Danemark, 15 KR; Espagne, 225 PTA; Gabon, 900 F CFA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 500 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 3000 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KR; Pays-Bas, 3 FL; Portugal CON, 270 PTE; Réunion, 10 F; Sénégal, 900 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2,20 FS; Tunisie, 1,4 Din; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 930 - 7,50 F



# L'euro résiste au « non » danois

● Le Danemark a refusé, par référendum, d'adopter la monnaie européenne ● Le « non » obtient 53,1 %, avec une très forte participation ● Selon Lionel Jospin, ce résultat n'est « pas un problème » ● Les marchés n'ont pas été ébranlés ● Vendredi, l'euro se maintenait face au dollar

LES DANOIS ont dit « non » à l'euro, jeudi 28 septembre, par référendum. Le « non » a recueilli 53,1 % des suffrages, contre 46,9 % pour le « oui ». Le taux de participation a été de 87,8 %. Vingt-sept ans après l'entrée de leur pays dans le Marché commun, en 1973, les Danois n'ont pas suivi les recommandations du Parti social-démocrate au pouvoir à Copenhague, et ont manifesté leur refus d'une Europe fédérale susceptible de menacer leur système social.

Dans un communiqué, les ministres des finances des onze pays de la zone euro (Eurogroupe) ont regretté la décision danoise, tout en soulignant que celle-ci « ne ferait pas définitivement la porte à une adhésion ultérieure » du royaume à la monnaie unique. La France, qui préside actuellement l'Union européenne, a « pris acte » de la décision du peuple danois. La plupart des dirigeants européens ont minimisé l'impact de ce résultat. Lionel Jospin a souligné que le poids de l'économie danoise dans l'économie euro-



péenne n'était « pas un poids majeur ». Le « non » des Danois n'est pas, selon lui, « un problème pour l'euro ». Le Danemark représente 2,7 % du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro. A Bruxelles, le président de la Commission européenne, Romano Prodi, a jugé que l'UE allait « poursuivre son chemin ».

Les marchés n'ont pas été sensibles au référendum danois. L'euro s'échangeait vendredi matin à Paris à un niveau proche du seuil de 0,88 dollar, autour duquel la monnaie unique évolue depuis le début de la semaine. Dans un entretien au *Monde*, le directeur des études économiques à la Caisse des dépôts et consignations, Patrick Artus, considère que « l'euro est une monnaie naturellement faible ». Il estime que l'intervention concertée des banques centrales, le 22 septembre, pour enrayer la chute de la monnaie européenne, est un coup d'épée dans l'eau.

Lire pages 2, 3 et 20 et notre éditorial page 19

## Universités.com

## La retraite de Slobodan Milosevic, en Floride ou à Moscou ?

DES SPÉCULATIONS ont occupé, jeudi, dans plusieurs capitales dont Paris, les milieux « avertis » : Milosevic serait en train de préparer sa fuite, il est peut-être déjà en fuite.

« Son épouse Mirijana est déjà à Moscou », confiait-on jeudi soir dans l'un de ces milieux à Paris, indication que l'on disait tenir « des services d'un pays ami ». Une autre source, dans la soirée, semblait aussi accorder quelque crédit au scénario de la fuite familiale. Elle indiquait que la fille de Milosevic était « déjà » à Moscou, qu'on n'avait pas vu « le couple » ensemble à Belgrade dans la journée et que, par conséquent, Mirijana s'était peut-être, elle aussi, déjà fait la belle ; mais Slobodan, lui, était toujours à Belgrade. Il y avait fait sa première apparition publique depuis les élections de dimanche.

Une autre de ces sources « averties » déclarait que des rumeurs avaient certes couru pendant toute la journée, mais qu'elles étaient « contradictoires » et que, pour ce qui est du scénario de la décapitade et de la fuite familiale, « rien n'était avéré ». « D'ailleurs, ajoutait ce dernier interlocuteur, notre contact à Belgrade nous signale avoir vu Mirijana aujourd'hui

à Belgrade, sur des images de la télévision serbe. »

De Washington à Moscou, en passant par Paris, Bruxelles et Belgrade notamment, le bruit a couru que Slobodan Milosevic était en passe de lâcher prise et de quitter son pays. Son frère, Borislav Milosevic, qui est l'ambassadeur de la Yougoslavie en Russie, à qui *Le Monde* a demandé si cette éventualité lui semblait fantaisiste, a répondu : « Je ne dirai rien ». Quant au ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, qui se trouvait à Moscou jeudi, il a déclaré n'avoir « pas évoqué » une telle éventualité lors de ses entretiens avec Vladimir Poutine.

Au début de l'été, le *New York Times* avait fait état d'informations (démenties ensuite par les autorités américaines) selon lesquelles Washington avait proposé un marchandage au président yougoslave : on lui garantirait l'impunité, on ne le livrerait pas au Tribunal de La Haye qui veut le juger pour crimes contre l'humanité, s'il acceptait en échange de quitter le pouvoir et d'aller s'installer discrètement en Russie. Le président russe, M. Poutine, avait à l'époque lui aussi démenti être partie prenante à un tel arrangement, faisant comprendre qu'il n'avait

pour Milosevic aucune sympathie ni aucune envie de l'héberger, et suggérant qu'il aille plutôt s'établir en Floride... Jeudi, le porte-parole du département d'Etat américain a dû réaffirmer qu'il n'était « absolument pas » question aujourd'hui plus qu'hier d'un marchandage avec Milosevic.

La situation qui s'est instaurée à Belgrade ces derniers jours est évidemment très propice aux rumeurs. Milosevic est manifestement mal en point et certains de ses fidèles soutiens commencent à le lâcher. La tentation est donc forte d'imaginer une fin « à la Ceausescu », comme elle était forte précédemment d'assimiler le couple qu'il forme avec Mirijana Markovic, son épouse, au couple infernal qui terrorisa si longtemps les Roumains et finit de piètre manière. Vraie ou fausse, l'idée que la débâcle a commencé à Belgrade et que Milosevic n'a plus qu'à s'enfuir est devenue assez plausible pour que l'intéressé ait jugé nécessaire de se montrer en public jeudi.

Claire Tréan

Lire nos autres informations page 3

## SALON

## Passion de l'auto

Concept-cars, néo-rétros, classiques, valeurs sûres, nouveau chic : toutes les innovations sont rassemblées à la porte de Versailles, pour le Mondial de l'automobile, du 30 septembre au 15 octobre. Les amateurs de belles carrosseries et de brillantes mécaniques se presseront au Salon le plus populaire d'Europe, qui devrait battre cette année de nouveaux records de fréquentation. Un supplément de 16 pages



## AFFAIRE MÉRY

## L'amnistie, c'est fini

Le RPR ne veut plus entendre parler d'amnistie, bien que deux de ses dirigeants, Patrick Devedjian et Alain Juppé, aient émis cette idée. La majorité des parlementaires réunis au Croisic ont aussi rejeté l'appel à la « repentance » lancé par Philippe Séguin sur les financements occultes des partis politiques. Tous cherchent, en vain pour le moment, une issue à l'affaire Méry qu'ils jugent désastreuse. p. 6 et 7

## POINT DE VUE

## Le PARE sans fard

par Nicole Notat

C'EST sur le plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) que se focalisent les turbulences autour de la convention Unedic. Normal, il s'agit là du cœur du dispositif proposé par les signataires de l'accord, l'innovation qui lui donne sens. Il suscite controvertés partisans et interrogations légitimes. Il est donc utile de recentrer le débat sur ses véritables enjeux.

Le PARE n'est pas qu'un nouveau sigle. C'est la volonté incarnée dans un dispositif de faire accéder un demandeur d'emploi à un droit nouveau - une aide personnalisée au retour à l'emploi - en même temps qu'à ses droits à l'indemnisation, d'ailleurs améliorés par la suppression de la dégressivité de l'allocation. Au même moment où il s'inscrit à son Assedic, il s'engage dans le PARE, comme il s'engageait jusqu'à aujourd'hui à « entreprendre toutes les démarches de nature à favoriser sa reprise d'emploi ». Mais, ce faisant, il bénéficiera maintenant d'un droit automatique à un plan d'action personnalisé (PAP).

La nécessité de mettre en place ce droit nouveau est née d'une évi-

dence : tous les chômeurs n'ont pas des chances égales de retrouver un emploi. Malgré le retour de la croissance et le développement des embauches, fleurit l'insupportable paradoxe d'emplois non pourvus et de demandeurs d'emploi durablement exclus du marché du travail. Si l'on ne veut pas enfermer dans l'exclusion des milliers de citoyens, il est impératif d'améliorer la mise en correspondance des offres et des demandes. Peut-on pour cela s'en remettre entièrement au marché du travail en comptant qu'il résoudra mécaniquement ces dysfonctionnements ? A l'évidence, non. Le prétendre relève d'une vision libérale qui renvoie chacun à la recherche solitaire du chemin vers l'emploi.

La croissance offre des marges de manœuvre qui doivent permettre de généraliser, en les diversifiant, les politiques actives mises en œuvre avec succès.

Lire la suite page 18 et nos informations pages 8 et 9

Nicole Notat est secrétaire générale de la CFDT.

**artprice.com**

2,5 millions de prix d'adjudication  
179 000 artistes du IV<sup>e</sup> siècle à nos jours  
Calendrier des ventes futures détaillées  
Analyses & Indices par artiste

Information unique sur le marché de l'art, ces données économiques et financières sont d'une forte valeur ajoutée pour l'investisseur ou le collectionneur qui se trouve face à une décision concrète d'achat, de vente ou d'estimation d'une œuvre d'art.

le Partenaire Officiel de  
**PARIS PHOTO**  
2000  
du 16 au 19 novembre  
Carnegie de Louvre

**www.artprice.com**  
leader mondial de l'information sur le marché de l'art  
coté au Nouveau Marché (7478)

groupe-server.com  
Sarl au capital de 688 528 900 Francs - RCS Lyon 430 084 271



## CRÉDIT LYONNAIS

## Cour de justice

Les juges chargés de l'enquête sur le Crédit lyonnais demandent la saisine de la Cour de justice de la République afin d'examiner une « éventuelle implication » des ministres des finances en fonctions au moment des faits. Deux anciens ministres sont concernés, Michel Sapin (PS) et Edmond Alphandéry (UDF). p. 39

International.....	2	Carnet.....	27
France.....	6	Aujourd'hui.....	29
Société.....	11	Météorologie/Jeux.....	32
Régions.....	15	Culture.....	33
Horizons.....	16	Guide culturel.....	35
Entreprises.....	20	Kiosque.....	37
Communication.....	23	Abonnements.....	37
Tableau de bord.....	24	Radio-Télévision.....	38

**RÉFÉRENDUM** Invités, jeudi 28 septembre, à s'exprimer par référendum sur l'adoption de l'euro, les Danois ont préféré conserver leur monnaie nationale, la couronne. Se-

lon les résultats préliminaires, le « non » a obtenu une nette majorité de 53,1 % des suffrages, contre 46,9 % pour le « oui ». ● LE PREMIER MINISTRE danois, le social-démocrate

Poul Nyrup Rasmussen, a reconnu sa défaite, qui devrait encourager le camp des eurosceptiques partout en Europe, notamment en Grande-Bretagne. ● LES DIRIGEANTS EURO-

PÉENS minimisent cependant la portée du vote danois, et les marchés n'ont pas provoqué de nouvelle baisse de l'euro, sachant qu'une intervention concertée des banques cen-

trales est possible. ● LES DANOIS ont exprimé leur défiance face à une Europe supranationale supposée menacer leur système de protection sociale. (Lire aussi notre éditorial page 19.)

## Les Danois disent « non » à l'euro... et à l'Europe fédérale

53,1 % « contre » la monnaie unique européenne, 46,9 % « pour » : lors du référendum du 28 septembre, les Danois ont de nouveau manifesté leur euroscepticisme et leur opposition à la bureaucratie bruxelloise. Près de 89 % des électeurs inscrits ont voté

### COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

L'enfant terrible de l'Union européenne a récidivé. Huit ans après avoir rejeté le traité de Maastricht, les Danois ont refusé, jeudi 28 septembre, de faire partie de la monnaie unique. Alors que tous les sondages annonçaient un coude-à-coude serré entre les partisans du « non » et les tenants de l'entrée dans l'Union économique et monétaire, le camp du refus l'a emporté beaucoup plus facilement que prévu avec 53,1 % des voix, contre 46,9 %, selon les résultats préliminaires. Une surprise d'autant plus grande qu'au fil de la dernière semaine de campagne, le « oui » avait pratiquement comblé son retard.

La défaite est sévère pour le premier ministre, Poul Nyrup Rasmussen. Elle l'est d'autant plus que, avec le Parti social-démocrate, il avait bataillé ferme depuis six mois pour convaincre ses concitoyens du bien-fondé de l'entrée du Danemark dans la zone euro. Jusqu'à la veille du scrutin, il avait essayé de rallier les sceptiques en distribuant des roses dans les rues de Copenhague et en tentant de persuader les électeurs qu'il s'agissait d'un choix pour l'avenir, pour nos enfants, que la décision à

prendre était importante et significative pour le futur d'un pays dont la monnaie, la couronne danoise, est déjà indexée sur l'euro après l'avoir été sur le deutschemark. Qu'il s'agissait d'avoir directement voix au chapitre en obtenant un siège à la Banque centrale européenne plutôt que de dépendre passivement des décisions de Francfort.

### « PLUS DIFFICILE QU'AVANT »

Cet argument et bien d'autres utilisés au cours d'une campagne passionnée n'ont pas réussi à convaincre une majorité de Danois. Le premier ministre a fait part publiquement de « sa tristesse », en ajoutant : « C'est une défaite mais cela ne signifie pas que les Danois ont dit "non" à l'Europe, qu'ils veulent lui tourner le dos, qu'ils veulent refuser l'élargissement, la coopération, qu'ils disent non à la jeunesse. Ce n'est pas ce que les Danois ont voulu dire. Ils ont voulu préserver leur système de protection sociale, leurs intérêts, leur couronne et nous allons les aider à le faire en essayant de construire un pont entre ceux qui ont dit "non" et ceux qui ont dit "oui". »

Manifestement amer, le visage grave, le leader social-démocrate s'est déclaré prêt à « prendre toutes

ses responsabilités, à renforcer le dialogue avec la population à travers le Parlement et avec les partis », qu'il a invités à se joindre à l'effort commun. S'insurgeant contre le caractère « nationaliste » du vote, refusant « la division » du Danemark, Poul Nyrup Rasmussen a admis que « ce sera plus difficile qu'avant pour le Danemark ». Le chef de l'exécutif n'envisage pas de remettre son mandat. D'ailleurs personne ne le lui a demandé. Au contraire, les chefs de file des partisans du « non » sont allés saluer leurs collègues sociaux-démocrates et les assurer que, malgré le revers, ils continueront à travailler côte à côte.

Les dirigeants des principaux partis favorables à l'entrée dans l'euro, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, ont quelques soucis à se faire. Une très grande partie de leur électoral n'a pas suivi la ligne choisie et ce pourcentage est particulièrement important au sein de la principale formation de l'opposition, le Parti libéral.

La charismatique et médiatique Pia Kjaersgaard, chef de file du Parti du peuple danois (DFP), formation d'extrême droite, qui a fait campagne autour de la défense de la couronne et sur le thème « pense danois et vote danois », est apparue comme le véritable vainqueur de cette consultation. Elle fut la plus entourée et la plus sollicitée par la presse. Crédité de 7,4 % des suffrages aux élections de mars 1998, et bien qu'il n'existe que depuis 1995, ce parti aux relents xénophobes et nationalistes apparaît

manifestement comme une force montante et aurait déjà presque doublé son influence au détriment des formations classiques de l'opposition.

Pour le DFP, le référendum fut un tremplin et sa patronne a bien fait comprendre qu'il fallait désormais compter avec elle. Pia Kjaersgaard a su utiliser à merveille les

risques et qu'ils ne veulent en aucun cas voir jaugé à l'aune communautaire. On a assisté au raidissement soudain d'un peuple face à ce qui est considéré comme une bureaucratie insaisissable et démesurée.

Fiers de leur drapeau, de leur monnaie, de leur reine, de leur démocratie, de leur économie, de

si, organisé un référendum sur l'adoption de la monnaie unique. A leurs yeux, ce « non » n'est pas négatif mais doit être une prise de conscience afin de mieux réfléchir sur la manière de construire l'Europe.

Les thèses fédéralistes de Joscha Fischer, le ministre allemand des affaires étrangères, ont jeté un froid dans la plus ancienne royauté d'Europe. Et les partisans danois de l'option fédéraliste européenne se gardent bien d'en faire état. Le premier politicien qui osera s'aventurer sur ce terrain se verra immédiatement accusé de vouloir brader l'âme danoise.

### ENVIE DE SOUPLASSE

Le plus surprenant est que plus de la moitié des Danois ont refusé ce que la majorité des partis, la presse, le monde économique s'accordaient à leur recommander. Un « halte-là » afin de se donner le temps de réfléchir car « une fois dedans, on y sera définitivement, c'est le point de non-retour », comme l'a souligné Holger K. Nielsen, dirigeant des socialistes populaires et partisan du « non ».

En attendant d'éventuelles évolutions ultérieures, les Danois ont envie d'un peu plus de flexibilité et de souplesse dans l'intégration afin de ne pas être avalés par l'Europe. Un dicton du pays recommande de « ne pas manger des cerises avec des plus grands que toi parce qu'ensuite ils te crachent les noyaux à la figure ». Le temps des cerises n'est pas encore venu !

M. B.-R.

### TROIS QUESTIONS À...

#### JENS-PETER BONDE

**1** Responsable du Mouvement de juin, organisation créée après le « non » au traité de Maastricht le 2 juin 1992 pour s'opposer au renforcement de l'Union européenne, avez-vous été surpris par l'euro ?

J'ai été plutôt surpris car c'était le combat de David contre Goliath. L'Etat a depuis le début utilisé tous les moyens à sa disposition pour manipuler ce référendum, utilisant son pouvoir sur les fonctionnaires, la presse, les milieux économiques. Malgré tout cela, ils n'ont pas été capables de convaincre le peuple. C'est une véritable leçon, pas seulement pour le gouvernement, mais aussi pour tous les pays d'Europe dans lesquels la question doit aussi être posée. Avec les autres membres de l'Union, nous devons rediscuter des pouvoirs de Bruxelles, mieux les décentraliser. Voilà le véritable enseignement de ce référendum.

**2** Quelles seront les conséquences économiques et politiques de cette décision ?

Il n'y aura de conséquences économiques. Nous sommes déjà liés à l'euro et nous continuerons à l'être comme par le passé, à suivre

ses fluctuations. Cela ne change rien. En ce qui concerne le gouvernement, il ne faut pas confondre référendum et élections. Il n'y a pas de relation entre ces deux types de consultation, et le gouvernement doit continuer son travail. Mais, à l'avenir, il doit être un peu plus à l'écoute du peuple et de ses volontés, entendre ce qu'il a à dire et décider en fonction. C'est pour cela que la politique européenne doit changer et tenir compte des vœux exprimés par la nation danoise.

**3** Le Parti du peuple danois (extrême droite populiste) et sa dirigeante, Pia Kjaersgaard, apparaissent comme le véritable vainqueur de ce scrutin, qu'en pensez-vous ?

Ce parti est un des vainqueurs. Il y a deux millions de vainqueurs, deux millions de personnes qui ont dit que l'Union économique et monétaire était une erreur, qu'il fallait revoir la copie. La monnaie est un instrument économique afin de rendre les gens heureux. C'est cela qui compte. Les Danois ont estimé que nous étions heureux comme cela, avec la couronne, que nous n'avions pas besoin de l'euro pour l'être. Le Danemark ne rejoindra jamais l'euro.

Propos recueillis par Michel Bôle-Richard

## La belle santé économique du royaume a favorisé les europhobes

### COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

Jusqu'à quel point la bonne santé de l'économie danoise a joué dans le choix des électeurs de rejeter l'euro ? Difficile à dire, tant l'irrational et l'émotionnel l'ont disputé aux arguments politiques et aux données économiques durant la campagne référendaire. Ce qui est sûr, c'est que les opposants danois à la monnaie unique ne se sont pas privés, ces derniers mois, de mettre en avant la belle période économique traversée par le royaume pour étayer leur position. Un point que leurs adversaires, le gouvernement de centre gauche en tête, pouvaient difficilement dénier.

Le budget prévu pour 2001 sera excédentaire pour la cinquième année consécutive. La dette publique du pays devrait atteindre 49 % à la fin de cette année. D'environ 5 %, le taux de chômage est désormais l'un des plus faibles d'Europe, à la suite de mesures vigoureuses d'activation des chômeurs, à tel point que la main-d'œuvre manque dans certains secteurs. Le pays est devenu exportateur net de pétrole, grâce aux découvertes faites en mer du Nord. La richesse par habitant est de quelque

32 000 dollars par an (près de 235 000 francs). Les ménages consommaient tellement que le gouvernement dut prendre des mesures d'austérité en 1998 pour calmer leurs ardeurs, ce qui ramena la croissance à 2 % en 2000.

Avec un tel bilan global, le petit royaume peut se targuer de respecter la plupart des critères de Maastricht sur l'entrée dans l'Union économique et monétaire (UEM), en dépit d'inquiétudes quant à un dérapage inflationniste. Les Danois peuvent aussi se permettre de voir venir. « Pourquoi adopter la monnaie unique dans un tel contexte ? », ont répété à l'envi les europhobes de tous bords.

### FLUCTUATIONS LIMITÉES

« Cela va bien pour nous parce qu'en réalité nous nous comportons déjà au quotidien comme un pays de l'Euroland », a rétorqué Marianne Jelved, la ministre de l'économie, durant la campagne. Copenhague colle autant que possible aux décisions prises par les onze membres actuels de la zone euro. Le pays scandinave avait obtenu que sa devise, la couronne, soit liée à la monnaie unique à partir de janvier 1999, par l'intermédiaire du système de change SME bis,

leurs avancées sociales, les Danois ont refusé ce qui, pour eux, représentait une aventure. « On sait ce que l'on a et ne sait pas ce que l'on va avoir » : la formule de Pia Kjaersgaard résume parfaitement la prudence de ce peuple farouchement attaché à son particularisme.

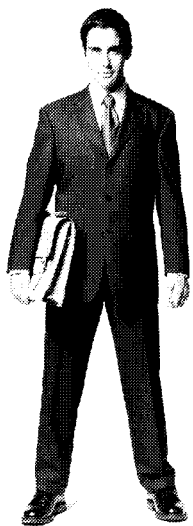
En perdant leur couronne, les Danois auraient le sentiment de perdre une partie d'eux-mêmes et font remarquer que, si les autres pays européens étaient aussi démocratiques, ils auraient, eux aus-

destiné à limiter les fluctuations monétaires. La couronne peut ainsi évoluer dans un couloir de 2,25 % de part et d'autre d'un taux pivot, fixé à 7,46038 couronnes pour un euro. Ce couplage avec l'euro s'inscrit dans la droite ligne de la politique suivie depuis deux décennies : avant l'euro, la couronne était liée au deutschemark (à partir de 1982) puis au SME.

« En une nuit, pourrait s'envoler tout le capital de confiance vis-à-vis de notre politique monétaire, qu'il a fallu deux décennies pour bâtir », avait averti Mogens Lyketoft, le ministre des finances, avant le référendum. Selon lui, le coût d'un rejet de l'euro s'élèverait à 20 milliards de couronnes (2,68 milliards d'euros) minimum pour les dix ans à venir. Propos alarmistes ? Il est trop tôt pour le savoir. Le gouvernement s'est en tout cas dit prêt à défendre la couronne contre toute attaque sur les marchés financiers, comme celles de 1992 et de 1998. Jeudi soir, le premier ministre, le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen, a indiqué qu'il était prêt à procéder à des coupes budgétaires pour rassurer lesdits marchés.

Antoine Jacob

# Tous les clients se ressemblent-ils ?

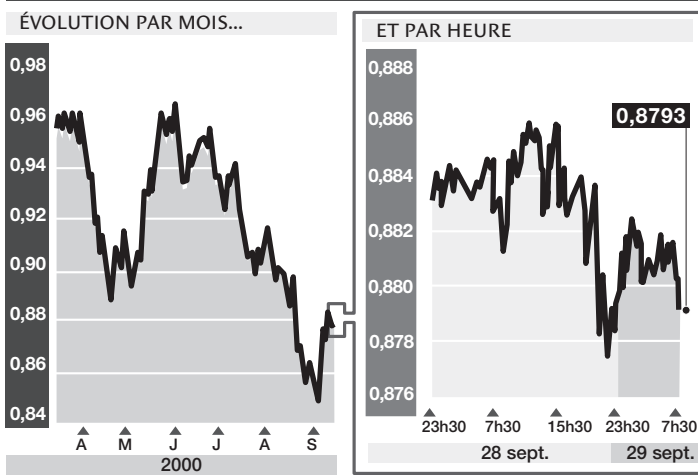


Une plate-forme logicielle permet de fournir une approche personnalisée à chaque client. En exploitant des scénarios de e-business, ATG Dynamo accroît la fidélité des clients et leur valeur à terme. Cette méthode s'est révélée bénéfique pour AGF, Alafolie.com et Benetton. Jusqu'à quel point souhaitez-vous vous distinguer ?



atg

## Euro contre dollar



La monnaie unique n'a pas été affectée, à l'ouverture, vendredi 29 septembre, par l'issue du vote danois sur l'adhésion du pays à l'Union monétaire.

## Les marchés font de la résistance

A L'OUVERTURE de la séance, vendredi 29 septembre, les marchés financiers paraissent indifférents au refus du Danemark d'adhérer à l'Union économique et monétaire. L'euro était relativement ferme contre le dollar, à 0,8793 dollar. Un niveau proche du seuil de 0,88 dollar autour duquel la monnaie unique a évolué depuis le début de la semaine. « Vingt et un mois de vie de l'euro ne seront pas affectés par la décision danoise », a estimé le président de la Commission européenne, Romano Prodi, tout en regrettant la décision danoise.

Les opérateurs n'ont pas osé entraîner la devise européenne à la baisse, craignant d'être pris en défaut par une nouvelle intervention des banques centrales sur le marché des changes. « Les investisseurs avaient également anticipé le résultat sur la base des sondages d'opinion avant le vote », explique un courtier.

De son côté, la couronne danoise restait également stable contre l'euro, ce dernier se négociant à 7,4619 couronnes. Le gouvernement avait prévenu les investisseurs qu'il

réagirait immédiatement si sa devise était attaquée. « Nous avons un plan de défense de notre monnaie et nous avons déjà prouvé que nous sommes capables de défendre la couronne face aux spéculateurs », avait déclaré, mercredi, le ministre danois des affaires étrangères, Niels Helveg Petersen.

## INTERVENTION

Pour montrer sa vigilance, la banque centrale du Danemark serait d'ailleurs, selon les opérateurs, intervenue jeudi en cours de séance, en achetant des couronnes. Les autorités monétaires ont également relevé, vendredi matin, leur taux d'intérêt d'un demi-point à 5,60 % pour éviter toute incertitude sur le taux de change.

Dans un communiqué, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a déclaré : « Je voudrais souligner que cette décision n'affectera en aucune manière la coopération entre la Banque nationale du Danemark et la Banque centrale européenne ».

Cécile Prudhomme

## Les « Douze » et les « Trois » : l'Europe à deux vitesses se précise

## BRUXELLES

de notre bureau européen

C'est une formidable clarification qui résulte du scrutin danois avec une chance de voir s'infléchir le

## ANALYSE

Une défaite pour ceux qui rêvaient d'une grande Europe réunifiée

cours de l'aventure communautaire. La victoire du « non » accentue l'image d'une Europe à deux vitesses. On distinguera désormais les Douze et les Trois. Les premiers, sans clairement savoir où ils veulent aller, souhaitent plus d'intégration. Les seconds, le Danemark, la Grande-Bretagne et la Suède, s'y refusent avec une belle constance.

A Stockholm, le premier ministre social-démocrate, Göran Persson, confiait, dès jeudi soir, que le vote des Danois aurait assuré un impact dans son pays. Et il saute aux yeux que les événements de Copenhague ne passeront pas inaperçus outre-Manche. La participation à la monnaie unique de la livre, des couronnes suédoise et danoise est renvoyée à un horizon improbable. Cette division de l'Union constitue une défaite pour ceux qui rêvaient d'une grande Europe réunifiée capable d'affronter la concurrence américaine ou asiatique et ayant retrouvé son influence. Les esprits ne sont pas mûrs pour que l'utopie devienne réalité. « L'Europe de la nécessité », comme disait Jacques Delors, s'arrête au marché unique et, pour le reste, il faudra prendre patience.

Après avoir regretté le choix des Danois, Romano Prodi, le président de la Commission, a estimé que « la situation de l'euro ne serait pas affectée par cette décision ». Le premier ministre danois, le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen a souligné sa volonté de continuer à pratiquer une politique de stabilité monétaire. M. Prodi a mis en avant la bonne situation conjoncturelle de la zone euro, à peine touchée par la flambée des cours du pétrole, mais insisté aussi sur le fait que le renforcement de sa cohésion économique se poursuivrait sous la houlette de l'« eurogroupe ». Celui-ci, auquel depuis sa création on demandait avec hypocrisie de se mon-

Philippe Lemaître

## L'opposition serbe lance une campagne de désobéissance civile contre le régime

L'Eglise orthodoxe appelle Slobodan Milosevic à se retirer

L'Eglise orthodoxe et plusieurs personnalités considérées comme proches de Slobodan Milosevic ont fait savoir publiquement jeudi 28 sep-

tembre qu'elles tenaient Vojislav Kostunica pour le vainqueur au premier tour de l'élection présidentielle et appelé l'actuel président à renon-

cer à organiser un deuxième tour. L'opposition devait lancer vendredi une campagne de désobéissance civile.

L'OPPOSITION serbe, qui revendique la victoire de son candidat à l'élection présidentielle Vojislav Kostunica, a annoncé jeudi 28 septembre une campagne de désobéissance civile visant à paralyser progressivement la Serbie afin de pousser au départ, dans les plus brefs délais, Slobodan Milosevic.

L'opposition démocratique serbe (ODS), une coalition de 18 partis, a rejeté la possibilité d'un deuxième tour à la présidentielle. Elle avait convoqué pour vendredi après-midi un rassemblement place de la République, dans le centre de Belgrade, où elle devait expliquer ce que prévoit son appel à l'insoumission. Certains opposants avaient déclaré jeudi que les mots d'ordre pourraient éventuellement aller jusqu'à un appel à la grève générale.

Parallèlement à cette campagne, l'opposition poursuit son action sur le plan légal, par des recours contre les résultats officiels du premier tour de la présidentielle proclamés par la Commission électorale yougoslave. « Nous allons dire aux

membres de la commission qu'ils ont mal compté les voix et nous allons fournir des copies des procès-verbaux que nous détenons et les comparer avec les leurs », a indiqué un responsable de la coalition de l'opposition. Selon l'ODS, « l'occasion sera ainsi offerte à la commission d'admettre son erreur et de reconnaître la victoire » de Vojislav Kostunica.

Le pouvoir ne l'entend cependant pas ainsi et n'a pas l'intention de renoncer à organiser le 8 octobre un second tour. L'agence officielle Tanjug a fait état de deux réunions au cours desquelles M. Milosevic a donné ses « consignes à appliquer immédiatement » par les membres de son parti et ses alliés, en vue de préparer cette échéance. La télévision serbe a montré des images d'une de ces réunions. C'était la première fois que des médias officiels rendaient compte d'activités de M. Milosevic et qu'il apparaissait en public depuis les élections du 24 septembre.

Malgré cette apparition, la situation du président yougoslave a

continué de se détériorer jeudi. L'Eglise orthodoxe, influente en Serbie, a en effet adressé un communiqué à M. Kostunica, qu'elle qualifie de « président de Yougoslavie élu », le félicitant comme « le vainqueur » et l'incitant à prendre ses fonctions « dans le calme, la dignité et avec responsabilité. »

Le chef du Parti radical (SRS), l'ultra-nationaliste Vojislav Seselj, officiellement allié de M. Milosevic bien que leurs relations aient toujours été faites d'alliances et de ruptures successives, a quant à lui estimé que les élections étaient « terminées » et que M. Kostunica les avait remportées. Un ancien conseiller du président yougoslave, Zvonimir Trajkovic, a adressé une lettre ouverte à Slobodan Milosevic lui demandant de reconnaître sa défaite. Un acteur célèbre en Serbie, Milorad Mandic, membre du parti de Milosevic, a fait de même.

Le Monténégro a reconnu pour sa part la victoire de M. Kostunica à la présidentielle dès le premier tour, a annoncé Filip Vujanovic, premier

ministre de cette petite république yougoslave en conflit ouvert avec Belgrade.

Le président américain Bill Clinton a de nouveau exhorté jeudi Slobodan Milosevic à céder le pouvoir et « permettre la mise en place d'une transition pacifique démocratique ». « Dès qu'il y aura là-bas un gouvernement démocratique, les sanctions seront levées », a ajouté M. Clinton.

A Moscou, le ministre français des affaires étrangères Hubert Védrine a estimé, à l'issue de ses entretiens avec son homologue Igor Ivanov et avec le président Vladimir Poutine, que « la Russie n'apporte aucune espèce de soutien au maintien au pouvoir de M. Milosevic par des moyens artificiels », nous indique notre correspondant François Bonnet. « Je sens les dirigeants russes très attentifs et très prudents. Mais ils font savoir qu'il n'y a aucune espèce de complaisance envers Milosevic, aucun attachement passé et complaisant. Pour l'essentiel, la Russie, l'Europe et les Etats-Unis ont les mêmes objectifs », a ajouté M. Védrine, il y a « accord global » pour un changement démocratique dans ce pays.

M. Védrine a mis sur le compte de « la tactique » les déclarations russes dénonçant « les pressions extérieures » sur le régime de Belgrade ou affirmant que le premier tour s'était déroulé dans le calme et n'avait pas donné lieu à des fraudes électorales. Igor Ivanov a continué jeudi dans ce même registre. Expliquant, selon l'agence Interfax, que « la Russie et la France avaient une approche différente », le ministre russe a ajouté que l'élection est « une affaire intérieure yougoslave » et que « la Russie n'exercera de pression sur personne. »

## Un Helmut Kohl revanchard célèbre la réunification

## BERLIN

de notre correspondant

Discredité par le scandale de ses caisses noires, Helmut Kohl a raté l'occasion de conforter son image de grand Européen père de l'unité allemande lors d'une cérémonie, organisée le 27 septembre, par la fondation Konrad Adenauer pour fêter les dix ans de la réunification. Les cérémonies officielles du 3 octobre auront lieu cette année en Saxe, en présence du chancelier Schröder et du président français Jacques Chirac. Mais le ministre-président chrétien-démocrate de Saxe, Kurt Biedenkopf, président en exercice du Bundesrat et grand ordonnateur à ce titre de l'événement, n'a pas résisté à la tentation d'humilier son vieil ennemi en ne l'invitant pas à prendre la parole à Dresde...

Pour sauver la face de l'ancien chancelier, les dirigeants chrétiens-démocrates ont commémoré l'anniversaire avec lui à Berlin, dans le Tränenpalast, le Palais des larmes, ainsi surnommé parce que c'était le hall où les Allemands de l'Est, du temps du Mur, venaient raccompagner leurs visiteurs de l'Ouest qui repartaient par la station de métro Friedrichstrasse. M. Kohl s'est retrouvé pour la première fois depuis des mois à côté de la présidente de la CDU, Angela Merkel. Ses anciens compagnons de route étaient présents ; Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne, aussi. Seul manquait Wolfgang Schäuble, artisan technique de la réunification, qui rend Helmut Kohl responsable de son naufrage à la tête de la CDU.

## RANCŒUR

Le vieux chancelier aurait pu se comporter en acteur historique au-dessus des partis. Mais il s'est lancé dans une attaque en règle contre le Parti social-démocrate et les Verts, qu'il a accusés d'avoir « abandonné l'objectif de la réunification » avant 1989. Il a reproché au chancelier Gerhard Schröder d'avoir dit en juin 1989 que, « après quarante ans de RFA, il ne faut pas mentir à la jeune génération allemande sur les chances d'une réunification : elles n'existent pas ». Helmut Kohl, lui, affirme qu'il avait « toujours été convaincu que [l'unité allemande] viendrait ».

L'ex-chancelier a donné l'explication de sa rancœur ; il ne supporte pas d'être accusé d'avoir bafoué la Constitution pour financer les caisses noires de la CDU. « Ce sont eux [les sociaux-démocrates] qui ont violé la Constitution et qui se croient appelés à se distinguer aujourd'hui en donnant des leçons d'unité allemande et de loyauté envers la Constitution », s'est-il indigné.

Il est vrai qu'une partie du SPD

avait eu des réserves sur la réunification. Gerhard Schröder, alors à la tête du Land de Basse-Saxe et de Sarre, avait voté contre l'union monétaire avec la RDA, préalable à la réunification, prédisant qu'elle conduirait l'ex-Allemagne communiste à la faillite. Quant aux Verts, ils ont longtemps estimé que la division de leur pays était une garantie contre le retour des démons allemands. Mais Helmut Kohl n'a pas

eu un mot sur l'Ostpolitik de Willy Brandt (SPD), premier dialogue avec les pays de l'Est. Et lui qui se présente volontiers comme un visionnaire oubliée peu vite qu'il a, lui aussi, pris le train de l'Histoire en marche. N'était-il pas en voyage à Varsovie lorsqu'il a été surpris, comme tout le monde, par la chute du Mur, le 9 novembre 1989 ?

Arnaud Leparmentier

## Annulation d'« un avion pour l'Irak »

LE VOL PARIS-BAGDAD prévu vendredi 29 septembre et qui devait transporter une centaine de personnalités françaises et européennes a été annulé, a annoncé le responsable de cette opération « Un avion pour l'Irak », le père Yves Buannic. Deux anciens ministres de gauche, Claude Cheysson et Anicet Le Pors, ainsi que les députée et sénateur RPR, Roselyne Bachelot et Serge Mattieu, des parlementaires néerlandais, britanniques, italiens et suisses, Gisèle Halimi, ancien ambassadeur de France auprès de l'Unesco et la juriste Monique Chemillier-Gendreau, des représentants de Médecins du monde – pour ne citer que ceux-là – devaient être du voyage. L'avion devait être contrôlé au départ et au retour – prévu dimanche – par les douanes françaises, pour vérifier qu'il ne contrevient pas aux résolutions de l'ONU. Ces dernières semaines les vols passagers se sont multipliés : les Russes en ont fait trois, les Jordaniens un ; une association française en a organisé un le 22 septembre. Chaque fois, le Comité des sanctions a été simplement informé. – (AFP)

## Plus de 800 morts après les inondations dans l'est de l'Inde

NEW DELHI. Plus de 800 personnes sont mortes dans les inondations dans l'est de l'Inde, où la montée des eaux n'a pas épargné Calcutta. Dix millions de personnes sont affectées et près de deux millions sont menacées au Bangladesh voisin. Malgré le reflux des eaux, de nombreux villages restent isolés. Une polémique s'est développée au Bengale-Occidental, où le ministre fédéral des chemins de fer et chef de l'opposition dans cet Etat, M<sup>me</sup> Mamata Banerjee, reproche au gouvernement local dirigé par le vieux chef marxiste Jyoti Basu d'avoir ouvert sans prévenir les vannes des barrages et réservoirs en crue. Qualifiant ces inondations de « désastre national », M. Basu a demandé l'aide du gouvernement fédéral. Des élections sont prévues au début de 2001 au Bengale-Occidental, et M<sup>me</sup> Banerjee espère mettre fin à vingt ans de règne communiste à Calcutta. – (Corresp.)

## Fins de négociations difficiles pour l'adhésion de la Chine à l'OMC

GENÈVE. Une nouvelle série de pourparlers sur l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est achevée, jeudi 28 septembre, sans parvenir à surmonter les problèmes encore en suspens. A l'issue de deux semaines de tractations, la conférence de presse initialement prévue a été annulée et le groupe de travail chargé du dossier s'est donné un nouveau rendez-vous fin octobre. Selon des sources diplomatiques, les négociations butent sur des questions techniques liées à la complexité de la législation interne chinoise. Alors que Pékin a déjà conclu des accords bilatéraux avec 36 pays et s'apprête à en signer un dernier avec le Mexique, un accord multilatéral reste à élaborer pour étendre à l'ensemble des 138 membres de l'OMC les concessions commerciales consenties aux autres. – (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **CÔTE D'IVOIRE** : quelques milliers de personnes seulement ont participé, jeudi 28 septembre, à la manifestation contre l'« ingérence extérieure » et le compromis proposé par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour régler la crise politique ivoirienne. Les manifestants, qui ont pris à partie des journalistes présents sur place, réclamaient la « stricte application » de la Constitution adoptée fin juillet par référendum et que violent, selon eux, les suggestions de l'OUA. – (AFP)

■ **UNION EUROPÉENNE** : une unité provisoire de coopération judiciaire européenne va être installée par les Quinze en attendant que puisse se mettre en place le réseau Eurojust, décidé au sommet de Tampere pour faire pendant à Europol, mais dont les missions et le lieu d'implantation ne sont pas encore définis. Cette unité « regroupera des magistrats de haut niveau experts dans la lutte contre la criminalité organisée », a expliqué la ministre française Elisabeth Guigou. Les ministres de l'intérieur ont également décidé de créer un fonds européen pour les réfugiés, doté de 216 millions d'euros pour les années 2000 à 2004, afin d'aider les Etats membres à supporter la charge financière de leur accueil. – (Corresp.)

■ **ÉTATS-UNIS** : le condamné à mort Ricky Nolen McGinn, à qui le gouverneur du Texas George W. Bush avait accordé un sursis, en juin, pour bénéficier de nouveaux tests ADN, a été exécuté par injection mortelle, mercredi 27 septembre, à la prison de Huntsville, au Texas. Les tests n'avaient pas permis de l'exonérer du viol dont il était accusé. Il est le 33<sup>e</sup> détenu à être exécuté au Texas depuis le début de l'année. – (AFP)

■ **INDE** : M<sup>re</sup> Vincent Michael Concessao a été nommé archevêque de New Delhi par le pape, jeudi 28 septembre. Né à Mangalore en 1936, il était depuis 1998 évêque d'Agra. M<sup>re</sup> Concessao succède à M<sup>re</sup> Alan De Lastic, décédé accidentellement en Pologne le 20 juin 2000. Les catholiques, en Inde, représentent une minorité d'environ seize millions de fidèles. – (AFP)

## Recul du Conseil de l'Europe sur la Tchétchénie

STRASBOURG. Sergueï Kovalev, délégué russe à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a dénoncé le recul de ses pairs sur la Tchétchénie, jeudi 28 septembre, en affirmant que le gouvernement de Vladimir Poutine est « composé de tueurs » qui ont « mis en scène une véritable mascarade à la Douma pour abuser la délégation parlementaire européenne invitée la semaine dernière à Moscou ». L'ancien dissident, présent à titre personnel, a tenté en vain de réintroduire une procédure de suspension de la Russie du Conseil, semblable à celle présentée par les députés en avril dernier. L'Assemblée s'est bornée à suggérer à nouveau aux Etats d'envisager, en l'absence de progrès « significatifs », des plaintes interétatiques contre la Russie devant la Cour européenne des droits de l'homme. – (AFP, Reuters.)

# Après sa visite sur l'esplanade des Mosquées, M. Sharon ambitionne de jouer les premiers rôles

Benjamin Nétanyahou a déploré « une polarisation dangereuse »

Alors qu'Ariel Sharon, le chef du Likoud, venait de visiter l'esplanade des Mosquées, suscitant de sanglantes échauffourées entre forces de

l'ordre et manifestants palestiniens, il a confié aux journalistes la raison de sa visite : affirmer la présence d'Israël sur un lieu disputé par les Pa-

lestiniens et, surtout, ne pas laisser le terrain libre à Benjamin Nétanyahou, désormais blanchi des accusations de corruption.

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Benjamin Nétanyahou ferait un excellent porte-parole du parti, a estimé en substance M. Sharon, après sa visite, jeudi 28 septembre, sur l'esplanade des Mosquées. Mais, a-t-il ajouté, pour ce qui est de la direction du parti, je suis là et je compte bien y rester. Il devait revenir à la charge quelques heures plus tard, déclarant avec une pointe de perfidie à l'adresse de celui qui était accusé d'en avoir gardé beaucoup que le Likoud ne faisait aucun « cadeau » à ceux qui ambitionnent de le diriger. « Je ne renoncerai pas à mes responsabilités », a définitivement précisé M. Sharon.

Voilà Benjamin Nétanyahou prévenu : s'il veut revenir en politique, il va lui falloir affronter celui qui, jadis fidèle second, ambitionne désormais de jouer les premiers rôles, quitte à prendre des initiatives qui peuvent conduire à des confrontations majeures. Pour le moment, cependant, M. Nétanyahou, qui est arrivé de New York jeudi, s'est gardé de tout commentaire à l'égard de son ancien ministre des affaires étrangères. Patelin et ocuménique, « Bibi » a regretté « la polarisation dangereuse, à la limite de la guerre civile », qui frappe la société israélienne, assurant qu'il avait compris « une chose fondamentale, plus importante que la politique : nous sommes tous des êtres humains, des frères, des citoyens d'un même pays ».

S'il n'a pas dit un seul mot de l'affaire qui a empoisonné sa vie, il est certain qu'il ne peut que se féliciter de la décision prise, mercredi 27 septembre, par le conseiller juridique

du gouvernement, Elyakim Rubinstein, de refermer sans poursuites le dossier ouvert contre lui il y a un an. Comme dans l'affaire Weizman, Benjamin Nétanyahou s'en sort par « manque de preuves susceptibles d'entraîner une condamnation ». Mais, dans ses attendus, le conseiller juridique du gouvernement, qui fait office de procureur général, a quand même jugé nécessaire de faire état du « malaise » qui l'avait gagné en examinant la conduite de l'ancien premier ministre,

en mai 1999. Contre l'avis de la police et celui de son adjointe, la procureur Edna Arbel, le conseiller juridique du gouvernement estime que les contradictions des témoignages, comme l'incertitude juridique qui entoure la restitution des cadeaux reçus es qualités, ne permettait pas de renvoyer le dossier devant une instance de jugement.

Annoncé mercredi en fin d'après-midi, le non-lieu de M. Nétanyahou a aussitôt suscité des flots de commentaires qui té-

### Attentats anti-israéliens en Cisjordanie et à Gaza

Deux garde-frontière israéliens en patrouille près de la ville palestinienne de Kalkilya, en Cisjordanie, ont été blessés, vendredi 29 septembre, au matin, par des tirs qui, selon la radio israélienne, seraient l'œuvre d'un policier palestinien. Selon des sources proches des colons israéliens, non confirmées par les autorités, l'un des soldats serait presque aussitôt décédé. Les coups de feu ont été tirés contre une Jeep de l'armée israélienne transportant une patrouille conjointe de soldats israéliens et de policiers palestiniens.

Depuis le début de la semaine, il s'agit du troisième incident sanglant visant les forces israéliennes en territoires occupés. Mercredi, dans la bande de Gaza, un soldat israélien avait été tué par l'explosion d'une bombe au passage d'un convoi militaire protégeant des Israéliens qui rentraient dans la colonie de Nezzarim. Le lendemain, une nouvelle explosion, au même endroit, contre un autre convoi militaire, n'avait fait que d'importants dégâts matériels. – (Corresp.)

qui, estime-t-il, mérite « une critique approfondie. »

M. Nétanyahou était soupçonné d'avoir tenté de faire régler par de l'argent public les frais d'aménagement de son appartement privé, d'un montant de 120 000 euros. Il était également accusé d'avoir gardé par-devers lui quelque sept cents cadeaux reçus en sa qualité de premier ministre, mais qu'il aurait dû restituer en quittant le gouvernement,

moignant du poids que pèse encore l'ancien premier ministre dans la politique locale. Faux beau joueur, Ehoud Barak a perfidement fait annoncer qu'il « appréciait le travail accompli par la police et les autorités judiciaires », et qu'il « comprenait le soulagement ressenti par M. et M<sup>me</sup> Nétanyahou », à qui il transmettait ses vœux à l'occasion du Nouvel An juif. Moins tortueux, le ministre de la justice, Yossi Beilin, a pour

## Au cœur du bush, le lent et sûr déclin de la petite paysannerie australienne

### FORBES (Australie)

de notre envoyé spécial

C'est une terre sans limites où s'étendent champs de blé, de colza et de maïs. C'est une terre sillonnée

### REPORTAGE

On traverse parfois des villages mourant, des petites villes en voie de fantomisation

de pistes rouges, où l'on peut, des heures durant, rouler en solitaire. Perdues au cœur de cette immensité, les villes offrent le décor un peu suranné d'un western austral avec ses saloons à l'architecture coloniale du XIX<sup>e</sup> siècle, ses paysans en chapeaux de cow-boys au volant de leur 4x4, ses paumés au langage pâteux en train d'écluser des bières au comptoir. Ici, dans ces campagnes où les Australiens blancs d'origine anglo-saxonne restent l'écrasante majorité, on est loin de Sydney et de son cosmopolitisme. On est loin de l'Australie des villes, de cette Australie presque tout entière concentrée en bordure d'océan et où vit 80 % de la population.

Car la campagne se vide et ses communes se dépeuplent : le bush australien n'échappe pas, lui aussi, au déclin d'une certaine forme de paysannerie. Autour de Forbes, chef-lieu d'un district situé à environ cinq cents kilomètres à l'ouest de Sydney, au cœur de la province de la Nouvelle Galles du sud, on traverse

parfois des villages mourants, des petites villes en voie de fantomatisation avancée et des bourgades qui semblent s'être figées dans le passé.

« Sydney regarde désormais vers le Pacifique ou le reste du monde, mais plus vers les campagnes », explique Andrew Mac Donald, un grand propriétaire terrien de la région de Forbes. « Autrefois, la ville et son port étaient en liaison étroite avec l'intérieur des terres. C'est de moins en moins le cas. La ville est devenue une capitale de la finance et du coup, les paysans se sentent de plus en plus coupés de la ville. D'un côté Sydney s'est enrichie, a évolué. De l'autre, le bush n'a pas réussi à suivre le mouvement de la mondialisation ». Andrew, 50 ans, est un fermier qui a réussi, même si, ajoute-t-il, « il y a une trentaine d'années, quand on investissait un dollar, on en gagnait cinq. Maintenant, on investit deux et on gagne trois... » Mais Andrew sait aussi que ce sont surtout les petits propriétaires, les petits paysans et travailleurs qui ont fait les frais de la compétition internationale et de la coûteuse nécessité de moderniser les entreprises agricoles.

« Les petits propriétaires sont endettés, les banques refusent de suivre, résultat : ils vendent », résume Bob Redfern, un paysan à la retraite. Ce père de dix enfants est, à Forbes, le secrétaire local du parti « One nation », équivalent australien du Front national. Cette formation dirigée par Pauline Hanson, une ancienne poissonnière devenue un temps député en s'en prenant aux

aborigènes et aux immigrés, a réunit dans les campagnes certains frustrés du système. « Conservateurs et travaillistes, c'est la même chose. Aucun des partis n'a vraiment tenu compte des intérêts de la paysannerie », assène Bob, un grand gaillard aux cheveux et à la barbe blanche qui ponctue ses dires d'énormes éclats de rire.

Aux élections de 1998, son parti a emporté à Forbes environ 12 % des voix et M. Redfern espère bien que cela continuera, en dépit de la défaite électorale de Pauline Hanson lors de cette dernière consultation

législative. « Il n'y a qu'à attendre de voir l'impact sur le public de l'immigration clandestine et les impôts supplémentaires qui ne manqueront pas d'être levés après ce que vont nous coûter les Jeux olympiques... », prévient-il. Mais pour Bob Redfern, il y a plus grave encore : aujourd'hui, c'est le « tissu social » de l'Australie que la modernité est en train de détruire, constate-t-il avec tristesse. Un pays, ajoute-t-il, « ne peut pas se permettre d'abandonner ses campagnes »...

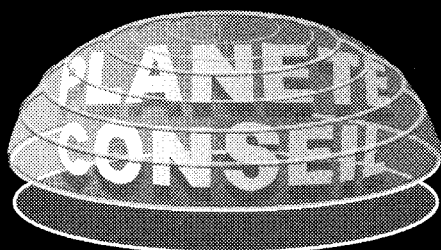
Bruno Philip

Chaque samedi avec

Le Monde  
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

LE MONDE TELEVISION



DES CONSEILS POUR ÉVOLUER ?

www.syntec-management.com



TOUT L'UNIVERS DU CONSEIL EN MANAGEMENT, SUR LE BOUT DES DOIGTS...

# L'autorité du président indonésien est mise en cause par l'abandon des poursuites contre Suharto

De violents affrontements ont eu lieu à Djakarta

Suharto ayant été jugé « *incapable* » de participer à son procès par une équipe de vingt-quatre médecins indépendants, une cour de

Djakarta a décidé, jeudi 28 septembre, d'abandonner les poursuites pour corruption contre Suharto. L'ancien dictateur, âgé de 79 ans, a dé-

jà été victime de trois crises cardiaques. Des violents affrontements ont eu lieu à Djakarta après l'annonce de cette décision.

## DJAKARTA

de notre envoyé spécial

En raison de son « *incapacité permanente mentale et physique* », l'acte d'accusation établi à l'encontre de l'ancien dictateur Suharto a été déclaré, jeudi 28 septembre, « *irrecevable* » par le président du tribunal, qui n'a même pas évoqué la possibilité d'un procès *in absentia* et a levé l'assignation à résidence de l'ancien président.

Ce coup de théâtre a provoqué des échauffourées aux alentours du siège du tribunal et aux abords de la résidence de Suharto, dans le centre de Djakarta. Aux jets de pierres et de bouteilles incendiaires par des étudiants radicaux, la police a riposté, avec brutalité, à l'aide de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc.

Un groupe de manifestants favorables à Suharto s'est retrouvé dans la mêlée. Des motos et un minibus ont été incendiés. Premier bilan : au moins un mort (un manifestant anti-Suharto), des dizaines de blessés et près d'une cinquantaine d'arrestations.

L'appel du jugement, annoncé aussitôt par l'accusation, pourrait sans doute permettre une réouverture des poursuites contre l'ancien président. Mais, dans l'intervalle, la présidence d'Abdurrahman Wahid, premier chef d'Etat indonésien élu démocratiquement, est incapable de démontrer qu'elle peut obtenir des comptes de l'ancien régime. Suharto n'était jamais accusé « que » pour avoir détourné une somme évaluée à une mince fraction de sa fortune, et non pour les multiples atteintes aux droits de l'homme commises pendant trente-deux ans de règne.

Au moment où de nombreux Indonésiens, à commencer par leur

président, sont tentés d'attribuer à l'entourage de Suharto les attentats et les désordres dont le vaste archipel est le théâtre, une épreuve de force bien confuse semble s'amorcer. L'enjeu immédiat : la présidence de Wahid, dont l'élection remonte à moins d'un an. Les défis lancés au chef de l'Etat, qui séjourne de nouveau à l'étranger, se multiplient.

## Lutte contre la corruption, Timor-Occidental, Atjeh, Moluques, Papouasie, l'Etat indonésien traverse une grave crise de légitimité

Le premier est l'incarcération de Hutomo Mandala Putra, dit Tommy, fils cadet de Suharto, que la Cour suprême, cassant un jugement antérieur, a condamné pour corruption à dix-huit mois de prison et à une forte amende le 26 septembre. Un avocat de Tommy a déclaré vendredi qu'il ne demanderait pas une révision du jugement. De toute façon, rien ne peut prévenir son incarcération, a affirmé jeudi le ministre de la justice, en ajoutant que sa cellule était prête. Son arrestation serait prévue lundi.

Le deuxième défi est le désarmement de milices à Timor-Ouest, conformément à une demande du Conseil de sécurité de l'ONU, à la

suite du meurtre de trois fonctionnaires internationaux dans cette province le 6 septembre. Non seulement le désarmement de ces milices, qui terrorisent près de cent mille « réfugiés » est-timorais piétine, mais les militaires ne parlent plus de les dissoudre, autre exigence des Nations unies. Le général Ryamizard Ryacudu, commandant des réserves stratégiques, unité d'élite de l'armée de terre, a déclaré jeudi, selon le *Jakarta Post*, peu probable un recours à la force pour désarmer les miliciens, contrairement aux engagements du gouvernement.

Le troisième défi est la dégradation continue de la situation à Atjeh en dépit de l'extension récente, jusqu'au 15 janvier 2001, d'un cessez-le-feu signé début juin entre le gouvernement et une guérilla indépendantiste. Accrochages et attentats font quotidiennement des morts dans cette province septentrionale de Sumatra, à telle enseigne que la « *pause humanitaire* » dans les combats décrétée par le gouvernement n'y est plus respectée depuis des semaines.

L'autorité du gouvernement est également bafouée aux Moluques, où des affrontements sanglants ont repris, et en Papouasie occidentale (Irian-Jaya), où le commandement territorial lève une milice pour contrer la forte aspiration des Papous à l'indépendance.

Dans cette confrontation de volontés, le président Wahid a besoin de marquer rapidement quelques points. Il vient de limoger le chef de la police et le commandant en chef adjoint de l'armée de terre. Mais il ne dispose que d'appuis limités au sein du Parlement, où l'on manœuvre de nouveau en coulisse pour le contraindre à une retraite anticipée. Remaniée au début de son mandat, la chaîne officielle de commandement, au sein des forces armées, s'est délitée. Enfin, dans les grandes villes, des manifestations se préparent contre une augmentation du prix des carburants prévue le 1<sup>er</sup> octobre. La dernière mesure de ce type, en mai 1998, avait contribué, deux semaines plus tard, à la démission forcée de Suharto.

Jean-Claude Pomonti

# Le capitaine Adib primé par Transparency International

Il est détenu dans la prison civile de Rabat-Salé pour avoir dénoncé la corruption dans l'armée

UN MILITAIRE, le capitaine Adib, est l'un des quatre lauréats du « Prix international de l'intégrité » qui sera décerné samedi 30 septembre, au cours d'une cérémonie au Parlement d'Ottawa (Canada) par Transparency International, une organisation non gouvernementale (ONG) qui lutte contre la corruption à travers le monde. Une association de journalistes philippins, un reporter sri-lankais, et un avocat argentin assassiné ont également été distingués.

L'officier marocain sera absent de la cérémonie. Il est actuellement détenu à la prison civile de Rabat-Salé justement pour avoir dénoncé, dans les colonnes du *Monde* (16 décembre 1999), des faits de corruption dont il a été le témoin. C'est donc son avocat, M<sup>e</sup> Abderrahim Jamaï, qui recevra le prix en son nom.

Jeune officier d'aviation de trente et un ans, Moustapha Adib avait raconté les ennuis qu'il s'était attirés après avoir dénoncé un détournement de carburant organisé par le commandant du

site de radar où il était affecté dans le sud du royaume. Après ces révélations – une première au Maroc –, le tribunal militaire permanent de Rabat, siégeant à huis clos, condamnait l'officier pour « *diffamation contre l'institution de l'armée* » à cinq ans de prison, soit la peine maximale. Soutenu par des associations marocaines de défense des droits de l'homme, le jeune officier entamait peu après une grève de la faim pour obtenir le réexamen de son cas par la Cour suprême. Fait également sans précédent, il obtenait gain de cause. Le 14 juin, la Cour suprême cassait le jugement et renvoyait l'officier devant le tribunal militaire.

La nouvelle audience a été fixée au lundi 2 octobre. Or, à cette date, l'avocat du jeune officier ne sera pas revenu du Canada. M<sup>e</sup> Jamaï a donc demandé le renvoi du procès qui, si la demande est acceptée, pourrait se tenir une semaine plus tard, le 9 octobre.

Jean-Pierre Tuquoi

## Nouvel échec des négociations au Sahara occidental

UN ABANDON par les Nations unies du référendum d'autodétermination au Sahara occidental « *ramènerait le conflit à son point de départ [...], la reprise des hostilités et un conflit armé ouvert* », a averti le représentant sahraoui à l'ONU, Ahmed Boukhari, qui s'exprimait jeudi 28 septembre devant la commission de décolonisation de l'assemblée générale.

Cette mise en garde est intervenue quelques heures après l'échec d'une nouvelle rencontre à Berlin, sous l'égide de l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker, entre le Maroc, qui a annexé le Sahara occidental en 1975, et le Front Polisario, qui réclame l'indépendance de l'ancienne colonie espagnole. L'Algérie et la Mauritanie participaient en tant qu'observateurs à la réunion qui devait durer deux jours, mais s'est achevée au bout de quelques heures.

Le litige porte sur l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Accepté dans son principe depuis dix ans par les deux parties, l'organisation pratique de la consultation, sous l'égide de l'ONU, bute toujours sur la définition du corps électoral. Le Maroc, aux yeux de qui le référendum doit confirmer la « *marocainité* » du territoire contesté, et le Polisario ne réussissent pas à se mettre d'accord sur le nombre des électeurs sahraouis.

« *Nous n'avons pas pu progresser parce que le Maroc refuse tout référendum* », a affirmé, à l'issue de la rencontre de Berlin, le coordonnateur du Front Polisario pour les Nations unies, Khadad Mhamed. « *Aucun accord n'a été atteint sur une série de points [...] y compris les appels pour inscrire les candidats au vote, le retour des réfugiés et des mesures visant à rétablir la confiance* », a indiqué de son côté la MAP, l'agence de presse officielle marocaine.

Si James Baker, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'est abstenu de tout commentaire après ce nouvel échec, les Marocains ont

proposé au Polisario d'ouvrir des négociations directes étant entendu que ce dialogue devait prendre en compte « *à la fois les intérêts supérieurs du Maroc, son unité nationale [et] son intégrité territoriale* ». Le Polisario a immédiatement rejeté cette offre qualifiée par lui de « *manœuvre pour tenter d'enterrer le plan de règlement de l'ONU* ».

L'échec de la réunion de Berlin était attendu. La précédente rencontre, à Londres au début de l'été, également sous l'égide de l'ONU, avait permis de prendre la mesure du fossé qui sépare les deux camps. Depuis, il n'a fait que s'élargir. Plus aucune date n'existe d'ailleurs pour la tenue du référendum. Les Nations unies, qui entretiennent sur place une mission de plusieurs centaines de personnes, se contente de réclamer sa tenue dans un délai « *raisonnable* ».

### IMMOBILISME

Dans ce contexte, l'Algérie apparaît plus que jamais comme l'allié principal du Polisario, qu'elle accueille sur son territoire. L'Algérie « *n'accepte pas la politique du fait accompli, refuse la loi de la jungle et la domination du plus fort aux dépens du plus faible* », a rappelé le président Abdelaziz Bouteflika au cours d'une visite récente en Tunisie. Et d'ajouter : « *Personne ne peut nous reprocher notre fidélité à un principe que nous avons appliqué à nous-mêmes avant de le revendiquer pour un autre peuple.* »

L'immobilisme est également patent sur le terrain, côté marocain. Créée il y a un an par le roi Mohammed VI à la suite d'émeutes dans l'ancienne colonie espagnole, la Commission royale de suivi des affaires sahariennes ne fait guère parler d'elle. Et l'autre innovation – l'élection d'une partie des membres du Conseil consultatif pour les affaires sahariennes – attend toujours d'être examiné en conseil des ministres.

J.-P. T.





## Les recherches se poursuivent pour retrouver la cassette Méry

LES RECHERCHES entreprises par les juges afin de retrouver l'original de l'enregistrement du témoignage de Jean-Claude Méry se poursuivent. Le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne) Eric Halphen, chargé de l'enquête sur les HLM de Paris – dans laquelle Jean-Claude Méry avait été mis en examen –, a conduit une perquisition, dans un bâtiment ministériel, rue de Grenelle (7<sup>e</sup> arrondissement), dans la soirée du mercredi 27 septembre. Aucune pièce n'a été saisie dans le bureau qu'ont fouillé les enquêteurs, et dans lequel aurait eu lieu, en avril 1999, la remise de la cassette à Dominique Strauss-Kahn par l'avocat Alain Belot. Utilisé occasionnellement par M. Strauss-Kahn à l'époque où il était ministre de l'Économie et des finances (1997-1999), ce bureau est situé dans une annexe actuellement inoccupée, qui est à la disposition de la secrétaire d'Etat Florence Parly, ou du ministre de l'Économie, Laurent Fabius.

De son côté, le juge parisien Marc Brisset-Foucault, chargé depuis mardi de l'information judiciaire pour « soustraction de document » visant directement M. Strauss-Kahn, a perquisitionné, le même soir, au cabinet de M<sup>e</sup> Belot, qui assistait Jean-Claude Méry dans ses démêlés avec l'administration fiscale. Le magistrat n'a pas retrouvé la cassette mais a, en revanche, saisi des documents. Interrogé par les juges, le 22 septembre, au lendemain de la publication dans *Le Monde* du « testament » de l'ancien financier occulte du RPR,

M<sup>e</sup> Belot avait déclaré avoir remis l'original de l'enregistrement vidéo à M. Strauss-Kahn en 1999.

La procédure instruite par le juge Brisset-Foucault vise également des faits de « trafic d'influence », relatifs au traitement par l'avocat du dossier fiscal d'un autre de ses clients, le couturier Karl Lagerfeld. M. Strauss-Kahn a formellement contesté tout lien entre la négociation menée à Bercy alors qu'il était ministre avec M. Lagerfeld et la remise de la fameuse bande vidéo. L'un des défenseurs de l'ancien ministre, M<sup>e</sup> Jean Veil, a indiqué que M. Strauss-Kahn saisisrait la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, afin que des poursuites soient engagées contre *L'Express*. Le 24 septembre, sur son site internet, l'hebdomadaire avait prêté à l'avocat des déclarations selon lesquelles la cassette aurait été donnée à M. Strauss-Kahn « en échange » d'un « arrangement fiscal ». Or ces propos ne figurent pas dans le procès-verbal d'interrogatoire de M<sup>e</sup> Belot (*Le Monde* du 26 septembre).

Dans un entretien au *Figaro* publié vendredi 29 septembre, Alain Guilloux, l'associé de M<sup>e</sup> Belot, confirme la version d'Arnaud Hamelin, le journaliste qui avait recueilli les confessions de Jean-Claude Méry en 1996. M<sup>e</sup> Guilloux indique avoir récupéré « quelques mois » avant la mort de Jean-Claude Méry – en juin 1999 –, un double de l'enregistrement auprès de M<sup>e</sup> Belot, qui avait conservé l'original.

MARIE-HÉLÈNE AUBERT, députée d'Eure-et-Loir, qui préparait depuis des mois la journée parlementaire des Verts dans une ferme beauceronne, ne décolère pas. Sous la pluie, les pieds dans la boue, elle ne tente même plus, jeudi 28 septembre, en fin de matinée, de discuter avec les quelque deux cents agriculteurs, venus en voiture et en tracteur, qui ont gâché sa journée. Une manifestation sans Dominique Voynet, qui s'est décommandée trois jours avant, et sans Jean Glavany, le ministre de l'Agriculture, qui a finalement renoncé à venir « malgré tous ses efforts », dit M<sup>me</sup> Aubert. Un huissier a constaté les faits et la députée Verte porte plainte.

Bottés, vêtus de Barbour, bon nombre de manifestants de la Coordination rurale, de la FDSEA ou du CDJA ressemblent plus à des chasseurs qu'à des laboureurs. Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT) avait d'ailleurs balisé le chemin, la veille, avec des pancartes à son nom, puis les avait retirées. « La cassette ! La cassette ! », crient les manifestants en brandissant des pancartes contre les « saigneurs de l'agro-business ». « Qu'ils arrêtent de magouiller à Paris, en haut lieu, la cassette et tout ça, alors que nous, on a des contrôles toutes les cinq minutes ! », s'étrangle un homme qui ne veut pas dire son nom. Alain, cinquante-deux ans, propriétaire céréalier de 250 hectares, veut, lui, « rester maître de [son] outil de travail ».

Repliés, vers l'heure du déjeuner, dans une salle des fêtes à Châteaudun, les Verts sont amers. « Le climat est délétère. Il ne faut pas s'étonner d'une telle abstention au référendum », commente Guy Hascoët, le secrétaire d'Etat à l'économie solidaire. M<sup>me</sup> Aubert s'inquiète de ce qu'elle a entendu le matin : « C'est un délitement complet de l'esprit civique. L'Etat devient une espèce de tire-lire, censée répondre au coup par coup à tous les corporatismes. » Frappés de la mésaventure arrivée, lundi, à Lyon, à Martine Aubry et Marylise Lebranchu, qui ont encaissé quelques insultes sur un marché, aux cris de « Tous pourris ! », comme le rapporte notre correspondante Sophie Landrin, les politiques présents à Châteaudun s'alarment. « Je n'ai jamais vu une crise pareille depuis la mort de Boulin. L'histoire de DSK, là-dedans, n'est qu'un épiphénomène. C'est une crise de la République », estime Yves Cochet, député du Val-d'Oise.

### « QU'ILS CONTINUENT ! »

Le bruit court bientôt que Philippe Séguin, candidat du RPR à la Mairie de Paris, demande « un acte d'explication et de repentance générale » (*Le Monde* du 29 septembre). Après l'« amnistie » avancée par Patrick Devedjian, c'en est trop pour Henri Emmanuelli. L'ancien trésorier du PS « déteste » ce mot de repentance, « un concept judéo-chrétien ». « La repentance, c'est une lâcheté a posteriori. Un

homme qui a commis une faute, il l'assume. Moi j'ai déjà payé », commente le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

La repentance ? « Cela veut dire qu'ils avouent ! Qu'ils continuent. Et surtout qu'ils remboursent », se réjouit, pour sa part, Jean-Luc Benahmias, secrétaire national des Verts. M<sup>me</sup> Aubert se montre plus réticente, percevant bien le danger. « Séguin accredité ainsi la thèse du "tous pourris", c'est insup-

portable », s'insurge-t-elle, rappelle que, « même du temps où c'était permis, les Verts n'ont jamais accepté aucun financement des entreprises ». Jean-Jack Queyranne, porte-parole du gouvernement, trouve, lui, que c'est « une drôle d'idée ». Hors la loi, point de salut, dit en substance le ministre chargé des relations avec le Parlement : « Il faut que les lois sur le financement des partis s'appliquent, et pour le reste

## Le « ras-le-bol » de Dominique Strauss-Kahn

Dominique Strauss-Kahn estime que Lionel Jospin a dit « ce qu'il fallait dire », le 25 septembre, aux journées parlementaires socialistes de Lyon, à propos de la détention par l'ancien ministre de l'économie de la cassette de Jean-Claude Méry. Réagissant, dans *Le Figaro* du 29 septembre, à sa mise en cause par des dirigeants du PS, il souligne que « plus on est élevé dans la hiérarchie, plus l'outrance dans la réaction est blessante, et le manque de sang-froid et de courage surprenant ». M. Strauss-Kahn refuse de tirer un trait sur sa carrière politique, mais, confie-t-il : « Aujourd'hui, j'en ai un peu "ras le bol". »

dante de l'exécutif, comme le proposait, mercredi dans *Libération*, le président de l'Union syndicale des magistrats, Valéry Turcey. « A condition de déboucher sur une charte éthique et de poser enfin la question du prix que les Français sont prêts à payer pour avoir une vraie démocratie », ajoute le député de Gironde. Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, trouve « extravagante » l'idée de la repentance et veut déposer une proposition de loi pour élargir les critères de financement des partis.

A la gauche du PS, seul Jean-Pierre Bard, député apparenté PCF de Seine-Saint-Denis, est venu appuyer la proposition de M. Séguin, si « cela ne concerne que les affaires de financement de partis, et pas les affaires d'enrichissement personnel ». Le maire de Montreuil suggère, lui aussi, la création d'une commission indépendante. Au Parti communiste, on n'est pas du tout sur cette longueur d'onde. Jean-Paul Magnon, coordinateur du collège exécutif, rappelle que « le Parti communiste n'avait pas voté la loi d'amnistie en 1990 » et qu'il est favorable à ce que « la justice fasse son travail dans la transparence ».

## Bertrand Delanoë : « rendre des comptes aux citoyens »

CANDIDAT socialiste à la Mairie de Paris, Bertrand Delanoë a déclaré, jeudi 28 septembre, au cours d'une conférence de presse, qu'il ne sera « jamais disponible pour une amnistie de fait (...) à laquelle nous convient certains au nom de la démocratie ». M. Delanoë réagissait à l'évocation, par Patrick Devedjian, porte-parole du RPR, la veille, d'une possible amnistie des affaires de financement occulte des partis.

« Contrairement à d'autres, a continué M. Delanoë, je ne crois pas que la meilleure façon de restaurer le débat politique consiste à occulter des faits qui appellent un comportement clair et une réelle capacité à rendre des comptes aux citoyens. » Sûr de l'« éthique des candidats » qui figureront sur ses listes, M. Delanoë a souligné que son « expression dans la campagne » est celle d'« un homme libre, nullement tenu de ménager d'anciens et éminents acteurs de ce système ».

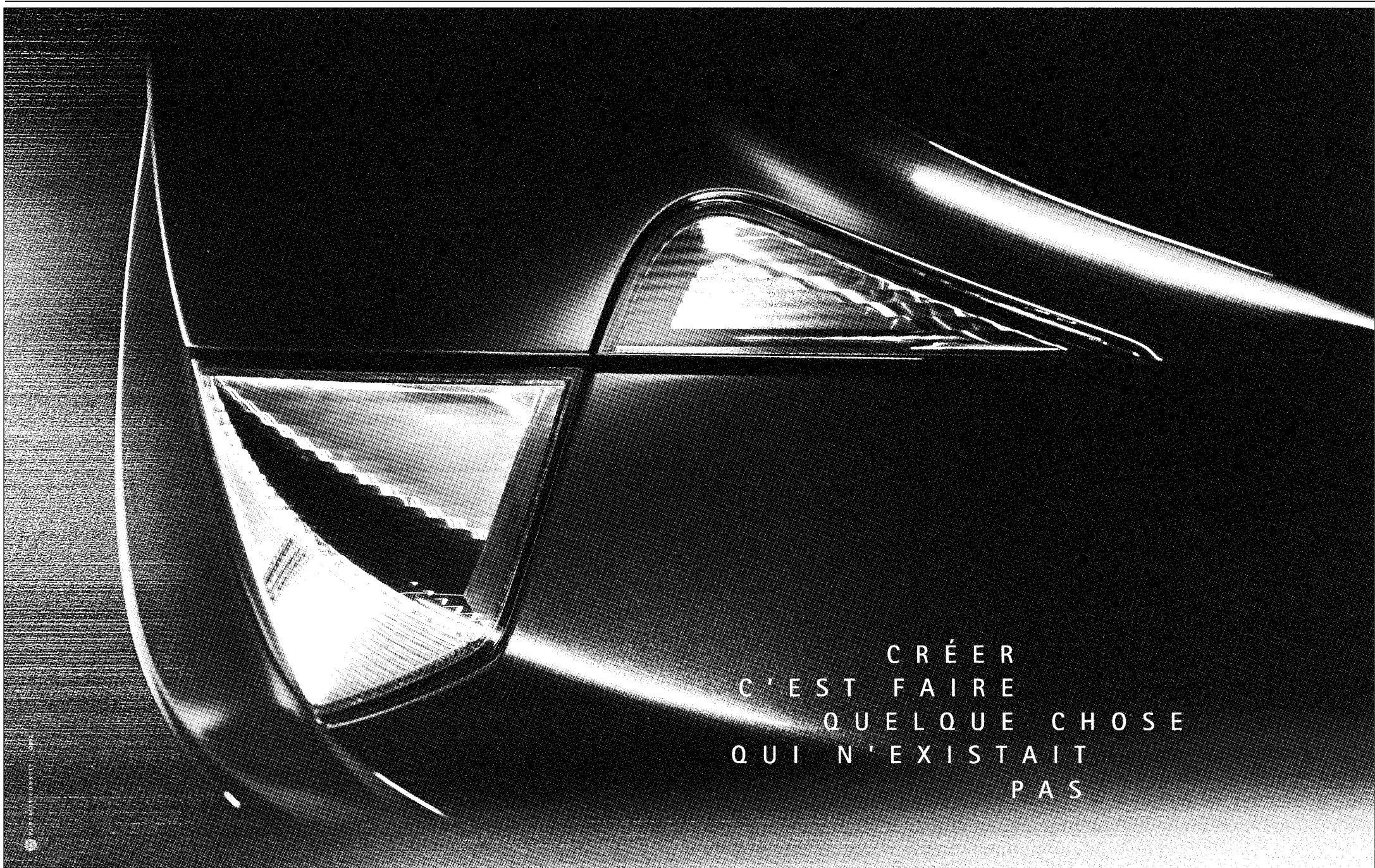
Le candidat socialiste avait donné rendez-vous à la presse dans son local de campagne, situé rue des

Juges-Consuls, dans le 4<sup>e</sup> arrondissement, à deux pas du Centre Pompidou. Entouré de ses vingt têtes de liste, il a souligné qu'il propose aux Parisiens « une alternance de projet », construite « à partir d'un contenu dense, pour des actes gestionnaires concrets ». Pour M. Delanoë, la campagne qui s'amorce sera « un combat pour la santé démocratique de Paris », l'alternance constituant le « seul moyen crédible de changer de culture politique » dans la capitale.

Soucieux d'« engager un dialogue authentique et inédit avec les Parisiens », le candidat socialiste a annoncé le lancement d'une consultation des Parisiens, dont la Sofres prendra en charge le traitement, par un questionnaire classique ainsi que sur le site Internet de sa campagne ([www.bertrand-delanoë.org](http://www.bertrand-delanoë.org)). Elle débutera le 16 octobre, date du « grand rendez-vous de l'alternance », un meeting qui se tiendra au Théâtre Mogador, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement.

Christine Garin

Alain Beuve-Méry  
et Béatrice Gurrey



CRÉER  
C'EST FAIRE  
QUELQUE CHOSE  
QUI N'EXISTAIT  
PAS

# Le Conseil constitutionnel a proclamé les résultats du référendum

Les juges constitutionnels se disent préoccupés par le manque de volontaires qu'ils ont constaté dans de nombreux bureaux de vote lors du scrutin et de son dépouillement

LE CONSEIL constitutionnel a proclamé, jeudi 28 septembre, les résultats officiels du référendum du 24 septembre réduisant à cinq ans la durée du mandat présidentiel. Conformément au pouvoir qui leur est confié d'examiner et de trancher toutes les réclamations formulées à l'issue de ce type de scrutin, les juges constitutionnels ont siégé, entre lundi et jeudi, pour effectuer ces contrôles, département par département.

Comme l'a souligné le président du Conseil constitutionnel, Yves Guéna, « il n'y a pas eu de boycott du référendum », contrairement aux menaces lancées par un certain nombre de maires de ne pas ouvrir les bureaux de vote pour faire entendre leur mécontentement sur des problèmes locaux. Les préfets n'ont eu à désigner des délégués que dans quelques cas, comme dans trois communes du Bas-Rhin.

En revanche, dans ses « observations », le Conseil note, pour le regretter, que « de très nombreux bureaux de vote, notamment dans les grandes villes, n'ont comporté que

## Les résultats définitifs du référendum

INSCRITS	39 941 192
VOTANTS	12 058 688
ABSTENTIONS	69,81 %
BLANCS OU NULS	1 940 340 16,09 % des votants
EXPRIMÉS	10 118 348
OUI	7 407 697 73,21 % des exprimés
NON	2 710 651 26,79 % des exprimés

Source : Conseil constitutionnel

deux personnes, voire, de façon heureusement momentanée, une seule », au lieu des trois prévues par le code électoral. Il ajoute que ces « difficultés (...) ont, à maintes reprises, occasionné des retards, parfois importants, dans l'heure d'ouverture des bureaux aux électeurs ». S'étant assuré que ces re-

tards « ne résultaient pas de manœuvres », le Conseil n'a pas annulé les résultats de ces bureaux, considérant que « ce manque aux obligations s'expliquait par la faible mobilisation qui a caractérisé le scrutin ». Toutefois, il juge qu'« une telle marque de désaffection de la part d'élus locaux et d'organisations politiques est préoccupante pour le bon fonctionnement du suffrage universel ». M. Guéna a précisé que l'indulgence dont a fait preuve, en l'occurrence, le Conseil « ne saurait servir de référence pour les scrutins futurs ».

En définitive, les juges constitutionnels n'ont annulé que 403 bulletins (310 « oui » et 93 « non »). C'est notamment le cas de 72 bulletins à Horgues (Hautes-Pyrénées), où la municipalité avait mis à disposition des électeurs des bulletins plaidant pour la « réouverture rapide de la pharmacie », ou encore de 235 bulletins à Coulombs (Eure-et-Loir), faute de transmission du procès-verbal.

G. C.

# Le gouvernement se prépare à refuser la convention Unedic

FO a rompu les discussions avec le Medef

Lionel Jospin, Martine Aubry et Laurent Fabius se sont longuement réunis jeudi soir, à Matignon, pour trouver une issue à la crise, passant en revue le contenu de

la convention. Les contacts officieux menés par le Medef pour convaincre FO de rejoindre le camp des signataires ont échoué.

LA VERSION remaniée de la convention Unedic, signée le 23 septembre par le patronat, la CFDT, la CFTC et la CGC, n'avait pas encore été transmise cinq jours plus tard. Officiellement rien ne bouge. En réalité, Matignon, d'un côté, le Medef, de l'autre, se sont dépensés sans compter, jeudi 28 septembre, pour trouver une issue à la crise. Jeudi soir, Lionel Jospin, Martine Aubry et Laurent Fabius se sont longuement réunis sur le dossier de l'assurance-chômage.

Tous trois ont passé en revue le contenu de la convention, qu'ils se sont procurée. La décision de ne pas agréer le texte a été confirmée, ce que le premier ministre avait déjà laissé entendre devant les parlementaires socialistes (*Le Monde* du 28 septembre). Les ministres et leurs collaborateurs estiment que l'équilibre financier du plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) n'est pas modifié substantiellement. S'agissant des relations entre l'Etat et l'Unedic, les signataires proposent le ré-

glement de 16 milliards de francs, alors que le gouvernement veut une clarification des règles de financement. En outre, alors que depuis la création de l'Unedic, en 1958, les partenaires sociaux agissent dans le cadre d'un pouvoir réglementaire délégué, ils revendiquent aujourd'hui, estiment les ministres, un pouvoir législatif.

Sans agrément, il ne reste guère de solution. Le gouvernement pourrait publier une autre convention par décret, même à titre provisoire, tout en proposant, début octobre, à tous les acteurs du régime d'indemnisation des demandeurs d'emploi une table ronde. C'est un scénario que se refuse encore à confirmer l'entourage des ministres, qui préfère une boutade : « Un "Grenelle" du chômage ? Non, plutôt un Camp David ! »

De son côté, le Medef n'est pas resté inactif et a multiplié les exercices de diplomatie secrète. Dès le lendemain de la signature de la convention remaniée, l'organisation patronale s'est efforcée de convaincre encore FO de rejoindre le camp des signataires. C'est Denis Gautier-Sauvagnac, actuel président de l'Unedic et, surtout, délégué général de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), branche professionnelle avec laquelle Force ouvrière entretient des liens historiquement étroits, qui a été envoyé à la manœuvre. En face, Antoine Faesch, l'homme de la protection sociale du temps d'André Bergeron, a servi d'intermédiaire. Le numéro un de FO, Marc Blondel, dément que M. Faesch ait été officiellement mandaté, mais reconnaît l'existence de « contacts » assidus.

Après des heures d'échanges, ces négociations menées en coulisse ont échoué brutalement, jeudi après-midi. A la grande fureur de M. Blondel, les dirigeants du Medef, Ernest-Antoine Seillière et Denis Kessler, se sont en effet refusés à écrire noir sur blanc que le PARE est un dispositif accessible sur la base du « volontariat ». L'UIMM, elle, était pourtant prête à l'envisager. Ces

tractations d'après-signature avec FO expliquent pour partie le retard pris par les signataires pour déposer la convention auprès des pouvoirs publics. Pour une autre partie, les signataires espèrent toujours gagner du temps sur le départ, prévu fin octobre, de la ministre de l'emploi. Officiellement toutefois, ils expliquent ce délai par le fait que l'UPA (patronat de l'artisanat) aurait oublié de signer plusieurs avenants...

## « Un "Grenelle" du chômage ? Non, plutôt un Camp David ! »

Entretemps, à peine M. Jospin avait-il exprimé ses réserves à Lyon, que les signataires s'empressaient de réintégrer les organes de décision de l'Unedic, annonçant que son bureau se réunirait bien le 4 octobre. Pour eux, il s'agissait d'éviter que FO et la CGT ne se tournent vers le gouvernement en invoquant l'absence de fonctionnement du régime paritaire.

Jeudi toujours, les associations de chômeurs, avec l'appui du Groupe des Dix et de la FSU, ont manifesté devant le ministère de l'emploi avant de gagner le Medef, brocardant « le STO, sous-travail obligatoire » et réclamant un « système unifié d'indemnisation pour tous les chômeurs et précaires ». La confédération CGT, qui ne voulait pas donner l'impression d'interpeller le gouvernement, avait choisi de partir du Trocadéro pour rejoindre le siège de l'organisation patronale.

Les signataires ont continué, de leur côté, à se relayer pour interpeller l'opinion. Le président de la CFTC, Alain Deleu, est allé jusqu'à estimer, sur RMC, qu'un refus d'agrément conduirait la France à « au moins dix ans de glaciation sociale ».

Isabelle Mandraud et Caroline Monnot

## Pour votre voiture, on s'occupe de tout, sauf des extras.

CLÉ DE CONTACT

0 810 09 3000\*

Conduisez, nous nous occupons du reste.

Clé de contact, nouvelle offre automobile de location avec services de la Société Générale.

- Un budget connu d'avance : toutes vos dépenses automobiles dans une mensualité, sauf l'essence et les PV !

- Une offre complète : entretien et réparation, assurance, assistance 24h/24, pneumatiques, véhicule de remplacement.

Pour plus d'information sur cette nouvelle formule et obtenir une simulation sur la voiture de votre choix, contactez dès maintenant nos spécialistes au 0 810 09 3000\*.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Si on en parlait ?

\* Prix d'un appel local.

www.societegenerale.fr

## Bercy temporise sur la tarification bancaire

LE PROJET de loi sur les nouvelles régulations économiques (NRE), qui sera examiné, mercredi 4 octobre, par la commission des finances du Sénat puis, à partir du 10 octobre, en séance publique, est décidément à géométrie variable. Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat à la consommation, et Laurent Fabius, ministre de l'économie, avaient annoncé qu'ils inscrieraient dans ce projet la définition d'« un service bancaire de base » et une réforme des autorités de régulation financière, devant aboutir à la fusion de la commission des opérations de Bourse (COB) et du conseil des marchés financiers (CMF), ainsi qu'au rapprochement de la commission de contrôle des assurances et de la commission bancaire. Finalement aucun de ces deux projets ne figurera dans le texte ou dans les amendements qui seront examinés mercredi.

### POSITIONS INCONCILIABLES

Sur la définition du service bancaire de base, un service que les banques n'auraient pu refuser à aucun client, le gouvernement souhaitait que les associations de consommateurs et les représentants des banques parviennent à un accord. Mais, après avoir discuté pendant dix-huit mois dans le cadre de la commission Jolivet, les positions sont restées inconciliables.

D'un côté, dix associations de consommateurs sur dix-sept exigent que le service de base bancaire soit gratuit pour tous. Les banques s'y refusent, avec des arguments qui ont été entendus par Bercy. Le gouvernement a décidé de ne

pas trancher... et d'attendre. Malgré ce statu quo, certains s'inquiètent. Dans son édition du 29 septembre, *Le Parisien* annonce : « Chèques payants dès le 1<sup>er</sup> janvier », après s'être procuré une note interne circulant chez BNP Paribas. Pourtant les banques se veulent rassurantes et assurent qu'il n'y aurait pas de changement sur la tarification des chèques tant que le ministère de l'économie n'aura pas débloqué la possibilité de rémunérer les comptes (ce qui est possible en euros mais reste interdit en francs). Les banques s'y préparent toutefois activement - tout changera le 1<sup>er</sup> janvier 2002 avec la disparition du franc - et toutes ont des projets précis de tarification, faisant payer les chèques au-delà d'un certain nombre. Certaines banques mutualistes régionales ont d'ailleurs déjà commencé à le faire, discrètement.

Sur le volet COB-CMF, la logique est différente. La réforme que souhaite faire Bercy, et qui fait l'objet, selon le cabinet du ministre, d'un consensus professionnel et politique, exigerait qu'une quinzaine d'amendements s'ajoutent à l'actuel projet de loi. M. Fabius a donc décidé d'en faire un projet de loi à part entière. Son entourage affirme que cela ne retardera en rien les réformes. Le calendrier prévoit que le texte soit présenté au conseil des ministres dans les deux mois qui viennent pour être discuté au Parlement au premier semestre 2001, l'objectif étant que tous les textes et décrets nécessaires soient prêts avant l'été 2001.

Sophie Fay et Pascale Santi



# Le chômage a recommencé à diminuer en août au profit des chômeurs de longue durée

Le ministère de l'emploi souligne aussi une baisse du travail précaire

Les chiffres du chômage, rendus publics vendredi 29 septembre par le ministère de l'emploi et de la solidarité, font apparaître une légère baisse,

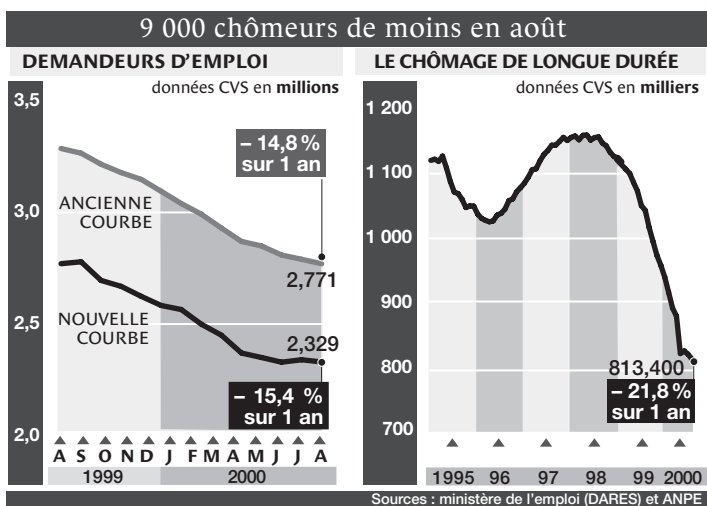
après l'augmentation de juillet, le taux de chômage se situant à 9,6 % de la population active. Le chômage de longue durée régresse particuliè-

rement, sur un rythme de plus de 20 % en un an. Le ministère souligne aussi un recul du travail précaire, en intérim ou contrat à durée déterminée.

APRÈS l'« accident » estival du mois de juillet, qui a vu le nombre de demandeurs d'emploi augmenter de 8 500 (0,4 %), les chiffres du chômage repartent à la baisse. Cependant, si le nombre de chômeurs est ainsi passé de 2 337 600 en juillet à 2 328 800 en août, il s'agit d'une baisse très légère de 8 800 (0,4 %), selon les statistiques rendues publiques, vendredi 29 septembre, par le ministère de l'emploi et de la solidarité. Sur les douze derniers mois, ce nombre, qui sert de baromètre officiel du chômage et recense les demandeurs d'emploi immédiatement disponibles, à la recherche d'un contrat à durée indéterminée et à plein temps, a reculé de 15,4 %, soit une diminution de 425 000 personnes.

Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi ayant eu une activité occasionnelle ou réduite de plus de 78 heures dans le mois a enregistré un recul plus marqué, diminuant de 23 500 entre la fin juillet et la fin août (0,8 %). C'est le signe d'une régression du travail précaire, en intérim, à durée déterminée ou à temps partiel. Avec 2 770 600 chômeurs recensés en août, en reprenant la totalisation ancienne, la baisse atteint donc 483 000 personnes sur un an (14,8 %), attestant, selon le ministère de l'emploi et de la solidarité, « que la précarité recule et que les sorties de chômage se font vers des emplois stables ».

Enfin, selon les normes du Bureau international du travail (BIT), le taux de chômage se situait en France, fin août, à 9,6 % de la population active. Ce niveau était déjà atteint en juin. Il reste le plus bas enregistré depuis septembre 1992. En baisse de 0,1 point sur un mois, ce taux marque un recul de 3 points depuis juin 1997 et l'arrivée de Lionel Jospin au pouvoir, rappelle le ministère. C'est en avril que la France, pour la première fois depuis 1991, était passée sous la barre symbolique des 10 %.



Cette baisse du chômage profite à tous, « notamment aux publics les plus fragiles », se félicite Martine Aubry, qui remporte la sa dernière victoire sur le front du chômage avant son départ du gouvernement, prévu le 20 octobre. L'amélioration, en août, profite en effet, particulièrement, aux femmes de moins de cinquante ans, dont le taux de chômage a baissé de 1,1 % pour les jeunes chômeuses de moins de vingt-cinq ans et de 1,3 % pour celles âgées de vingt-cinq à quarante-neuf ans.

Le nombre des chômeurs de longue durée, inscrits à l'ANPE

depuis au moins un an, a par ailleurs baissé de 7 600 (0,9 %) en août, pour atteindre 813 400 personnes, et de 21,8 % sur un an, soit 7 points de plus que la baisse moyenne du chômage. Sur la même période, le chômage de très longue durée (demandeurs d'emploi inscrits depuis au moins deux ans) a également diminué de près de 25 %. « La lutte contre les exclusions marque incontestablement des points », résume le ministère, qui voit se multiplier les reprises d'emploi de bénéficiaires de minima sociaux.

A ce titre, le nombre de béné-

## Trente mille RMistes en moins depuis octobre 1999

La lutte contre les exclusions « marque des points », assure le ministère de l'emploi et de la solidarité, qui se félicite de la baisse continue du nombre d'allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI). Depuis octobre 1999, date à laquelle la courbe du RMI s'était inversée pour la première fois depuis sa création, en 1988, ce recul atteint 3 %, soit 30 000 personnes. Le nombre d'allocataires du RMI est ainsi passé de 1 020 000 en octobre 1999 à 990 000 en août 2000, dont 145 000 occupent un emploi, qu'ils cumulent avec leur allocation.

Ce redressement efface ainsi en quelques mois la hausse (2,96 %) enregistrée entre décembre 1998 et décembre 1999. Entre fin 1997 et fin 1998, la progression avait été plus soutenue, à 4,1 %. Depuis la création du RMI, le 1<sup>er</sup> décembre 1988, pour toutes les personnes dont les ressources n'atteignent pas 2 000 francs, plus de trois millions de personnes en ont bénéficié.

ficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) a baissé de 8 % au cours des douze derniers mois. Cette allocation est versée aux chômeurs inscrits à l'ANPE et ayant épuisé leurs droits ou aux chômeurs de plus de cinquante ans touchant une allocation inférieure au montant de l'ASS, soit 3 362 francs pour une personne. Plus significatif encore, le nombre de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) enregistre une décade (lire ci-dessous). Si la conjoncture n'est pas étrangère à ces résultats, le ministère y voit surtout l'effet d'une « politique active de l'emploi et de lutte contre les exclusions », grâce à laquelle, assure-t-il, « le "noyau dur" du chômage est maintenant attaqué en profondeur, et l'exclusion régresse ».

En revanche, le chômage masculin a augmenté légèrement au cours du mois d'août (0,4 %), le nombre de jeunes hommes demandeurs d'emploi repartant sensiblement à la hausse (1,5 %). Sur un an, le bilan est toujours plus favorable aux hommes et aux jeunes (moins 20,6 % pour les hommes de moins de vingt-cinq ans, au lieu de moins 8,2 % pour les femmes de cinquante ans ou plus). Les nouvelles inscriptions à l'ANPE sont également en légère hausse (0,7 %), 336 000 demandeurs d'emploi s'étant inscrits à l'ANPE en août. Si ces entrées sont consécutives à des licenciements économiques (155 228 en août, soit une baisse de 11,8 % sur un an), ou à des fins de contrats à durée déterminée, elles reflètent aussi une amélioration du marché du travail, beaucoup de jeunes n'attendant plus le mois de septembre pour chercher un emploi.

Autre signe de la reprise de l'activité : avec 21 367 démissions enregistrées en août, le nombre de personnes quittant volontairement leur emploi a ainsi augmenté de 13,4 % en un an.

Alexandre Garcia

## M. Jospin préconise la prudence sur le partage des fruits de la croissance

LIONEL JOSPIN, qui participait, jeudi 28 septembre, à un colloque organisé par le mensuel *Challenges* sur le thème « Nouvelle économie, sociétés nouvelles », a préconisé la prudence face aux revendications salariales. Il ne faut « pas opposer la priorité centrale de lutte contre le chômage et celle d'une répartition plus équitable des fruits de la croissance », a indiqué le premier ministre. « Si nous nous précipitons trop avec euphorie, avec aveuglement et manque de lucidité dans cette période, a déclaré M. Jospin, nous risquons d'aborder la troisième période, celle des incertitudes de la situation internationale, en perdant le cap, et je ne veux pas que nous perdions le cap. » Pour M. Jospin, le « climat plus confiant » fait naître « des impatiences plus fortes ». « Les Français veulent recevoir le prix de leurs efforts, a-t-il ajouté, et il faut être attentif, veiller à ces attentes. » Il a souligné, cependant, qu'« il ne faut pas oublier que si nous sommes en sortie de crise, il reste les stigmates de la crise sociale » des vingt dernières années.

## Les chefs d'entreprise restent optimistes

LES CHEFS d'entreprise restent optimistes même si certains signes d'inflexion de la conjoncture économique ont pu apparaître ces dernières semaines. Selon l'enquête de conjoncture dans l'industrie, publiée par l'Insee vendredi 29 septembre, les chefs d'entreprise voient l'avenir en rose : leurs perspectives personnelles de production, c'est-à-dire la manière dont ils voient évoluer leurs affaires, pour les trois prochains mois, sont en hausse en septembre, bien que leur appréciation de la situation passée se soit infléchiée. Optimistes pour eux-mêmes, les chefs d'entreprise ne sont moins pour le pays : l'indice des perspectives générales, c'est-à-dire l'appréciation qu'ils ont de la situation économique française dans sa globalité, baisse assez fortement. L'enquête révèle aussi une légère inflexion de la conjoncture industrielle en septembre. Mais les carnets de commandes globaux et étrangers demeurent « très bien garnis » même s'ils se tassent un peu, estime l'Insee. Et les industriels jugent que leurs stocks restent « très en-deçà de la moyenne de longue période ». Enfin, les perspectives personnelles de prix restent stables.

### DÉPÊCHES

■ **LÉGISLATIVES** : Claude Allègre a indiqué, vendredi 29 septembre sur LCI, qu'il « n'est pas impossible qu'[il] soit candidat aux élections législatives ». M. Allègre a exclu une candidature aux élections municipales. L'ancien ministre de l'éducation nationale, qui fut élu conseiller régional du Languedoc-Roussillon en 1992, pourrait se présenter dans la 4<sup>e</sup> circonscription de l'Hérault dans l'hypothèse où le député sortant, Gérard Saumade (divers gauche), ne se représenterait pas.

■ **AUTONOMIE** : à l'initiative de la Conculta-Corsica Nazione et du MDES guyanais, des délégations d'organisations indépendantistes ou autonomistes, parmi lesquelles le FLNKS calédonien, les bretons d'Emgann, l'EMA (Pays basque du nord) et le PPC (Pays catalan du nord), des délégations guadeloupéenne, martiniquaise, polynésienne, tiendront une conférence de presse commune, le 2 octobre, au siège du Cedetim (association française de défense du droit des immigrés), pour « faire le point sur la nécessité d'une décolonisation et d'une évolution statutaire » des divers territoires.

■ **AGRICULTURE** : Jacques Chirac souhaite que le Conseil européen de Nice, en décembre, permette « des avancées » dans le domaine de la sécurité alimentaire, a déclaré, jeudi 28 septembre, Luc Guyau. Le président de la FNSEA avait été reçu par le président de la République avec une délégation du Comité des organisations professionnelles agricoles européennes (COPA), conduite par son président, le belge Noël Devisch. Celui-ci a souligné que M. Chirac est « très favorable » à la création d'une agence européenne pour la sécurité alimentaire.

CRÉER  
C'EST FAIRE  
QUELQUE CHOSE  
QUI N'EXISTAIT  
PAS

**ÉDUCATION** L'appel d'offres pour la constitution de campus numériques par les ministères de la recherche et de l'éducation, clos le 30 septembre, a suscité un bouillonne-

ment inédit. ● AUJOURD'HUI, un étudiant sur deux déclare posséder un ordinateur, et 58 % d'entre eux pensent que les nouvelles technologies ont déjà changé la manière

d'étudier, selon une enquête Ipsos. ● PRÉSIDENT de l'université Pierre-Mendès-France et responsable de la commission de la pédagogie à la Conférence des présidents d'univer-

sité, François Petit pense néanmoins qu'en matière d'équipement les universités françaises ont encore un retard à combler et que les universitaires doivent veiller à participer à

l'élaboration des contenus pédagogiques. ● À BORDEAUX, en DEUG sciences, un serveur multimédia de formation en ligne baptisé Ulysse est à la disposition des étudiants.

## La rentrée marque la conversion des universités aux nouvelles technologies

L'appel d'offres des ministères de l'éducation et de la recherche pour la constitution de campus numériques a conduit à l'émergence de 400 projets. Près de 20 % des enseignants affirment d'ores et déjà avoir recours aux informations en ligne dans l'organisation de leurs cours

C'EST « un mouvement de fond colossal ». Pour le président de l'Université technologique de Compiègne, François Peccoud, l'utilisation des moyens modernes de communication dans l'enseignement supérieur public sort enfin de l'artisanat. La publication, le 15 juin, d'un appel d'offres pour la constitution de campus numériques, doté de 18 millions de francs (40 millions en 2001) par les ministères de la recherche et de l'éducation nationale, a suscité un bouillonnement inédit et conduit à l'émergence de 400 projets... dont certains dormaient dans des tiroirs depuis plusieurs années. Au final, quinze seront retenus.

Clos le 30 septembre, l'appel d'offres ministériel place la rentrée universitaire sous le signe d'une vraie révolution technologique. Le même jour, à l'occasion d'un colloque européen organisé à Paris par l'Association européenne des universités enseignant à distance (EAD-TU) sur le thème « Faut-il câbler la tour d'ivoire ? », Jack Lang devait rappeler les ambitions de la France en la matière. Et la signature, le 5 octobre, d'un accord très attendu entre le Centre national d'enseignement à distance (CNED), d'une part, la Conférence des présidents d'université (CPU), les directeurs d'IUFM et d'écoles d'ingénieurs, d'autre part, va clarifier un paysage longtemps marqué par de sourdes luttes institutionnelles. Au CNED revient le rôle d'opérateur, appuyé sur une importante logistique : centre de télé-accueil, plateaux de télévision, compétences multimédia, école de formation à l'enseignement à distance. Aux universités, la place de fournisseurs de contenus et de diplômés. « C'est un changement radical de paysage », confirme Guy Aubert, directeur général du CNED.



Depuis deux ans, l'offensive des grandes universités américaines, la tenue du premier « marché mondial de la formation » de Vancouver et le volontarisme politique de Claude Allègre ont œuvré pour que se produise ce « phénomène de bascule » dans la modernité, selon les mots de Jacques Vauthier, professeur à l'université Paris-VI et membre de

l'agence Edufrance : « Toutes les initiatives qui apparaissent alors comme séparées se mettent en cohérence. »

« Il est désormais acquis, pour les universités françaises, que le développement des nouvelles technologies et de l'enseignement à distance est une question de vie ou de mort », poursuit François Peccoud, auteur d'un rapport sur le sujet pour la CPU. Celle-ci a ainsi, en décembre 1999, décidé de faire de l'enseignement à distance une priorité. L'objectif est de créer des consortiums d'universités travaillant avec des partenaires industriels. Car la pédagogie sur Internet coûte cher. « Pour présenter une offre

en ligne de 1 000 heures, il faut une capacité d'investissement de 30 millions de francs », a calculé François Peccoud. Les universités ayant depuis peu compris qu'elles ne pouvaient agir seules, les centres de ressources (Gemme, Educasup) et les projets communs se développent.

### CIRCULATION DE COURS

En témoigne, à Marseille, le projet d'université virtuelle de la Méditerranée, monté avec l'Open University britannique, l'Uned espagnole, le réseau Nettuno italien, qui permettra une circulation de cours entre chaque établissement ; ou, en Rhône-Alpes, la récente création de Grenoble campus ouvert (GreCO), rassemblant universités et écoles d'ingénieur. Mais aussi le foisonnement des formations diplômantes mises en ligne, depuis le premier cycle sur mesure en sciences né en 1997, qui associe 18 centres d'autoformation (lire ci-dessous) jusqu'aux dernières-nées, la licence de chimie de l'université du Maine ou la préparation à l'agrégation d'économie-gestion de Rennes-I... toutes formations prochainement rassemblées dans une plate-forme d'orientation baptisée Form@sup et accessible sur le Net.

Une trentaine d'universités (sur 80) utilisent désormais des plateformes d'enseignement à distance. Face à la concurrence internationale qui sévit sur le marché de la formation initiale et continue, elles entendent défendre un « modèle fran-

çais ». Il vise non pas à construire une « université sans mur » sur le Net, mais, à concevoir des formations à partir d'alliances entre les universités existantes. « Il ne s'agit pas de compiler des photocopies de cours en ligne mais de jouer la carte des services et de l'accompagnement », précise Françoise Thibault, animatrice de l'appel d'offres sur les campus numériques. Selon elle, la formation ouverte « doit permettre à l'enseignement supérieur de se renouveler et d'asseoir sa présence au niveau international ». Signe des temps, 200 millions de francs ont été inscrits dans les contrats quadriennaux entre l'Etat et les universités pour développer ces nouveaux usages pédagogiques.

Sous la pression des étudiants, la mise à disposition de salles informatiques en libre accès progresse. Adresse e-mail personnalisée, accès aux bases de données, téléconférence, travaux dirigés et accompagnement interactif des cours, voire évaluation via Internet... les réalisations restent très inégales. Mais le mouvement est lancé. Près de 20 % des enseignants seraient d'ores et déjà impliqués à des degrés divers. Et les centres universitaires d'enseignement à distance traditionnels, longtemps tenus à l'écart, sont désormais en situation de faire profiter leurs établissements de leur longue expérience. Les sciences, la médecine, la gestion, les formations d'ingénieurs, et, dans une moindre mesure, le droit, les langues et l'histoire comptent parmi les disciplines le plus en avance.

Mais chez les enseignants comme parmi les étudiants, beaucoup craignent encore de perdre au change. « Il faudra prouver à tous que la suppression de certaines heures en présence d'enseignants n'est pas synonyme de dégradation de l'enseignement », avertit François Peccoud. L'affaire prendra selon lui cinq à six ans. « Les encouragements de l'Etat ont suscité un grand espoir, reconnaît Christiane Guillard, responsable des nouvelles technologies à Nanterre. Mais il faut aller beaucoup plus loin, si on ne veut pas que l'élan se brise. »

S. Bl. et N. G.

### François Petit, président de l'université Pierre-Mendès France (Grenoble-II)

#### « La bataille se joue autour de la production des contenus »

PRÉSIDENT de l'université Pierre-Mendès France, François Petit, est aussi responsable de la commission de la pédagogie à la Conférence des présidents d'université (CPU).

« Les universités françaises sont-elles vraiment en retard en matière d'utilisation des nouvelles technologies ?

En matière d'équipement proprement dit, oui. Il faudrait une programmation pluriannuelle associant l'Etat et les collectivités pour accélérer. Nous vivons une période de transition où les universités achètent leurs réseaux internes pour l'administration et doivent simultanément créer des salles informatiques en libre accès. Mais, compte tenu de la progression de l'équipement des ménages, nous devons éviter de mettre tous nos crédits dans l'achat d'ordinateurs et nous concentrer sur le réseau interne de pédagogie en ligne. Actuellement, toutes les universités expérimentent. Certaines ont déjà monté des projets stratégiques ; d'autres ont bâti des consortiums disciplinaires.

« Quels sont les enjeux du multimédia ?

La bataille se joue, sous la pression du marché mondial de la formation, autour de la production des contenus. Pour les formations à gros effectifs – DEUG de lettres, de sciences –, les grands éditeurs privés sont dans les starting-blocks, et rien ne servira de leur courir derrière : les universitaires doivent veiller à participer à l'élaboration de ces contenus, à la scénarisation des cours, passer avec eux des contrats. Le gros enjeu se situe au-delà : il s'agit pour nous de mettre en place toute la gamme des services aux étudiants, de l'information à la délivrance de diplômés à distance. Nous devons davantage penser l'accompagnement individualisé. Le multimédia soumet les étudiants à une avalanche de banques de données. Les enseignants doivent devenir des médiateurs et des aides à la synthèse des connaissances. Pour ce faire, nous avons de plus en plus besoin d'enseignants !

« Quels freins rencontrez-vous ?

Le soutien du ministère est important, mais il reste incitatif. L'appel d'offres sur l'enseignement à distance est doté de 18 mil-

lions de francs. A titre de comparaison, Grenoble Campus ouvert a prévu 54 millions de francs sur quatre ans, pour 45 000 étudiants potentiels. Les universités doivent donc travailler en partenariat, sur un domaine qui fait éclater leurs frontières. Nous relevons aussi des obstacles institutionnels. La séparation entre la direction de la technologie, au ministère de la recherche, qui détient l'expertise, et la direction des enseignements supérieurs, au ministère de l'éducation nationale, qui finance les projets, est préjudiciable. La question ne doit plus être abordée par la technique, mais par l'innovation pédagogique. Une autre question urgente doit être réglée : tant que le ministère ne définira le service des enseignants qu'à partir de leurs 128 heures de cours ou de leurs 192 heures de travaux dirigés, on n'avancera pas. Il faut préciser le contrat d'activité des enseignants. La réglementation actuelle contraint les présidents d'université et les enseignants à bricoler. »

Propos recueillis par Nathalie Guibert

## A Bordeaux, en DEUG sciences, un outil animé baptisé « Ulysse »

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale

A l'université scientifique et technologique Bordeaux-I, tous les étudiants de première année de DEUG sciences utilisent Ulysse. Un joli nom pour désigner le serveur multimédia de formation en ligne qui leur permet, depuis octobre 1999, d'« apprendre », de « simuler », d'« observer », de s'« exercer » et de « s'évaluer » en mathématiques, chimie, physique et informatique. Conçu par une équipe d'enseignants-chercheurs et d'ingénieurs, Ulysse n'est ni une bibliothèque moderne ni un remake de photocopies, mais un nouvel outil pédagogique, animé et interactif, qui permet à l'étudiant de s'approprier un savoir de manière autonome. « L'objectif est de diversifier les situations d'apprentissage pour les étudiants qui sont sur le campus et d'offrir de l'enseignement à distance à ceux qui ont des difficultés temporelles ou géographiques pour se rendre à l'université », explique Jacques Queyruy, professeur de mathématiques et responsable de l'équipe Ulysse. S'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de ce nouvel outil sur la réussite aux exa-

mens, les universitaires constatent néanmoins une forte assiduité à cet enseignement épaulé par un tuteur et une demande importante des étudiants pour travailler sur le serveur en dehors des heures obligatoires.

### « APPRENDRE AUTREMENT »

Ulysse n'aurait sans doute jamais vu le jour sans la création, en 1994, de l'espace Alpha. Ce centre d'autoformation et d'autoévaluation de l'université Bordeaux-I dispose d'une centaine d'ordinateurs connectés à Internet, d'un service audiovisuel et d'une médiathèque. L'année dernière, plus de 4 000 étudiants ont fréquenté ce centre multimédia qui affiche pour slogan « apprendre autrement ». Las du caractère répétitif de l'enseignement universitaire, Alain Rham a quitté il y a dix ans son laboratoire de chimie pour créer l'espace Alpha et se lancer dans le réseau universitaire de centres d'autoformation (RUCA). « J'ai été dévoré par le projet », raconte-t-il. Désormais, il considère, tout comme Jacques Queyruy et quelques autres pionniers, être sorti de la marginalité. Dans le dernier

contrat quadriennal signé par Bordeaux-I avec l'Etat, 2,4 millions de francs ont été réservés à l'intégration des nouvelles technologies dans l'enseignement et quatre postes à plein temps ont été dérogés pour faire vivre la cellule de création de documents pédagogiques multimédias. « C'est un choix politique », insiste Jean Frénel, vice-président du conseil des études.

L'espace Alpha, ouvert tous les jours jusqu'à 19 h 30, n'est pas un libre-service. Qu'ils viennent pour se repasser à l'envi un cours mal compris (les professeurs sont filmés en situation), visionner un TD, vérifier leurs connaissances sur un logiciel d'autoévaluation, consulter un site Internet pour préparer un dossier ou envoyer un courrier électronique, les étudiants peuvent être guidés, notamment par François Simonin, responsable de l'accueil et de la documentation. Des stages d'initiation à la recherche sur Internet ont été mis en place et une sélection de sites scientifiques et de culture générale est proposée, ainsi qu'un catalogue de formations en ligne d'universités étrangères.

Quant à Ulysse, il devrait s'enrichir au fil des ans en proposant l'intégralité du DEUG sciences puis en s'ouvrant à d'autres disciplines. « On ne peut pas aller à marche forcée », souligne Alain Rham. « Les financements ministériels augmentent, mais il faut aussi trouver les universitaires qui sont prêts à se mettre autour d'une table pour produire de la formation en ligne » et réfléchir à la nouvelle approche pédagogique qu'elle induit. En mathématiques, par exemple, une petite dizaine d'enseignants sur cent vingt se sont engagés dans l'aventure. « En offrant une autre façon d'accéder aux connaissances, on modifie le rôle du professeur. Il devient un guide qui ne doit plus seulement déverser du savoir, mais répondre aux questions des étudiants ; c'est un nouveau travail, plus exigeant », constate Jacques Queyruy. Regrettant que les universités françaises aient « encore du mal à valoriser l'innovation dans les nouvelles technologies », il se dit néanmoins persuadé que, dans quelques années, « un espace comme le centre Alpha deviendra banal ».

Sandrine Blanchard

Juste et Jean-Marc Ghanassia présentent

# arturo brachetti

## L'HOMME AUX MILLE VISAGES

MOLIERE DU MEILLEUR ONE-MAN-SHOW

### Théâtre Mogador

mise en scène de Serge Denoncourt - directeur artistique Pierre Bernard

Location : 01 53 32 32 00 et points de vente habituels - www.brachetti.com

## Sclérose en plaques : un traitement pourrait freiner l'évolution dès la première poussée

Une étude scientifique révèle que l'interféron, utilisé jusque-là uniquement pour les scléroses en plaques évoluées, ralentirait aussi la progression de la maladie lorsqu'on l'administre en phase initiale

**POUR LA PREMIÈRE FOIS**, une étude scientifique démontre que l'interféron bêta 1A, un médicament déjà commercialisé en France pour lutter contre la sclérose en plaques, permet non seulement de traiter la maladie déjà en place, mais aussi de retarder son aggravation. La sclérose en plaques est en effet une maladie qui progresse par poussées, dont « le diagnostic clinique est normalement posé devant deux manifestations séparées sur le plan anatomique et temporel », selon Catherine Lubetzki, neurologue à l'hôpital de la Salpêtrière à Paris. Il s'agit d'une maladie assez hétérogène dans ses manifestations. Dans 80 % des cas, la maladie évolue par poussées, avec des signes neurologiques qui régressent presque complètement au début. Le diagnostic n'est pas toujours facile à porter lors de la première poussée, qui frappe chaque année entre 1 500 et 2 000 personnes. Mais les éléments qui le font évoquer sont le caractère réversible des signes neurologiques et les images obtenues par résonance magnétique nucléaire (IRM). Pour affirmer le diagnostic, on doit ainsi attendre la deuxième poussée.

Cette situation pourrait changer, si l'on en croit un article paru, vendredi 28 septembre, dans le *New England Journal of Medicine*, décrivant le ralentissement impressionnant de la progression

de la maladie chez les sujets traités par l'interféron bêta dès la première manifestation de la maladie, alors qu'on réservait ce traitement pour les scléroses en plaques évoluées. « Les résultats présentés dans ce travail ne sont pas vraiment surprenants, poursuit Catherine Lubetzki. On sait depuis de nombreuses années que l'interféron bêta ralentit l'évolution de la maladie, diminuant d'environ 30 % la fréquence des poussées. Ce qui est montré aujourd'hui, c'est que l'effet de l'interféron est visible dès la première poussée. Ce qui, en un sens, confirme les résultats précédents. » Même attendus, ces résultats n'en sont pas moins très importants.

Après trois années de traitement par l'Avonex - molécule d'interféron bêta la produite par Biogen -, la fréquence d'une sclérose en plaques ayant des signes permanents est de 35 % alors qu'elle atteint 50 % chez les sujets témoins. De même, les lésions visibles à l'IRM n'ont augmenté que de 1 % en dix-huit mois chez les sujets traités par l'Avonex contre 16 % chez les témoins.

### PRESCRIRE À BON ESCIENT

Ces résultats font-ils envisager de traiter tous les malades chez lesquels le diagnostic est soupçonné ? « Je pense qu'il est trop tôt pour répondre à cette question, dit Catherine Lubetzki. Nous devons

essayer d'abord de définir quels malades feront une maladie bénigne, sans nouvelle poussée pendant des années, car ils sont relativement nombreux. Le traitement par interféron est contraignant, avec des injections répétées. En outre, il fait entrer les sujets dans la catégorie des "malades", et n'est pas exempt d'effets secondaires. Mais nous ne savons pas encore aujourd'hui distinguer d'emblée les malades qui auront une maladie rapidement invalidante de ceux, et ils sont près de la moitié, qui, après dix à quinze ans, mènent une vie à peu près normale. »

Le fait que le médicament soit cher - environ 80 000 francs par an - ne devrait pas empêcher de le prescrire à bon escient. Déjà, au cours des douze derniers mois, la Caisse nationale d'assurance-maladie a déboursé 500 millions pour l'interféron bêta, prescrit à une partie des 60 000 malades atteints de sclérose en plaques. Les trois laboratoires qui détiennent la licence de l'interféron sur le marché français - Biogen avec Avonex, Schering avec Betaféron et Serono-France avec Rebif - insistent naturellement sur la qualité des résultats obtenus, mais les neurologues recherchent chez les malades les éléments prédictifs de l'évolution de leur maladie car ils sont réticents à traiter sur un simple soupçon.

Elisabeth Bursaux

## Faute d'appelés, les armées vont manquer de médecins

C'EST l'un des effets pervers - pas le moindre mais, sans doute, le plus méconnu - de la professionnalisation des armées : le service de santé des armées (SSA) va manquer cruellement de médecins militaires à un moment où il est de plus en plus sollicité pour accompagner des unités françaises hors des frontières et pour mener des actions humanitaires.

Jusqu'à sa disparition, qui sera progressive d'ici à 2002, voire avant, le service national a fourni pas moins de 30 % des médecins militaires, 25 % des infirmiers, 80 % des dentistes et 70 % des kinésithérapeutes. Et cela aussi bien dans les

formations opérationnelles des trois armées que dans les hôpitaux, où la plupart des internes viennent du contingent. Ce recrutement va inexorablement se tarir. Dès lors, en 2002, quand sera achevée la professionnalisation, il manquera 15 % de médecins au SSA pour tenir les objectifs - 2 430 médecins au total - de son nouveau format.

Le risque d'un déficit en personnels spécialisés au sein du SSA est encore plus net en chirurgie, en réanimation, chez les gardes d'urgence hospitalière et les paramédicaux. Dans les formations opérationnelles des trois armées, c'est le soutien sanitaire de la troupe qui,

faute de médecins en nombre suffisant, peut en souffrir et se révéler défaillant.

Pour combler le vide laissé par les appelés, la décision a été prise de consacrer 31,6 millions de francs, en 2001 et 2002, à la revalorisation de la rémunération des médecins militaires, avec l'ambition de relancer leur recrutement et d'arrêter les départs prématurés en cours de carrière. A l'issue de ses études, un médecin-capitaine marié touche 14 000 francs par mois. Versement d'indemnités forfaitaires et de primes, amélioration apportée à l'avancement dans certains grades, tout servira désormais à réduire l'écart avec le secteur médical civil généraliste, public ou privé, pour les plus anciens et à susciter l'embauche de plus jeunes en leur proposant, si besoin est, des carrières courtes sur le modèle de celles qui sont en préparation pour les autres catégories d'officiers.

### CONTRAINTES STATUTAIRES

Dans le même temps, on augmente le nombre des élèves médecins dans les écoles du SSA, à Bordeaux et à Lyon. Mais cette solution n'aura de résultat que dans une décennie, à l'issue de leur formation, qui peut atteindre neuf ans. En attendant, le SSA cherchera à recruter davantage d'infirmiers, aux portes mêmes des instituts de formation sanitaire, et de médecins titulaires d'une thèse, à la sortie des facultés. Sans trop entretenir d'illusions sur l'attrait du métier. En effet, avantage ou inconvénient : les personnels du SSA demeurent soumis à des contraintes statutaires sévères, à commencer par une mobilité souvent jugée excessive qui impose par exemple, chaque année, à quelque 10 % d'entre eux de contribuer à des interventions extérieures d'une durée de quatre mois.

Au risque de susciter des jalousies dans d'autres corporations, au sein des armées, qui ne bénéficieraient pas des mêmes atouts pour encourager des vocations, le ministère de la défense compte sur ses largesses financières pour relever le défi. Il a prévu d'expliquer aux candidats que la mission principale du SSA reste le soutien médical des forces et, accessoirement, l'aide humanitaire. Cette nuance étant sans doute une façon d'éviter d'envenimer la compétition avec les ONG sur le terrain.

Jacques Isnard

## Elisabeth Guigou présente une réforme pour revaloriser la carrière des magistrats

Un sixième du corps est en attente d'avancement

La ministre de la justice, Elisabeth Guigou, a présenté, mercredi 27 septembre, en conseil des ministres, une réforme destinée à revaloriser la carrière des

magistrats. En contrepartie d'une augmentation du nombre de postes hiérarchiques, des dispositions favorisant la mobilité sont introduites.

C'ÉTAIT une revendication ancienne de la magistrature : le ministère de la justice a fini par la satisfaire. Dès 2001, plusieurs centaines de magistrats pourront bénéficier d'un avancement dans leur carrière, à la faveur d'une refonte du statut de la magistrature. Cette réforme, qui s'étalera sur trois ans, fait l'objet d'une loi organique qui a été présentée, mercredi 27 septembre, en conseil des ministres par la garde des sceaux, Elisabeth Guigou. Elle a pour objectif de faciliter le déroulement de la carrière des 6 670 magistrats français, dont un bon nombre, appartenant aux générations du baby-boom, est aujourd'hui bloqué dans l'avancement. Cette refonte, qui passe par un « repyramidage » du corps, permettra d'aligner la situation des magistrats judiciaires sur celle de leurs homologues des tribunaux administratifs ou des chambres régionales des comptes.

A l'origine, le ministère de la justice avait inscrit cette revalorisation des carrières dans un projet de réforme plus global touchant à tous les aspects du statut de la magistrature. Présenté le 1<sup>er</sup> décembre 1999 par Elisabeth Guigou, cet avant-projet de loi prévoyait de renforcer le régime de responsabilité des magistrats, en créant, notamment, une commission nationale d'examen des plaintes des justiciables. Il imposait également de nouvelles règles de mobilité aux magistrats, qui auraient été obligés de changer plus souvent de juridiction. Mais ce texte, qui était conditionné par l'adoption de la réforme constitutionnelle sur le Conseil supérieur de la magistrature, n'a finalement jamais vu le jour après le report, *sine die*, du Congrès.

Les magistrats ne s'en sont pas plaints, qui étaient, pour la plupart, opposés aux dispositions de la chancellerie sur leur responsabilité. D'autant que la revalorisation des carrières, la seule disposition de la réforme qui leur agréait, a finalement été sauvée par la chancellerie. La magistrature souffre en effet d'un blocage récurrent dû à la structure de sa pyramide des âges. Le faible nombre d'emplois hiérarchiques n'est pas assez élevé pour absorber la génération du baby-boom, recrutée dans les années 70. Aujourd'hui, un sixième du corps, soit 1 132 magistrats, est ainsi en attente d'avancement. La plupart d'entre eux doivent patienter entre cinq et dix ans avant que les emplois auxquels ils postulent deviennent vacants.

### « REPYRAMIDAGE »

Afin de remédier à ce blocage des carrières, source d'amertume et de démobilitation, la chancellerie propose d'augmenter substantiellement les postes hiérarchiques. Il s'agit de changer des centaines d'emplois de catégorie, en les faisant basculer du second au premier grade. La base du corps, qui constitue aujourd'hui 58 % des magistrats, ne devrait plus en représenter que 28 % à l'issue de la réforme, selon les projections de la chancellerie. Par ailleurs, le nombre d'emploi hors hiérarchie, correspondant aux postes de hauts magistrats, sera doublé. Un décret détaillant les 408 premiers postes « repyramidés » devrait être publié par le ministère dans les jours prochains, afin que les magistrats postulent à ces emplois. Il devrait être suivi, en 2001 et 2002, de deux autres mouvements.

Ce repyramidage s'accompagne d'autres dispositions, destinées à favoriser la mobilité au sein de la magistrature. Les magistrats seront autorisés à postuler à des postes hiérarchiques après sept ans d'ancienneté contre dix aujourd'hui, mais ils devront, en contrepartie, changer de juridiction s'ils veulent « réaliser » leur avancement. Un changement qui devrait surtout être perceptible pour les magistrats parisiens. Un juge d'instruction du tribunal de Paris ne pourra ainsi plus accéder au rang de premier juge en restant à son poste, et devra accepter d'être nommé à Bobigny, Nanterre ou Créteil. En règle générale, la réforme cherche à favoriser la mixité entre la province et la région parisienne, en supprimant les effets de filière propres à certaines carrières spécifiquement parisiennes.

Afin de financer ce plan de revalorisation, 38 millions ont été provisionnés dans les projets de loi de finances de 1999 et 2000. A terme, la revalorisation des carrières devrait coûter 166 millions de francs par an au budget de la justice. L'accession à des postes de responsabilité implique en effet une augmentation de traitement pour les magistrats concernés. A titre d'exemple, un magistrat de base passant du second au premier grade devrait voir son salaire mensuel progresser de 7 900 francs en six ans. Ce qui fait dire à la chancellerie que « les conséquences financières de cette réforme varieront selon les situations individuelles, mais seront favorables pour chacun soit immédiatement soit en termes de perspective de carrière ».

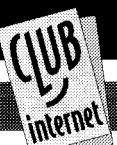
Cécile Prieur

## EMPLOI ?

Posez la question et reposez-vous sur la réponse.

le club le plus ouvert de la planète.

www.club-internet.fr



LES MEILLEURS EXPERTS de SVP Multi-Info répondent gratuitement à toutes vos questions de LOGEMENT, EMPLOI, VOITURE, CONSOMMATION, IMPÔTS, FAMILLE, FORMALITÉS ADMINISTRATIVES, LOISIRS... Le tout par mail et sous 48 heures\*, en exclusivité sur [www.club-internet.fr](http://www.club-internet.fr)



\*Conditions d'utilisation sur [www.club-internet.fr](http://www.club-internet.fr)

15F, C'EST BIEN LA PLUS PETITE LEVÉE DE FONDS DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE.

Newbiz 19€ 15

Le premier magazine de la nouvelle économie N°3

Spécial Bourse Les secrets des pros pour gagner en ligne

Les meilleurs sites pour acheter vos actions

Les ficelles des day-traders

Comment s'équiper pour boursicoter

Nos conseils aux non-initiés

1 million de francs de prix !

Les entreprises les plus COOL

Une semaine chez e-TF1

Pub: les start-up font n'importe quoi

Dossier: le business des loteries

Newbiz LE PREMIER MAGAZINE DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE.

EN KIOSQUE 15,00F



# Dans le Midi, les oliviers valent de l'or et on se les arrache

Le goût de l'alimentation naturelle et les vertus qu'on lui prête ont remis l'huile d'olive à la mode : les Français en achètent trois fois plus qu'il y a quinze ans. Rançon du succès : le pillage des vergers et l'arrivée de nouveaux producteurs, qui investissent dans l'olive comme on le fait dans la vigne

## NÎMES

de notre correspondant

Il y a une dizaine d'années, lorsque la culture millénaire de l'olivier semblait vouée à l'abandon, le chapardage était vaguement toléré. Si, de temps à autre, un ou deux arbres disparaissaient, c'était pour égayer le jardin d'un mas voisin. Aujourd'hui, les vergers retrouvent un nouvel éclat : le goût de l'alimentation naturelle avec le rejet de la « malbouffe » en général, et les vertus attribuées à l'huile d'olive en particulier, ont fait exploser le marché. Mais, rançon du succès, les vols prennent une tout autre proportion : ils arrivent fréquemment que 200 ou 300 plants fraîchement mis en terre se volatilisent en une nuit.

« J'ai vu des parcelles entièrement dévastées en quelques heures », raconte Hélène Pagès, directrice de l'huilerie coopérative de Clermont-l'Hérault. Ces gens-là arrivent en camion, défoncent les clôtures et arrachent les arbres à la va-vite. Le phénomène touche, depuis deux ou trois ans, l'ensemble des treize départements producteurs du Sud méditerranéen. Le Comité économique agricole de l'olivier (CEAO), qui regroupe des professionnels de l'oléiculture, estime à 10 000 le nombre d'oliviers volés chaque année dans les régions Languedoc-Roussillon et Provence-Côte d'Azur. Cela représente environ 5 % des arbres plantés en une saison.

Pour les producteurs, ces vols signifient l'anéantissement d'une année de travail. Avant de planter, il aura fallu préparer la terre, puis soigneusement choisir les plants, dont les prix tournent en moyenne autour de 40 francs l'unité. « Ces oléiculteurs sont touchés dans leur financement mais aussi psychologiquement », observe Jean-Michel Duriez, responsable régional du CEAO de Montpellier. Certains arrivent ici les larmes aux yeux. L'olivier garde quelque chose de mythique, ce n'est pas un arbre comme les autres. »

## EUPHORIE DU MARCHÉ

Le président de l'Union des producteurs et des professionnels de l'oléiculture de l'Hérault, Robert Valette, montre, lui, des lettres de jeunes agriculteurs qui ont préféré arrêter leur exploitation après s'être fait voler leurs arbres. « Ils n'avaient tout simplement pas le courage de recommencer. »

Depuis le début de l'année, la Fédération régionale oléicole du Languedoc-Roussillon mène campagne contre ces vols et demande à ses adhérents de porter plainte systématiquement. Elle se dit prête à se constituer partie civile. Mais pour l'instant personne n'a encore été arrêté un olivier volé sous le bras.

En fait, ces pillages demeurent assez mystérieux : tous les professionnels s'accordent pour dire que les jeunes arbres arrachés de la sorte n'ont aucune chance de donner des fruits, une fois replantés. Alors on parle de venté sauvage sur les marchés, de néophytes, qui, attirés par l'image que véhicule l'olivier, voudraient en planter dans leur jardin et se laisseraient abuser. Mais rien n'est avéré. Un producteur du Biterrois, dont 250 arbres ont été volés en deux ans, évoque une autre hypothèse.

3,5 millions d'oliviers sur près de 20 000 hectares

- 150 moulins et coopératives agricoles
- Plus de 20 000 producteurs

• **Production :**  
3 000 t d'huile d'olive par an  
2 500 t d'olives de table

• **Chiffre d'affaires (huile) :**  
200 millions de francs

• **Consommation en France :**  
1980 = 20 000 t  
1999 = 75 000 t



Source : Afidol (Association française interprofessionnelle de l'olive)

Il suspecte, sans plus de preuve, « des producteurs qui auraient besoin de mettre des oliviers en terre afin de toucher dans les délais des primes de plantation ». Sans véritablement confirmer, une oléicultrice souligne qu'il est de plus en plus difficile de trouver des oliviers sur le marché. « Les pépiniéristes n'arrivent plus à faire face à la demande sans cesse croissante. Ils sont capables aujourd'hui de fournir

achètent aujourd'hui trois fois plus d'huile d'olive qu'il y a quinze ans. Parallèlement, l'oléiculture a su se démarquer de ses concurrents espagnols et italiens, qui alimentent l'essentiel du marché européen, en jouant la carte de l'authenticité et de la diversité. Les producteurs ont amélioré la qualité, investi dans du nouveau matériel d'extraction et misé sur la recherche gustative, lançant à partir d'une dizaine de

variétés différentes des huiles fruitées ou charpentées aux arômes de banane ou de noisette. Des boutiques spécialisées dans l'huile d'olive fleurissent dans les grandes villes, notamment à Paris. Dès maintenant, l'huile d'olive bénéficie de quatre appellations d'origine contrôlée (Le Monde du 30 avril 1999). Colloques et manifestations internationales se multiplient, le « groupe oléiculture » du Sénat, présidé par Marcel Vidal, élu PS de l'Hérault, souhaite rien de moins que la filière « se charge du prestige et de la haute valeur symbolique attribués traditionnellement à la culture de la vigne ».

Ces efforts, semblables à ceux réalisés dans la viticulture languedocienne, ont permis une remontée des prix, de 35 à 55 francs le litre payé au producteur. La filière française, décimée en 1956 par un gel meurtrier, est à présent remise sur pied. Tous les indicateurs sont au vert : la consommation devrait passer de 80 000 à 100 000 tonnes dans les prochaines années. Signe encourageant : elle est davantage le fait d'une population jeune. Quant à la production, autour de

2 500 tonnes aujourd'hui, elle devrait doubler dans les dix prochaines années. « On pourrait la tripler sans problème. D'ailleurs, même la Vendée veut planter des oliviers », ironise Jean-Michel Duriez.

Pour parachever le tableau, l'Europe, dans le cadre d'un programme communautaire qui sera renégocié en 2001, a autorisé en 1998 la plantation, en France, de 3 600 hectares d'oliviers supplémentaires. Elle a aussi instauré une aide à la production de 8,40 francs le litre. Le mouvement est suivi par le gouvernement français, qui offre une aide à la plantation d'un montant de 1 200 francs l'hectare.

## FONCTIONNAIRES ET MÉDECINS

Dès lors, il n'est pas étonnant de voir s'implanter des oléiculteurs jusqu'alors extérieurs au monde agricole. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le responsable du CEAO, Christian Argenson, cite l'installation de passionnés, comme l'acteur Jean Reno, mais aussi d'industriels ou de personnalités du monde de la finance qui recherchent avant tout un place-

ment. « A Clermont-l'Hérault, on voit depuis quelques années arriver de jeunes viticulteurs pour qui l'olivier constitue un supplément de revenus, mais aussi, depuis un ou deux ans, des fonctionnaires à la retraite ou des médecins », ajoute Hélène Pagès. Souvent, ces nouveaux producteurs disposent de moyens importants et visent une rentabilité maximale. Ils plantent à très haute densité et introduisent la mécanisation.

En ce mois de septembre, marqué par la récolte de certaines variétés d'olives, de plus en plus de machines remplacent l'homme dans les vergers. Sur des terres où les premiers oliviers ont été plantés en 500 avant J.-C., cette « industrialisation » de l'olivier n'est pas toujours bien vue, notamment des milliers d'amateurs, héritiers d'un verger familial ou juste propriétaires d'un arbre : ceux-là continuent, chaque année, à apporter à la coopérative leur maigre production, parfois dans une boîte à chaussures, en regrettant peut-être l'époque des simples chapardages.

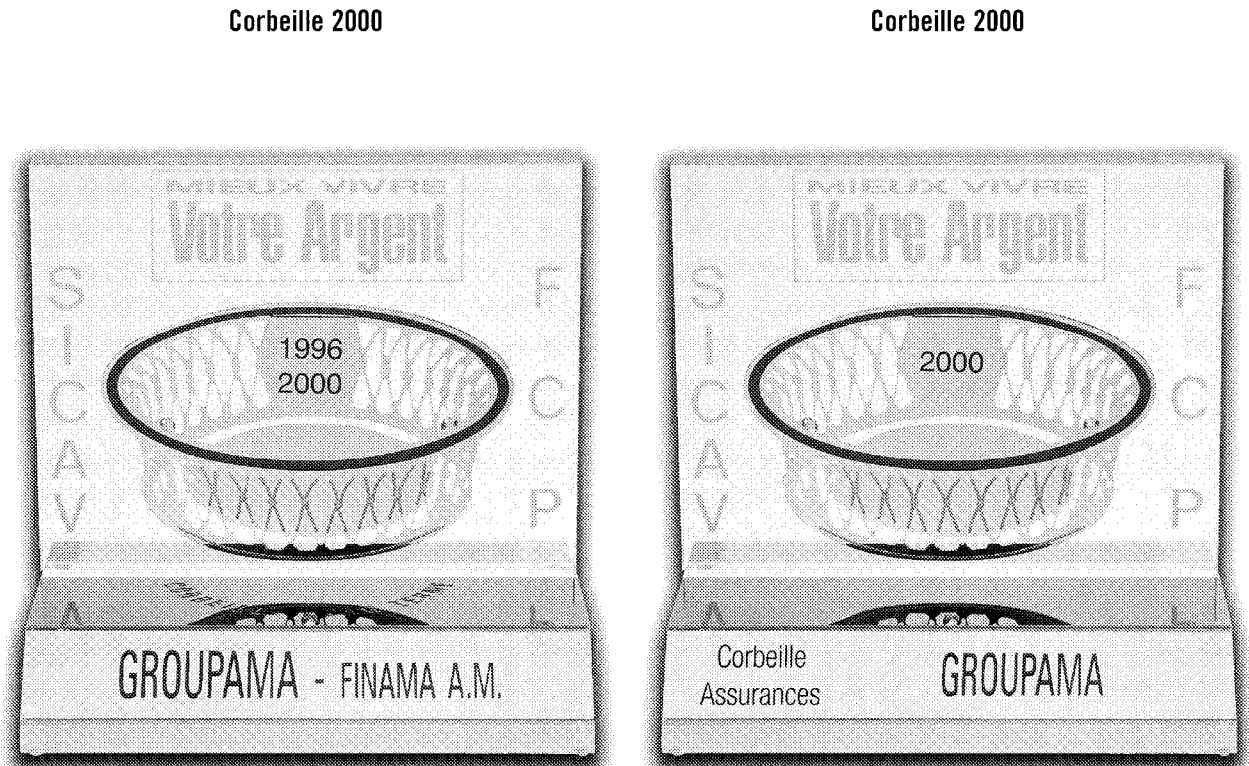
Richard Benguigui

## Les ambiguïtés de la réglementation

L'huile d'olive vendue dans les maisons de pays ou sur les petits marchés de Provence n'est pas toujours celle que l'on croit. Un règlement européen de 1998 stipule que la dénomination de l'origine de l'huile d'olive est celle du pays de l'Union dans lequel cette huile a été fabriquée. En clair, cela signifie qu'un moulin peut très bien faire venir des olives d'Espagne ou d'Italie et en extraire chez lui une huile qui, dès lors, sera considérée comme française. La pratique semble assez courante : les olives sont deux fois moins chères chez nos voisins. Cette réglementation pénalise les producteurs sérieux. D'autant que ce même texte leur interdit de mentionner comme origine tout autre lieu que le pays : une huile fabriquée en Provence, avec des olives de Provence, ne peut pas indiquer son origine provençale, mais uniquement française. Au même titre, donc, qu'une huile fabriquée à partir d'olives espagnoles. Seules les huiles d'appellation d'origine contrôlée échappent à ce règlement. Elles représentent aujourd'hui 40 % de la production française.

200 000 arbres, alors que les besoins en France sont chiffrés à 250 000. Les commandes se passent longtemps à l'avance, mais ne sont pas toujours honorées, alors est-ce qu'en attendant l'année suivante certains les volent chez le voisin ? C'est possible. » Les responsables de la filière ne veulent pas croire à de tels comportements. Mais, en quelques années, le visage de l'oléiculture a sensiblement évolué.

Un nouveau type de producteurs s'est installé, gagné par l'euphorie du marché. Les premières études publiées sur le cholestérol, au début des années 80, puis celles sur le régime crétois et le rôle bénéfique de l'huile d'olive pour la santé, ont dopé les ventes. Les Français



Groupama remporte la « Corbeille Assurances » et la « Corbeille Long Terme » décernées par Mieux Vivre Votre Argent. Ces récompenses couronnent la qualité de la gestion des hommes et des femmes de **Finama Asset Management**, la société du groupe spécialisée dans la gestion d'actifs. Chacun des réseaux de Groupama, Groupama Assurances et Gan, fait ainsi bénéficier ses sociétaires et ses clients de leurs performances. Vous aussi, vous pouvez profiter des meilleurs produits de placement développés et gérés par nos experts de Finama Asset Management en contactant nos conseillers.



## Une charte écologiste pour la restauration des forêts après les tempêtes

QUATRE ASSOCIATIONS écologistes, WWF, France nature environnement, Réserves naturelles de France et Greenpeace, ont rendu public mardi 26 septembre, une charte « pour la restauration des forêts », au moment où une circulaire du ministère de l'Agriculture engage les acteurs de la filière bois à démarrer les travaux de reconstitution des parcelles, après les tempêtes de décembre 1999. Les associations prônent une restauration « écologiquement fondée », qui redonne sa place aux différents éléments naturels, notamment à la faune. Elle suppose de laisser les forêts se reconstruire en « suivant les temps de la nature ». « Une forêt naturelle résiste mieux aux tempêtes qu'une forêt gérée », a fait valoir Ludovic Frère, de Greenpeace. Les associations recommandent de limiter les reboisements artificiels là où ils sont indispensables, et de garder sur place des arbres morts qui servent d'habitat à certaines espèces.

Manifestation du NPD (parti d'extrême droite) dans le centre-ville d'Anklam en mars 1999.

**C'**EST une modeste boutique, à deux pas de l'église, à gauche de la boulangerie. Elle a beau être située dans la rue principale, les habitants d'Anklam n'y prêtent guère attention, persuadés qu'ils sont d'y trouver uniquement des « vêtements militaires », très appréciés, dit-on, des jeunes du coin. Alors, les adultes passent devant la vitrine sans trop se poser de questions. La boutique est là, elle fait partie du décor, et nul ne semble s'en émouvoir dans cette ville allemande de 16 500 habitants, voisine de la Pologne. S'ils avaient la curiosité – et surtout la volonté – d'entrer, les passants découvrieraient pourtant davantage que des « vêtements militaires ». C'est ici, et nulle part ailleurs, que l'ambiguïté d'Anklam, donc la leur, prend toute sa mesure.

La porte s'ouvre sur des produits sans aucun rapport avec l'armée : un drapeau noir frappé du mot « hooligans », des blousons bombers, des tee-shirts « troublemakers » (« fauteurs de troubles ») ou « pitbull coast »... L'endroit n'a rien d'un surplus militaire : c'est un repère néonazi. Du reste, les murs sont ornés de photos d'arrestations de crânes rasés. Le client remarque aussi une écharpe à l'effigie du groupe de rock anglais Skrewdriver, formation xénophobe, inspiratrice, voilà une dizaine d'années, du mouvement *Blood and Honour* (Sang et Honneur). Récemment interdite en Allemagne, où elle comptait 240 adhérents et des milliers de sympathisants, cette mouvance dispose encore de relais dans le monde entier.

Ni le vendeur ni ses clients ne parlent aux journalistes. Pour connaître leurs opinions, mieux vaut feuilleter les fanzines alignés sur le présentoir. Ils donnent le poul du milieu skin, soit 9 000 personnes dans l'ensemble du pays, dont une bonne moitié à l'Est. L'un d'eux, intitulé *Violence*, vante les mérites de groupes tels que Celtic Warrior, Legion of Thor ou Patriotic Front. A en croire le rédacteur, « la violence est le seul moyen », sans toutefois préciser le but poursuivi. Une autre feuille, *Der Germane*, est plus explicite et salue la mémoire de Rudolf Hess, l'ami d'Hitler, décédé en 1987. Enfin, dans *White Supremacy* (« suprématie blanche »), les croix gammées ont certes été remplacées par de pudiques Z, mais les croix celtiques, elles, ne manquent pas.

« La boutique ? Quelle boutique ? » A l'évidence, le maire (CDU, droite), Wolfgang Stifft, n'avait pas remarqué ce magasin, installé à moins de deux cents mètres de son bureau. Ne voit-il pas les adolescents, si souvent réunis sous ses fenêtres ? Ces gamins de quinze ans arborant des tee-shirts noirs à lettres gothiques ? Et ceux, à peine plus âgés, qui parodent avec leurs pitbulls ? Tout en reconnaissant les « problèmes » posés par une « minorité », l' élu défend la réputation d'une ville ni pire ni meilleure que les autres et dont l'histoire se confond avec celle de l'ex-RDA : les bombardements de 1945 ; la reconstruction ; l'expérience communiste ; la réunification ; l'euphorie puis le désenchantement ; la fuite de trois mille habitants parmi les plus qualifiés ; le taux chômage à 23 %... Et maintenant cette jeunesse déboussolée, bras tendu et cheveu ras.

M. Stifft refuse néanmoins de dramatiser. Après tout, l'extrême droite, profondément divisée, n'a jamais vraiment percé aux élections locales et l'une de ses formations phares, le NPD (6 000 adhérents en Allemagne), ne dispose ici d'aucune antenne officielle. Cela ne l'empêche pas de réunir chaque année, en mars, plusieurs centaines de manifestants devant la mairie. « Je n'y peux rien, ce parti est autorisé », se défend M. Stifft avant de préciser : « Il suffit de regarder les plaques de leurs voitures pour constater qu'ils sont pour la plupart d'ailleurs ! »

De fait, les vrais militants viennent souvent de l'extérieur. Mais choisiraient-ils Anklam si le terrain leur était défavorable ? Les adultes de la région ont connu la RDA, le plein-emploi et une forme de « confort » dans le totalitarisme et le silence. Ils découvrent le chômage,



NORDKURIER

## L'ombre brune d'Anklam

**Comme beaucoup de petites villes allemandes, cette commune de l'ex-RDA est confrontée à l'enracinement des idées d'extrême droite chez certains jeunes. Les rares étrangers, en particulier une vingtaine de réfugiés togolais, vivent en vase clos par crainte des agressions. Portrait d'une cité ordinaire où il ne fait pas bon être noir**

l'incertitude, l'obligation d'assumer la démocratie. Quant à leurs enfants, fils perdus d'une réunification qui tarde à tenir ses promesses, ils rallient la tribu hétéroclite des extrémistes avec la dérisoire fierté de « tenir » au moins la rue, d'être des « vainqueurs » à l'inverse de leurs parents, condamnés autrefois à subir le communisme. Combien sont-ils ? Plusieurs dizaines. Le visiteur a tôt fait de les croiser. Surtout s'il est noir de peau...

Pour mesurer l'ampleur du phénomène, il faut quitter les rues commerçantes, plutôt accueillantes, et s'aventurer dans une ancienne usine. Ces bâtiments de briques rouges, où l'on fabriquait jadis des meubles, sont scindés en deux blocs : à gauche, une école d'arts graphiques ; à droite, un foyer de demandeurs d'asile, originaires du Togo, d'Irak, de Yougoslavie ou encore d'Algérie. Comme bien d'autres communes, obligées d'héberger leur quota d'étrangers, Anklam a accueilli ces quarante exilés à contrecœur. Coupés de la population, ils sont perçus au mieux comme des bêtes curieuses, au pire comme des envahisseurs...

Sauf autorisation particulière, ils n'ont pourtant pas le droit de quitter le territoire communal ni de travailler. Tous les mois, les services sociaux octroient à chacun d'entre eux 305 marks (un peu plus de mille francs) en bons d'achat et 80 marks d'argent de poche ; ce qui ne suffit pas à régler les frais d'avocat. Dans l'attente d'hypothétiques titres de séjour, le provisoire finit donc par s'éterniser et l'ancienne usine se transforme en une singulière communauté.

Les vingt-six Togolais, tous des hommes, revendiquent le statut de réfugiés politiques au motif que leur pays est soumis à une « dictature ». Certains patientent depuis trois ans, d'autres un peu moins. Ils partagent des chambres inconfortables, où chacun essaie de préserver son intimité entre les lits et les meubles récupérés ici ou là. Leur étage, le troisième, prend des airs de petit Lomé lorsqu'ils mitonnent des plats nationaux et écoutent Radio France internationale. Il leur arrive aussi de jouer au foot avec les Nigériens, et même d'organiser des fêtes, manière de tromper l'ennui. Roméo, le gaillard large d'épaules, évoque alors la lutte contre le régime du président Eyadéma. Teko, l'ancien employé de pharmacie, plaisante avec Koffi, le joueur de tam-tam. D'autres pensionnaires se joignent parfois à eux, par exemple les Roms du deuxième étage, un

couple et ses deux garçons de treize et neuf ans. Pourchassés en Serbie, indésirables en Allemagne, ils végètent dans ce foyer depuis deux ans.

Misère blanche, misère noire... D'un étage à l'autre, la même détresse routinière d'un quotidien sans surprise : les repas, la télévision, l'attente. La peur, aussi. Car la nuit, un seul gardien contrôle l'accès du lieu. « Les nazis pourraient venir, balancer un cocktail Molotov, et nous finirions tous brûlés », s'inquiète Costana, la maman des deux petits. Ces dernières années, des dizaines d'actions violentes ont été répertoriées dans le nord-est du pays. Anklam n'a pas été épargnée par cette fièvre xénophobe...

**Rares sont les balades sans gestes obscènes, insultes racistes, menaces physiques ou verbales : « espèces de singes », « les Noirs puent »...**

Au printemps, une famille de Vietnamiens, de la grand-mère aux gamins, a été rouée de coups par une bande alors qu'elle piqueniquait au bord d'un lac. Les Togolais ont également subi de multiples agressions : Khoco s'est retrouvé piégé dans une cabine téléphonique, mitraillé de pierres alors qu'il tentait d'appeler la police ; rares sont les balades sans gestes obscènes, insultes racistes, menaces physiques ou verbales : « Espèces de singes », « Les noirs puent »... Le 19 septembre, en plein centre-ville, quatre skinheads ont lancé des bouilles sur Khoco et Roméo avant de s'en prendre à leurs vélos. « Qu'avons-nous fait à ces types pour qu'ils nous traitent comme ça ? », se demande leur ami Teko.

Tous savent donc à quoi s'en tenir. Pas question de sortir le soir ; ou alors en rangs serrés et avec un téléphone, pour alerter la police. Jamais ils ne vont au cinéma ou à l'unique discothèque, dont l'accès leur serait de toute façon refusé. Jamais, que l'on devine tourmenté, aussi généreux qu'impulsif. Il porte à l'épaule le poing tatoué du « pouvoir blanc » mais ne se réclame d'aucun parti. Quatre lettres sont

tenir des papiers... Et puis, à quoi bon lutter puisque les enfants eux-mêmes, les petits Roms du deuxième étage, sont montrés du doigt au cri d'« étrangers dehors ! » ?

Les policiers, quand ils daignent se déplacer rapidement, prennent ce racisme au sérieux car il pourrait déboucher sur des faits bien plus graves. Ainsi, les agresseurs du 19 septembre, arrêtés sitôt après les faits, ont été longuement entendus par la police judiciaire avant d'être relâchés. Les Togolais redoutent toutefois que leur plainte, comme les précédentes, ne finisse par s'enlisier, tant la justice croule sous les dossiers similaires.

Il fut pourtant une époque où les étrangers étaient plutôt bien acceptés à Anklam. C'était avant la réunification, quand la RDA accueillait les « travailleurs » des pays amis (Mozambique, Vietnam, Cuba). Las ! la situation actuelle est différente : l'heure est à la radicalisation et la région se replie sur elle-même. « Les gens ne savent pas grand-chose de l'étranger, ils ne sont pas ouverts sur le monde, les premières victimes de cet isolement sont les jeunes, c'est à l'Europe de leur venir en aide », estime Jean-Yves Nossin, un Français élu régional du PDS (ex-communiste).

M. Nossin lui-même, d'origine martiniquaise, a été violemment pris à partie par des adolescents, fin 1998, dans une commune voisine. Mais il a tout fait pour que ses agresseurs, deux garçons et deux filles qui criaient vouloir le « tuer » et le traitaient de « merde colorée », ne soient pas incarcérés et profitent au contraire de cette occasion pour s'insérer en suivant une formation professionnelle. Un seul d'entre eux a vraiment accepté cette main tendue, au point de devenir l'ami de la victime. « Depuis, les autres m'ont rejeté, confie-t-il, ils sont en complet décalage avec la société. Ils ne peuvent accepter l'étranger, la différence, et bien des adultes pensent comme eux, sans passer à l'acte. J'étais un suiveur, comme beaucoup d'autres. »

Les demandeurs d'asile, si peu nombreux soient-ils à Anklam (une centaine au total), servent d'exutoire à toutes les rancœurs, à toutes les frustrations. A quelques centaines de mètres de leur foyer, un centre social héberge ainsi douze jeunes en rupture sociale. L'un d'eux, Mike, est un adolescent au crâne rasé, que l'on devine tourmenté, aussi généreux qu'impulsif. Il porte à l'épaule le poing tatoué du « pouvoir blanc » mais ne se réclame d'aucun parti. Quatre lettres sont

affichées dans sa chambre : ACAB. Seuls les initiés peuvent traduire « All Coppers Are Bastards » (« Tous les flics sont des bâtards »), chanson culte des Four Skins, un groupe anglais (1982). Mike déteste-t-il aussi les étrangers ? Bien sûr. « J'ai grandi avec cette conviction et je ne changerai pas car j'ai ma fierté, clame-t-il. Il y a dans mon milieu un esprit de camaraderie que vous ne pouvez pas imaginer. »

**M**AIS Anklam ne se limite pas à ces gamins en perpétuelle rébellion, souvent rétifs à toute forme d'encadrement éducatif ou professionnel. Il y a aussi la population, la masse des adultes. « Les gamins disent tout haut ce que les parents pensent tout bas », estime la plupart de nos interlocuteurs. De fait, au-delà d'une minorité caricaturale, la ville paraît étrangement indifférente au sort des demandeurs d'asile. Le journal local – le *Nordkurier*, quotidien de qualité – ne leur a jamais consacré de reportage. Les écoles ne les ont pas davantage invités à venir parler aux élèves. Conséquence : bien des habitants sont probablement persuadés, à tort, qu'ils « prennent le travail des Allemands ».

Il existe cependant des exceptions. Quand le NPD défile en ville, il se trouve toujours quelques courageux pour manifester leur « honte ». Et aussi des démocrates prêts à inviter les Togolais à la Fête de la paix, malgré les menaces des skins. Signalons encore ces gamines de douze ans qui osent sourire aux Africains, au risque d'être raillées par les garçons. Un pasteur, aussi, une religieuse, et une poignée d'âmes de bonne volonté...

La plus active est une enseignante à la retraite, Ilse Hennig. Cette femme de cœur et de convictions ne donne pas seulement des cours d'allemand aux Togolais. Si ces derniers ont maintenant des dictionnaires, un ballon de football, des vélos et même un peu d'argent, c'est en partie grâce à elle. « Les gens craignent les représailles des néonazis, regrette M<sup>me</sup> Hennig, même si je n'ai jamais eu de problème. Je crois que certaines personnes seraient prêtes à aller au-devant des étrangers. Malheureusement, elles n'osent pas. » Oseront-elles un jour ? L'autre soir, quand Roméo et Khoco ont été agressés dans la rue commerçante, seul un Berliinois, de passage à Anklam, s'est manifesté. Les autres témoins sont restés passifs.

Philippe Broussard









**CHANGES** Patrick Artus, directeur des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations, estime dans un entretien au *Monde* que l'intervention des banques cen-

trales, il y a une semaine, pour enrayer la chute de l'euro ne peut être durablement efficace car elle s'oppose à des « flux fondamentaux ». ● LA FAIBLESSE de la monnaie

unique est la conséquence, pour M. Artus, de très importantes sorties de capitaux à long terme de la zone euro et de l'écart de croissance entre les économies européenne et améri-

caine. Il estime que le potentiel annuel de croissance est de 5 % aux Etats-Unis et de 2,5 % en Europe. ● M. ARTUS souligne que les Américains « investissent trois fois plus

que nous dans la nouvelle économie ». ● LE TROISIÈME CHOC PÉTROLIER n'inquiète pas le directeur des études de la CDC tant que les prix et les salaires ne dérapent pas.

## Pour Patrick Artus, l'euro est une monnaie naturellement faible

Dans un entretien au « Monde », le directeur des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations considère que l'intervention concertée des banques centrales, le 22 septembre, pour enrayer la baisse de la devise européenne face au dollar est un coup d'épée dans l'eau

« Les grandes banques centrales sont intervenues, vendredi 22 septembre, pour enrayer la chute de l'euro. Cette opération était-elle, à vos yeux, nécessaire ?

– Tout dépend de l'analyse que l'on fait des raisons de la faiblesse de l'euro. Pour la Banque centrale européenne (BCE), les investisseurs ont pris des positions spéculatives contre la monnaie unique, ce qui a entraîné la devise bien en dessous de son cours d'équilibre. L'intervention est donc l'outil nécessaire pour faire remonter l'euro. Notre analyse est très différente : nous ne sommes absolument pas dans la même situation qu'en 1992 ou 1993, lors de la crise du SME [système monétaire européen], où de nombreux spéculateurs à court terme avaient pris des positions. On constate plutôt au-

jourd'hui de très importantes sorties de capitaux à long terme de la zone euro. Ces flux ne sont, à notre avis, absolument pas anormaux ou nuisibles. A la création de la monnaie unique, environ 98 % du portefeuille des assureurs-vie européens étaient investis en titres domestiques, et la plupart des entreprises de la zone euro ne s'étaient pas encore engagées dans un développement à l'échelle mondiale. Depuis, et à toute allure, les investisseurs se diversifient en augmentant la part des titres américains, et les entreprises se développent à l'international. Lorsque Renault achète Nissan, il paie en yens et cela affaiblit l'euro. En contrepartie, les entrées de capitaux en Europe sont quasiment inexistantes. Avant la mise en place de la monnaie unique, beaucoup d'investisseurs asiatiques et



PATRICK ARTUS

américains ont fortement augmenté la part de l'Europe dans leur portefeuille en 1997 et 1998, sur l'idée que l'euro allait être une monnaie très forte.

» La faiblesse actuelle de l'euro se justifie également par l'écart de croissance entre les économies européenne et américaine. Un investisseur en actions européen, convaincu que

la croissance potentielle est de 5 % par an aux Etats-Unis et de 2,5 % en Europe, doit placer des capitaux aux Etats-Unis. Il obtiendra une meilleure diversification de ses actifs, et une meilleure rentabilité.

– Cela veut-il dire que l'intervention des banques centrales n'aura aucun effet durable sur la valeur de l'euro ?

– La BCE peut effrayer les spéculateurs mais elle ne peut aller contre le mouvement d'investissement à l'international des épargnants et des entreprises européennes. Si la BCE est décidée à maintenir l'euro au-dessus de sa parité d'équilibre, elle devra intervenir tout le temps. Je crois qu'elle essaie de se mettre en travers de flux de capitaux, qui sont des flux fondamentaux. La BCE peut décider que le bon niveau de l'euro est de 0,88 dollar et puiser dans ses 300 mil-

liards d'euros de réserves pour tenir plusieurs mois.

– Cette situation de faiblesse de la monnaie européenne peut-elle durer longtemps ?

– Pour savoir combien de temps cette situation durera, il faut s'interroger sur les rythmes de croissance potentielle des économies. Je ne suis pas optimiste sur l'écart de croissance entre les Etats-Unis et l'Europe. Aux Etats-Unis, le taux d'investissement est une fois et demi celui de la zone euro. Par dollar de production, ils investissent trois fois plus que nous dans la nouvelle économie. En volume, les investissements américains dans les nouvelles technologies augmentent de 40 % par an. A notre avis, le rythme de croissance à long terme aux Etats-Unis est au moins de 5 % par an. Cette croissance est toujours en train d'accélérer sans créer d'inflation. Le coût salarial total augmente de 4,5 % par an depuis des années aux Etats-Unis, mais comme la productivité augmente de 5,5 % dans le même temps, nous sommes même en situation de désinflation.

» En Europe, la situation est très différente. L'investissement dans les nouvelles technologies représente 2 % du PIB, contre 6 % aux Etats-Unis. Il n'y a aucun signe d'accélération des gains de productivité en Europe. Ceux qui pensent que nous suivons les Etats-Unis avec cinq ans de retard prennent leur désir pour la réalité. Le modèle américain montre qu'il faut dans un premier temps un énorme effort d'accumulation de haute technologie et en parallèle un effort tout aussi considérable de restructuration des entreprises, de réorganisation du travail et du capital. Nous n'en sommes pas là. Toutes les études montrent qu'entre le moment où les entreprises investissent dans la technologie et le moment où la productivité s'accélère, il s'écoule de deux à trois ans. En investissant massivement aujourd'hui – et ce n'est pas le cas –, on ne peut pas espérer de gains de productivité importants avant 2003.

– Dans le cycle de croissance de huit ans des Etats-Unis, le rythme a pourtant longtemps été comparable à ce qu'il est en Europe aujourd'hui (autour de 2,5 %-3 %) avant de décoller depuis trois ans.

– C'est vrai pour la croissance du PIB [produit intérieur brut], mais pas pour l'investissement, qui augmente de 15 % par an dès 1993. Mon inquiétude ne tient pas aux chiffres du PIB. Avec un taux d'investissement à 9 % du PIB, nous n'aurons pas les mêmes résultats que les Américains, qui ont un taux d'investissement de 15 % du PIB. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette différence. Le coût d'accès à Internet par exemple est trois à quatre fois plus élevé en Europe qu'aux Etats-Unis. Le degré de protection de l'emploi est un frein à la création des start-up. Le procédé d'attribution des licences UMTS – la troisième génération de téléphonie mobile – est un bon exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Alors que l'accès aux fréquences est peu cher aux Etats-Unis, on taxe les opérateurs de téléphone européen de 150 milliards d'euros, qu'ils vont répercuter d'une façon ou d'une autre sur les tarifs de télécommunications et d'accès à Internet. Les Européens se sont entendus pour créer une TVA à taux majoré sur la nouvelle économie !

– Finalement, la faiblesse de l'euro est positive car elle soutient notre croissance ?

– Les inconvénients liés à la

faiblesse de l'euro sont bien moindres que les avantages. L'augmentation de la facture pétrolière liée à la baisse de l'euro depuis janvier 1999 correspond à un coût de 0,3 point de PIB, et la faiblesse de la monnaie nous a rapporté 2,5 points de PIB de croissance supplémentaire. Cela ne veut pas dire que la BCE doit laisser se déclencher un phénomène de panique et de défiance face à la monnaie unique. Mais il ne faudrait pas essayer de trop faire remonter l'euro. C'est une monnaie qui est naturellement faible. Cela ne change pas le pronostic à long terme. Dans dix ans, c'est le dollar qui sera une monnaie dramatiquement faible.

– Pour autant, la forte croissance américaine n'est pas sans risques.

– Le premier risque est boursier : à quel moment une correction finit-elle par générer un effet de richesse négatif ? On ne connaîtra plus, dans les prochaines années, des progressions de 25 % par an des marchés d'actions. Cette période est révolue.

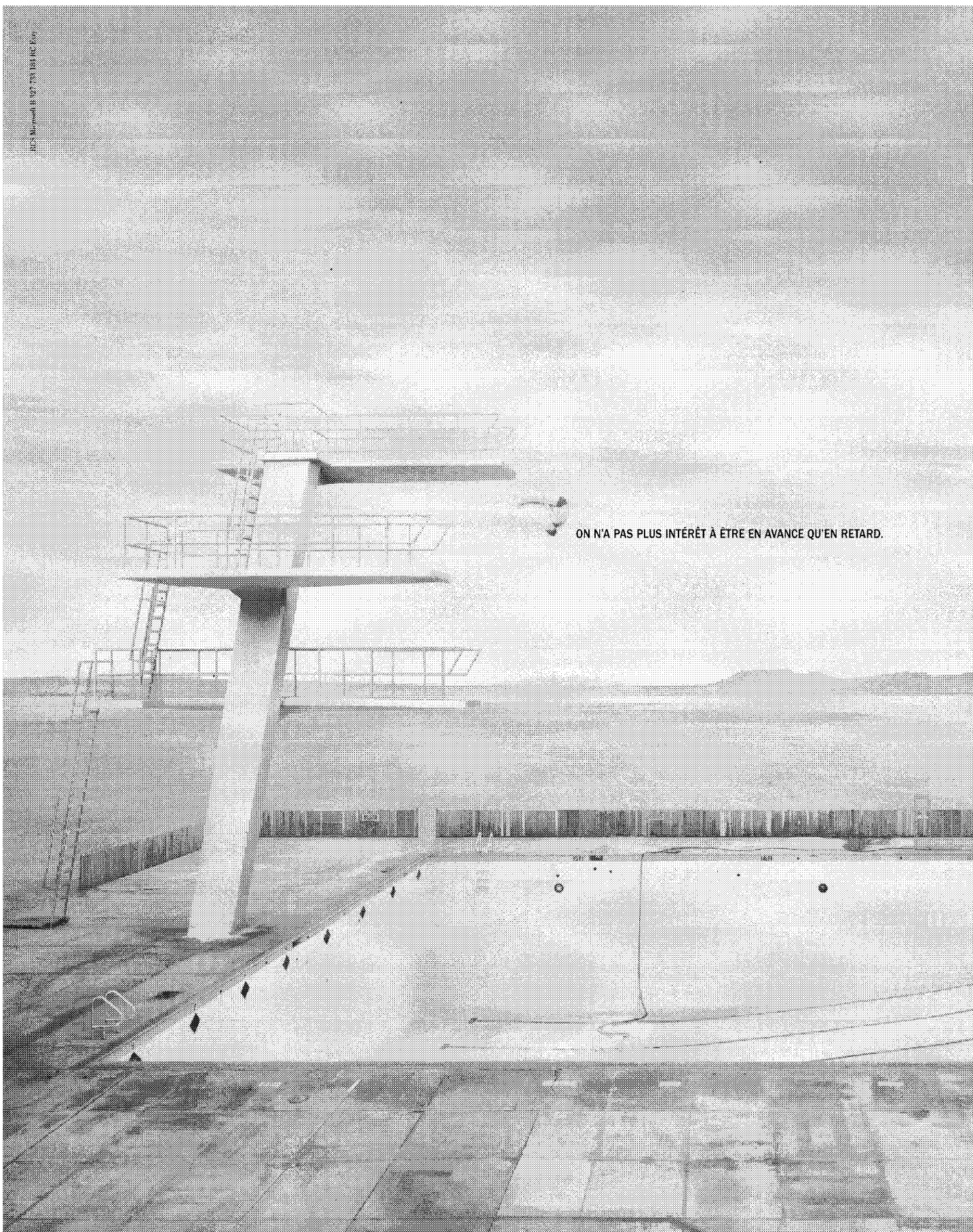
« Il n'y a aucun signe d'accélération des gains de productivité en Europe. Ceux qui pensent que nous suivons les Etats-Unis avec cinq ans de retard prennent leur désir pour la réalité »

» La progression de la Bourse sera celle des résultats des entreprises, soit 8 % à 10 % par an. Cela étant, une hausse des cours de 8 % à 10 % par an représente 1 500 milliards de dollars de plus-values annuelles, soit un trimestre supplémentaire de revenus pour les Américains ! Le second risque, le surendettement des particuliers et des petites entreprises, m'inquiète davantage. Si la croissance ralentit trop vite, il y aura de nombreuses défaillances d'entreprises et de ménages, et si la croissance est trop forte, la Réserve fédérale remontera ses taux et rendra la situation des surendettés très difficile. Le réglage de la conjoncture doit être très fin.

– Quelles sont les menaces pour l'activité en Europe ?

– Sur la zone euro, à la fin du second semestre, on ne voit rien d'inquiétant lié au choc pétrolier. Les salaires n'ont pas réagi, et dans toute l'Europe on a continué à embaucher. La profitabilité des entreprises est restée bonne, et les investissements ont été maintenus. Le taux d'épargne a baissé, ce qui montre la confiance des consommateurs, et la distribution a comprimé ses marges pour ne pas répercuter certaines hausses de prix à la production. Le scénario-catastrophe serait celui où les distributeurs montent leurs prix, les syndicats réussissent à obtenir des compensations salariales, l'inflation augmente et la BCE relève ses taux. La menace, c'est la stagflation, qui impliquerait dans le futur une évolution très différente de celle du premier semestre 2000. »

Propos recueillis par Eric Leser et Cécile Prudhomme



ON N'A PAS PLUS INTÉRÊT À ÊTRE EN AVANCE QU'EN RETARD.

RIGHT SOLUTIONS, RIGHT ON TIME

LES BONNES SOLUTIONS AU BON MOMENT. EN VOUS AIDANT À ADOPTER LES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES DONT VOUS AVEZ BESOIN AU MOMENT OÙ VOUS EN AVEZ BESOIN, MICROSOFT VOUS PERMET D'ÊTRE À L'HEURE EXACTE DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE. PARCE QUE LA BONNE TECHNOLOGIE POUR LES ENTREPRISES D'AUJOURD'HUI, C'EST CELLE QUI SERT DÈS AUJOURD'HUI.

POUR EN SAVOIR PLUS, WWW.MICROSOFT.COM/FRANCE/RIGHT.

Microsoft



# France 3 améliore son réseau pour l'information de proximité

Un remaniement des directions régionales, la mise en place d'une politique de contre-programmation, le lancement du numérique hertzien ainsi que les négociations sociales constituent les principaux chantiers de la chaîne publique

ENTRE un vingt-cinquième anniversaire célébré à l'antenne avec les anciennes et les nouvelles vedettes de la chaîne, un remaniement des directions régionales et la mise en place de ses nouveaux programmes, France 3 s'installe peu à peu dans la stratégie que souhaite lui donner sa nouvelle direction.

Les nominations faites à Marseille, Bordeaux, Dijon et Lille par Rémy Pflimlin, directeur général de France 3, mardi 26 septembre, se veulent symboliques d'un nouveau mode de gouvernement des stations régionales. Parmi les impératifs, deux sont d'anciens journalistes et deux ont plutôt fait carrière dans la gestion, mais ils auront tous les quatre pour tâche de diriger une sorte de comité de direction hebdomadaire, à l'image de celui qui se réunit à Paris. L'objectif est à la fois de mieux diriger leur station et de mieux assurer la liaison avec la stratégie menée à Paris, notamment pour la mise en œuvre des dix chapitres du plan stratégique défini pour les cinq années à venir.

## SAVANT MÉLANGE

Leur mission consistera aussi à mettre en place les structures liées au lancement du numérique mais aussi aux nouveaux programmes, comme le « 12-14 », la nouvelle tranche d'informations de la mi-journée, qui débutera lundi 2 octobre. Outre les vingt minutes consacrées à l'information nationale et internationale, le reste de l'émission fera place à l'information de proximité. Une de ses originalités sera la partie de quarante minutes qui sera réalisée avec des informations empruntées aux sta-

tions voisines. Ainsi, un téléspectateur de Besançon pourra recevoir les images d'un reportage réalisé à Dijon ou à Strasbourg. Suivra une émission de plateau avec des invités. Les dernières six minutes seront consacrées à la diffusion du journal de Réseau France Outremer (RFO). Savant mélange de productions venues d'ailleurs et d'allongement d'une émission existante, le « 12-14 » veut réussir la quadrature du cercle qui est d'occuper plus long-

## TROIS QUESTIONS À...

### RÉMY PFLIMLIN

**1 Quels ont été, pour le directeur général de France 3 que vous êtes, les critères de choix des directeurs régionaux ?**

Les directeurs régionaux doivent se comporter comme des patrons d'entreprise qui gèrent un comité de direction pour mettre en œuvre la politique de la station dans la région et préparer celle-ci aux nouvelles technologies et au numérique hertzien. Je souhaite qu'il y ait une relation forte entre les groupes de travail sur le plan stratégique de l'entreprise et les directeurs régionaux qui devront y participer. Ma troisième idée est de procéder à une décentralisation accélérée.

**2 De quels moyens dispose le réseau que vous voulez mettre en place ?**

Il y a d'abord le système Spider, qui vient d'être mis sur fibre optique et qui permet à chaque station de capter les émissions réalisées par toutes les autres et d'y

temps l'antenne sans dépenser plus d'argent.

La direction de France 3 espère de cette innovation qu'elle contribuera à attirer les téléspectateurs vers ce journal, qui recueille 4,5 % d'audience. « Nos tranches d'information se portent très bien. Nous avons gagné un million de téléspectateurs à la mi-journée et deux millions pour le 19-20, qui est passé à 11 % d'audience », précise Rémy Pflimlin.

Côté programmes, France 3

prendre des sujets. Cela permet par exemple, lorsqu'on traite de la maladie de la « vache folle » pour les téléspectateurs limousins, de leur montrer ce qui a été fait en Bretagne. Par ailleurs, la création de nouvelles rédactions locales – il y en aura cinquante au total – offrira un bon maillage du territoire et facilitera le passage au numérique hertzien.

**3 Comment travaillez-vous à la mise en œuvre du numérique hertzien ?**

Nous sommes en train de définir avec la Datar les zones de vie per-

tinentes de manière à discuter avec Télédiffusion de France (TDF) des zones de diffusion mieux adaptées aux actuelles implantations de population. Nous envisageons la création de sept ou huit télévisions régionales à partir desquelles seraient diffusés des décrochages locaux. Je souhaite aussi engager une réflexion avec la presse quotidienne régionale sur la gestion en commun des multiplexes et de la publicité, tout en respectant l'indépendance éditoriale de chacun.

## Propos recueillis par

Françoise Chirot

gens viennent raconter devant les caméras l'originalité de leur alimentation, leur refus de faire vacciner leurs enfants, leur difficulté à vieillir, etc. Cette émission désespère certains collaborateurs de la chaîne, qui la trouvent « vulgaire et pas très service public ». « C'est un vrai magazine populaire qui implique les gens et force la tolérance », répond Rémy Pflimlin.

Le directeur général de France 3 s'efforce aussi de relancer la chaîne Régions, lancée en mars 1998 sur le bouquet satellitaire TPS, dont il devrait prendre la présidence. Des émissions d'une heure trente à deux heures, réalisées chaque jour à partir d'une ville différente, devraient donner un peu d'allant aux programmes de cette chaîne.

## « FAIRE PLUS ET MIEUX »

Dans cette entreprise facile à s'enflammer sur le plan social, Rémy Pflimlin tente de lancer une grande négociation avec les syndicats. Une réunion a eu lieu, mercredi 27 septembre, pour lister toutes les questions en suspens. L'objectif est aussi de préparer les discussions sur le

passage à la production en numérique et les transformations que cela entraîne sur les métiers et les conditions de travail.

« Nous devons mettre en place un vrai projet de développement interne qui doit permettre aux collaborateurs et au matériel de faire plus et mieux », annonce Rémy Pflimlin. Encore occupés par l'application, au niveau local, des 35 heures, les syndicats peaufinent leurs autres revendications et ne sont pas prêts à accepter qu'au nom du redéploiement la charge de travail progresse.

« On est déjà en surchauffe », se plaint la CGT, qui craint que l'augmentation de la part consacrée à l'information ne se fasse au détriment des programmes où, il est vrai, elle recrute la plupart de ses sympathisants. Les journalistes du SNJ réclament, eux, la négociation d'une charte déontologique, à l'instar de celle qui vient d'être signée à France 2. Quant à la CFDT, elle est partie en guerre contre le nouveau système de rémunération des cadres, qui prévoit une part « au mérite ».

F. Ch.

## Le CSA fixe le calendrier du numérique hertzien

À LA VEILLE DE LA CONSULTATION DES OPÉRATEURS sur la planification des fréquences du numérique hertzien, prévue vendredi 29 octobre, Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a présenté les différentes étapes de l'attribution des fréquences. Les premiers appels à candidature pour des services nationaux seront lancés au deuxième trimestre 2001 ; les premières chaînes pourraient commencer à émettre au second semestre 2002.

En ce qui concerne les télévisions locales, le CSA, saisi d'une cinquantaine de demandes, attendra juillet 2001 pour procéder aux appels à candidature. « Il ne serait pas raisonnable d'encombrer le spectre hertzien au moment même où un énorme travail de mise à plat est engagé pour planifier la diffusion numérique », a précisé M. Bourges. Ce délai laisse du temps aux conseillers, qui n'étaient pas unanimes sur ce point, pour trancher certains cas difficiles comme celui de Paris, où deux projets sont en concurrence, l'un piloté par *Le Parisien*, l'autre par *Le Monde*.

## DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : le conseil d'administration de l'Agence France-Presse (AFP) se réunira le 6 octobre pour procéder à la désignation d'un nouveau PDG, après la démission d'Eric Giuily, mardi 26 septembre.

■ **Dix-sept groupes de presse régionale, représentant 23 titres**, ont créé une société anonyme, France PA Presse, pour mettre en ligne sur Internet la totalité de leurs petites annonces (emploi, immobilier, voitures etc.), ainsi diffusées par couplage, via les sites des journaux, sur l'ensemble du territoire. Au total, 200 000 annonces devraient être disponibles, dont 10 000 ajoutées quotidiennement.

■ **L'audience de la presse quotidienne nationale** a progressé de 1,8 % selon l'enquête intermédiaire EUROPQN portant sur mi-1999/mi-2000. Au total, 8 737 000 personnes ont déclaré lire chaque jour un quotidien national, soit 18,4 % de la population française. *L'Equipe* reste le journal le plus lu (2 619 000) devant les éditions du *Parisien-Aujourd'hui* (2 000 075), suivies du *Monde* (1 924 000), *Le Figaro* (1 418 000), *Libération* (885 000), *Les Echos* (795 000), *France Soir* (618 000), *La Tribune* (530 000), *L'Humanité* (328 000) et *La Croix* (312 000).

■ **SYNDICAT** : Marc Norguez, 41 ans, a été élu secrétaire général du Syndicat général du livre et de la communication (SGLCE-CGT), lundi 25 septembre, pour succéder à Daniel Légerot. Guillaume Thomas-Flores entre au bureau aux côtés de Jean-Philippe Maréchal et Bruno Rivet.

■ **PRODUCTION** : Philippe Poirer, coprésident d'Expand, a indiqué jeudi 28 septembre que sa société n'a « aucun complexe à produire *Survivor* » pour TF 1. Ce jeu-vérité américain, qui rassemble des candidats obligés de survivre sur une île déserte, a battu des records d'audience sur CBS.

**Hôtellerie**  
3 500 hôtels  
90 pays



Novotel et Ibis du site olympique Sydney



## Forte croissance des résultats semestriels 2000

(millions €)	Juin 99	Juin 00	Variation
Chiffre d'affaires	2 854	3 316	+ 16,2 %
Résultat Brut Opérationnel	683	851	+ 24,6 %
<b>Rés. Global des Opérations</b>	<b>239</b>	<b>326</b>	<b>+ 36,1 %</b>
Rés. net, part du Groupe	155	196	+ 26,9 %

## Progression des résultats et de la rentabilité

Le **chiffre d'affaires** augmente de 20,7 % hors cessions et impacts de change, dont 14,8 % grâce au développement (notamment acquisition de Red Roof Inns aux Etats-Unis en juillet 1999), et le **résultat brut opérationnel** (avant loyers, frais financiers et amortissements) de 24,6 %.

Les gains de productivité opérationnels permettent d'améliorer de 1,8 point la **marge RBO / CA**, qui atteint 25,7 % à fin juin 2000.

Le **résultat global des opérations** augmente de 36,1 % ; la **marge** progresse de 1,4 point à 9,8 %.

Le **résultat net, part du Groupe** est de 196 millions €, en hausse de 26,9 %. Le bénéfice net par action augmente de 16,7 % après conversion des obligations émises en 1991. Le **retour sur capitaux employés (ROCE)** atteint 11,3 %, et 11,7 % si l'on exclut les hôtels en cours de construction, soit une hausse de 0,3 point par rapport à fin juin 1999.

Le **ratio dettes nettes / fonds propres** s'améliore de 5 points par rapport au premier semestre 1999 pour atteindre 73,5 %.

## Stratégie de croissance soutenue et équilibrée

Dans l'**hôtellerie**, Accor bénéficie d'un positionnement unique dans un secteur à fort potentiel de croissance. Le parc hôtelier comprend, à fin août, près de 3 500 hôtels (385 000 chambres) répartis dans le monde entier et sur tous les segments de marché.

Avec une croissance attendue de son parc hôtelier de 10 % par an, Accor accentue son leadership en Europe, poursuit

l'expansion internationale de son hôtellerie économique, développe Sofitel dans les métropoles mondiales et étend de façon sélective sa présence dans les pays émergents et le loisir. Cette stratégie s'appuie sur une politique de financement équilibrée et diversifiée, sans dilution nouvelle du capital. Elle assure à Accor une progression soutenue et durable des résultats en réduisant l'exposition aux cycles.

Les **services** sont une activité à fort potentiel sur des marchés porteurs, avec un développement soutenu et régulier. Leur expansion se poursuit avec de nouveaux pays (Liban et Chine au cours du premier semestre 2000) et la diversification des produits et des technologies.

La diffusion mondiale de ses produits via **Internet**, notamment pour l'hôtellerie économique et le marché européen, va dynamiser les ventes du Groupe et renforcer la notoriété internationale de Accor et de ses marques.

## Tendance d'activité favorable à fin août 2000

Hôtellerie (RevPAR)	août 00/99
haut et milieu de gamme Europe	+ 6,1 %
économique Europe	+ 7,0 %
économique Etats-Unis	+ 2,8 %
<b>Services</b> (volume d'émission)	<b>+ 22,0 %</b>
Agences de voyages (trafic)	+ 9,1 %

## Objectif de résultats 2000

Depuis six ans, les résultats de Accor affichent une progression annuelle à deux chiffres. Pour l'ensemble de l'année 2000, l'objectif est une **croissance d'au moins 20 % du résultat global des opérations et du résultat net**.



**100 Seat neuves disponibles en permanence**

**SEAT**

**AUTOGIR, le nouveau concessionnaire SEAT de l'Ouest Parisien**

41, bd Gouvion St Cyr, Paris 17<sup>e</sup>, Tél : 01 56 68 83 00



Informations actionnaires :  
**0811 01 02 03** (prix appel local)  
e-mail : comfi@accor.com

Retrouvez la vidéo de la réunion de présentation aux analystes financiers et toutes les informations sur les comptes sur notre site Internet **www.accor.com**

Prochain rendez-vous avec nos actionnaires :  
**Salon Actionaria**  
au Palais des Congrès de Paris les 17 et 18 Novembre prochains





VALEURS FRANCE

Le titre Pernod Ricard s'appréciait de 4,17 %, à 54,9 euros, vendredi 29 septembre...

L'action Bic progressait vendredi matin de 0,6 %, à 42,25 euros. Deux sociétés de Bourse ont pourtant abaissé jeudi leur recommandation...

L'action de l'éditeur de jeux vidéos Ubi Soft restait touchée, vendredi, par la réduction drastique annoncée par Sony des livraisons de sa dernière console de jeux Playstation 2...

L'action de l'éditeur de jeux vidéos Ubi Soft restait touchée, vendredi, par la réduction drastique annoncée par Sony des livraisons de sa dernière console de jeux Playstation 2...

PREMIER MARCHÉ

VENDREDI 29 SEPTEMBRE Cours à 9 h 57
Dernier jour de négociation des OSRD : 25 octobre

Table of market data for France, including ACCOR, AGF, AFFINE, AIR FRANCE, and AIR LIQUIDE.

Main table of stock prices and changes for various companies like ALCATEL, ALSTOM, ALTRON, etc.

Main table of stock prices and changes for various companies like EULER, EURAFRANCE, EURO DISNEY, etc.

Table of international stock prices and changes, including ADECCO, AMERICAN EXP., AMVESCAP EXP., etc.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 28 SEPTEMBRE

Une sélection. Cours relevés à 18 h 10

Table of stock prices and changes for the Nouveau Marché, including ABEL GUILLEM, AB SOFT, ACCESS COMME, etc.

Main table of stock prices and changes for various companies like COHERIS ATIX, CION, COLT, etc.

Advertisement for AOL.FR with the headline 'À QUOI ÇA SERAIT DE JOUER EN BOURSE SI ON A TOUJOURS UN COUP DE RETARD ?' and 'AOL.FR VOUS PERMET D'ACCÉDER GRATUITEMENT\* ET EN DIRECT AU PALMARIÉS DES VALEURS DU JOUR.'

Table of stock prices and changes for the Second Marché, including ALTEDIA, ARKOPHARMA, CNIM CA#, etc.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 28 septembre

Table of SICAV and FCP data, including AGIPI, BNP PARIBAS, CREDIT AGRICOLE, etc.

Main table of SICAV and FCP data, including ÉC. MONÉT.D/10 30/11/98, ÉCUR. OBLIG. INTERNAT., etc.

Main table of SICAV and FCP data, including CACI, CREDIT LYONNAIS, CREDIT MUTUEL, etc.

Table of SICAV and FCP data, including INTERSÉLECTION FR. D., SÉLECT DÉFENSIF C., SÉLECT DYNAMIQUE C., etc.

LÉGENDE
\* Hors frais. \*\* A titre indicatif. \* Part div. par 10 au 5/99.



**TOURISME** La crise des otages à Jolo et le naufrage récent d'un ferry en Grèce rappellent aux touristes que les voyages comportent toujours une part de risque. ● LE TAUX de fré-

quentation des zones dangereuses retrouve pourtant vite un niveau normal après les incidents. C'est le cas de l'Égypte, ou du Sri Lanka. ● LE SITE INTERNET du ministère des af-

aires étrangères mentionne les pays à risques, mais les critères diffèrent parfois de ceux retenus par les Américains, les Britanniques ou les Allemands. ● LES VOYAGISTES

consultent précisément ce site, donnant des informations politiques et sanitaires, remis à jour quotidiennement, et récemment enrichi de cartes. ● LA RESPONSABILITÉ de

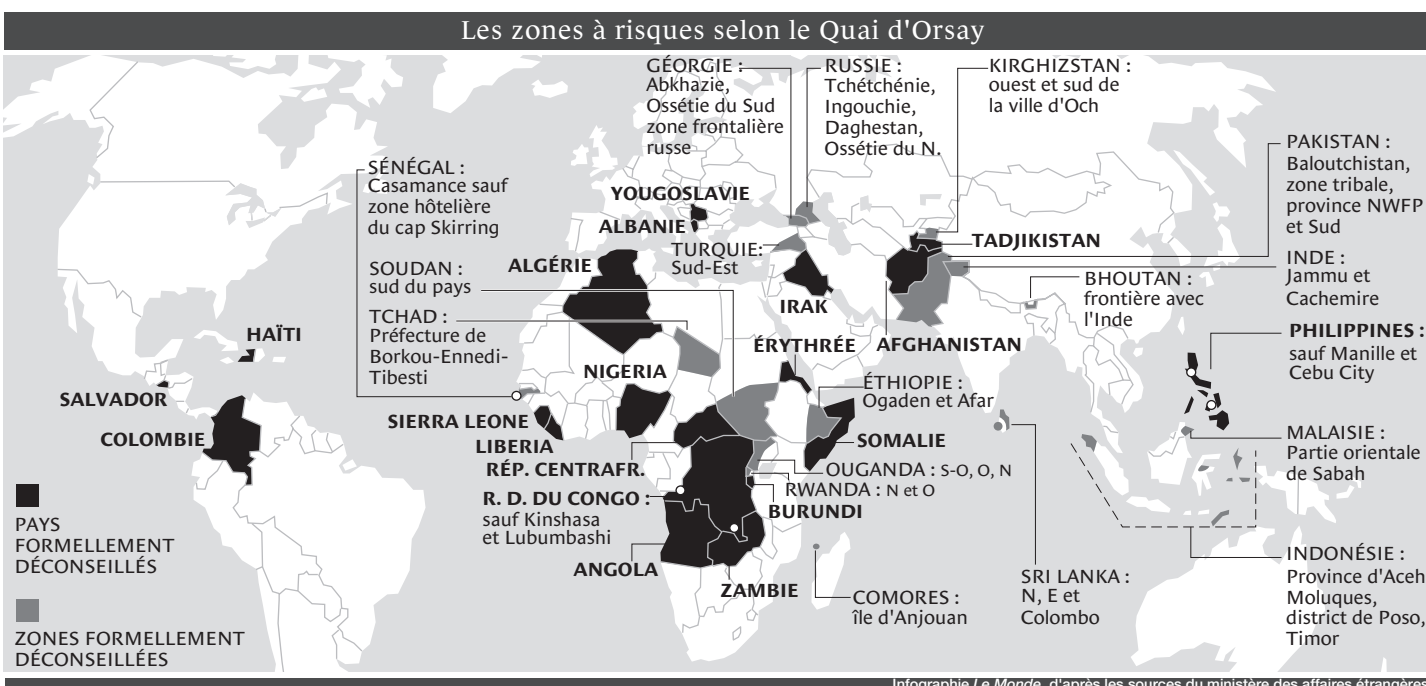
l'agent de voyage est engagée sur le contenu de la prestation, il doit prévenir son client des risques éventuels, mais la décision finale appartient à ce dernier.

## Les contrées dangereuses continuent d'attirer des touristes

L'information disponible sur les zones à risques politiques ou terroristes est de plus en plus précise. Les voyagistes et leurs clients sont amenés à prendre leur décision en connaissance de cause. Mais ne renoncent pas toujours à leurs projets

**QUELQUES JOURS** après le retour des otages français retenus à Jolo, un ferry grec fait naufrage dans les Cyclades : 63 morts, 20 disparus. Hier, la presse relatait les inondations meurtrières au Vietnam et au Cambodge. Cet été, les attentats frappaient en plein cœur de Madrid et au Pays basque. Combien de Français ont-ils renoncé à leurs vacances en Espagne ? Pas même une poignée. « Il n'y a pas eu de baisse », affirme Richard Soubielle, directeur chez Fram, dont c'est la première destination. L'année où les bombes terroristes ont endeuillé Paris, les Américains avaient boudé la France. La connaissance du terrain, la proximité géographique ou culturelle aident sans doute à relativiser le danger. Mais nul n'est à l'abri des aléas. « Le voyage commence là où s'arrêtent nos certitudes », affirme en préambule l'anthropologue Franck Michel dans ses *Désirs d'ailleurs* (Armand Colin).

Outre les questions morales que se pose un voyageur lucide avant de choisir une destination, quelles sont les informations dont il dispose pour avoir une idée de la situation politique et des risques physiques qu'il encourt ? La carte géopolitique du monde ne cesse de changer. Les régimes policiers, peu recommandables sur le plan de l'éthique, seraient-ils plus sûrs pour le touriste que les pays démocratiques, aux prises avec les rébellions et groupuscules incontrôlés ? Les instabilités régionales, culturelles, locales partout se développent. Le massacre de 58 touristes et 10 Égyptiens, le 17 novembre 1997, dans un temple de Louxor, pouvait-il être prévisible ? De sérieuses mesures de sécurité furent prises. Un an plus tard, la fréquentation des sites était redevenue quasi normale.



Infographie Le Monde, d'après les sources du ministère des affaires étrangères

« Le rapt motivé est une spécialité yéménite », rappelle Gilles Paris (*Le Monde* du 5 novembre 1996). Régulièrement, les touristes en font les frais. Polonais, Allemands, Français, Norvégien : depuis trois ans, les enlèvements se succèdent. La carte du Yémen a été mise en ligne tout récemment, sur le site Internet du ministère des affaires étrangères, comme celles d'autres pays ou villes « sensibles », avec zones rouges et commentaires. Elle indique d'éviter Saada et le Jawf, proche de l'Arabie saoudite, et certaines routes. Nouvelles Frontières (NF) maintient ses circuits au Yémen. Kuoni et Voyagery ont renoncé.

En fait, les régions limitrophes des

pays en guerre ou en rébellion sont dangereuses. C'est le cas, en Namibie, de la bande de Caprivi, longeant l'Angola, où trois Français ont été tués en janvier, alors que le reste du pays ne présente pas de risques. Idem pour la Malaisie : seule une partie du Sabah, au nord de Bornéo, est à proscrire. Les otages de Jolo ont été enlevés sur le site de plongée de Sipadan, et trois autres, le 10 septembre, sur Pandanan. La mer de Sulu est bien connue pour ses pirates et bandits de tout poil. Mais c'est la première fois qu'il y a un rapt à une vingtaine d'heures de traversée des fiefs des rebelles philippins. Peut-on encore vanter, sans avertissement, comme le fait Sport Away

Voyages dans sa brochure, les mérites de l'île de Sipadan ? Selon l'agence, il n'y aurait pas, pour le moment, de départ !

Quelles sont les zones à bannir ? Que suggèrent les voyagistes dans les brochures présentées du 21 au 24 septembre, à l'occasion de Top Réa, Salon annuel des professionnels ? Que font-ils des conseils du Quai d'Orsay ? « Notre objectif premier est d'assurer la sécurité de tous nos voyageurs et leur libre circulation », affirme Jacques Maillot, PDG de NF (3 millions de clients en 1999), faisant écho à l'ensemble de la profession. A la suite de l'attaque contre un car de touristes, en Casamance, NF a fermé ses circuits dans

cette région du Sénégal. L'ouverture de la liaison charter Corsair, sur Bilbao, au Pays basque espagnol, a été repoussée. « Le risque zéro n'existe pas. Il y a les clients qui privilégient la sécurité. Et ceux qui souhaitent aller au Yémen malgré les dangers. Dans les zones délicates, on ne programme que des circuits découverte avec des accompagnateurs chevronnés, ultra-rédés. »

### RETOUR AU SAHARA ALGÉRIEN

L'affaire de cette rentrée, c'est le retour annoncé par certains au Sahara algérien, « où il n'y a jamais eu de problèmes », insiste M. Maillot, qui confirme l'attente d'autorisation des Algériens pour le vol Corsair (Le Point Afrique - Terres d'aventure). « La destination mérite de redémarrer tranquillement », affirme Chantal Mortier, directrice Afrique Moyen-Orient de Terres d'aventure, malgré l'avis du ministère des affaires étrangères français, qui continue à déconseiller formellement toute l'Algérie aux touristes. Nicolas Loizillon, d'Explorator, renchérit : « Cet hiver, on ouvre notre brochure sur l'Algérie, avec cinq circuits, au départ de Tamarrasset et de Djanet. Le massif du Hoggar est un milieu fermé, où il ne se passe rien, à l'écart des pistes de trafic ; idem pour Djanet (porte du Tassili N'Ajjer), encore plus tranquille. » Il reconnaît qu'« il y a des passages clandestins vers la Libye et des convois de cigarettes en contrebande, mais dans des régions où les circuits ne passent pas ». Couleurs locales, filiale d'Accor, programme aussi le Hoggar. D'autres, comme Comptoirs, attendent le feu vert officiel.

Dans l'ensemble, les professionnels paraissent très attentifs aux positions du Quai d'Orsay. Tous

consultent le site Internet de Conseils aux voyageurs ([www.france.diplomatie.fr](http://www.france.diplomatie.fr)), qui donne la liste des pays déconseillés « formellement » ou déconseillés « sauf pour raison professionnelle impérative ». Comme le signale Floréal Gavalda, de Kuoni, il est utile de comparer l'évaluation du danger, vu de l'autre côté de l'Atlantique et chez nos voisins anglais et allemands, sur leurs sites Internet. Le State Department (Etats-Unis) associe dans une même « liste des risques » Liban, Soudan, Algérie, Iran, Colombie et Yémen, notamment. Les Allemands précisent qu'il faut limiter au strict nécessaire le séjour à Colombo (Sri Lanka), éviter gares, carrefours, bâtiments publics et meetings à l'approche des élections du 10 octobre, et bien sûr le Nord et l'Est, comme le font les Anglais, les Américains et les Français, qui, eux, déconseillent totalement Colombo. Concernant les Philippines, le Foreign Office (Grande-Bretagne) exclut tout voyage à Mindanao et dans les îles proches de Zamboanga, adoptant une position plus souple que le Quai d'Orsay, qui déconseille tout le pays, sauf Manille et Cebu City. Aucun ne pointe Haïti, comme le fait la France.

### « Un argument de vente très fort »

Jean-Pierre Mas se réjouit de la loi de 1992 sur le tourisme, concernant la vente des prestations, qui a fait hurler tant de professionnels : « C'est une chance inouïe, c'est un argument de vente très fort, on peut dire au client : "Vous parlez à quelqu'un de responsable." » Le président du réseau AFAT Voyages, regroupant 436 agences, sait de quoi il parle : « Nous, distributeurs, sommes responsables des forfaits que nous vendons. Cela signifie que nous sommes obligés de sélectionner nos fournisseurs et qu'il faut être vigilant sur les questions de sécurité. » Une responsabilité civile qui pourrait, précise-t-il, se transformer en responsabilité pénale, si l'agence de voyages a envoyé consciemment un client dans une destination à risque répertoriée, sans l'avoir informé au préalable afin qu'il se décide en connaissance de cause.

Les statistiques officielles donnent cent Français enlevés à l'étranger en dix ans. Risque spectaculaire. Plus banal, mais plus fréquent, le risque d'accident de la route en Inde, à Java ou Bali - et ailleurs -, où il est recommandé de ne jamais rouler de nuit. Apprendre l'usage du monde, c'est éviter bien des soucis.

Jean-Michel Caroit

Florence Evin

## Montée de la criminalité dans le bassin caraïbe

### SAINT-DOMINGUE de notre correspondant

Personnage haut en couleur, Gordon Stewart, dit « Butch », le magnat jamaïcain du tourisme, propriétaire du groupe hôtelier Sandals et président d'Air Jamaica, a mis les autorités de l'île en demeure : « Si le gouvernement n'est pas capable de contrôler la criminalité, mieux vaut qu'il cède la place. » La violence fait à nouveau des ravages en Jamaïque, où près de 800 personnes ont été tuées en un an.

Certes, la plupart des homicides sont concentrés dans la capitale, Kingston, notamment dans les quartiers défavorisés de West Kingston, où règnent les dons, ces chefs de gang qui contrôlent le trafic du crack et où les touristes ne s'aventurent pas. Les responsables du tourisme jamaïcain font valoir que le taux de criminalité est moins élevé sur la côte nord de l'île, siège des grands hôtels, qu'à Miami, Orlando ou Washington.

Reste que la montée de la criminalité est l'une des principales menaces pour le tourisme

dans le bassin caraïbe, où cette activité représente plus de 20 % du produit intérieur brut régional et emploie 16 % de la population active. L'Organisation du tourisme caraïbe s'est fait l'écho de cette préoccupation lors de sa dernière conférence, en septembre 1999, à Saint-Domingue.

### INVESTISSEURS DÉCOURAGÉS

La région n'est pas touchée par le terrorisme, dont les seules manifestations récentes ont pris la forme d'une série d'attentats à l'explosif contre des hôtels cubains au cours de l'été 1997. Mais l'instabilité politique a pratiquement annihilé le tourisme en Haïti depuis une quinzaine d'années, alors que sa richesse culturelle avait converti ce pays en une destination privilégiée au début des années 80. L'insécurité et la dégradation des infrastructures ont conduit le Club Méditerranée à se retirer d'Haïti et découragent les investisseurs potentiels.

Dans d'autres pays, comme la République dominicaine voisine, les touristes ne sont géné-

ralement pas affectés par la montée de la violence. La grande majorité des hôteliers dominicains ont opté pour la formule du « tout compris », et la plupart des touristes ne sortent pas des resorts, dont les autochtones sont tenus à distance par des gardiens privés.

Les plus aventureux s'exposent à des risques divers. L'absence de signalisation et d'éclairage, les habitudes de conduite parfois surprenantes, les véhicules en mauvais état et la présence d'animaux et d'enfants sur les routes sont autant de périls qui guettent le visiteur non averti. Attention aux vendeurs de nourriture à la sauvette et aux gargotes à l'hygiène douteuse. Pour éviter les gastro-entérites et autres salmonelloses, mieux vaut partir du principe que l'eau du robinet n'est jamais potable et renoncer aux crudités. Il est aussi conseillé de se prémunir contre les moustiques, responsables d'épidémies périodiques de dengue, voire, dans certaines régions, de malaria.

# ALLOCINÉ

## TELEVISION

PREMIÈRE CHAÎNE D'INFORMATION EN CONTINU SUR LE CINÉMA

Disponible sur les meilleurs réseaux câblés et CanalSatellite



# La saga Max Mara

Le groupe de prêt-à-porter, fort de 1 000 boutiques dans le monde, présentera ses collections printemps-été 2001 le 3 octobre à Milan avant de fêter son cinquantième anniversaire début 2001

À **MI-CHEMIN** entre la chartrreuse de Parme et les vinaigreries de Modène, Reggio Emilia – capitale du parmesan – abrite le groupe de prêt-à-porter féminin Max Mara. Depuis 1951, cet empire textile qui pèse aujourd'hui plus de 6 milliards de francs (914,69 millions d'euros), a tissé sa toile sur la ville paisible de 155 000 habitants traversée par l'antique via Emilia.

Fondée par Achille Maramotti, Max Mara est devenu en cinquante ans le premier groupe italien spécialisé dans le prêt-à-porter féminin avec 3 600 employés dans le monde, dont 2 600 en Emilie-Romagne. « *Les gens qui habitent ici ont une vraie éthique du travail* », affirme Luigi Maramotti, fils d'Achille et vice-président du groupe depuis 1990, qui se sent investi de « *responsabilités par rapport à la communauté* ». En plus de ses six boutiques, Max Mara – qui a financé récemment la restauration de la basilique Madonna della Ghiara – possède des banques, un hôtel et bien sûr un restaurant, dans cette région où la gastronomie fait tomber en pâmoison les visiteurs, entre « *pomodori* » séchés, « *prosciutto* » et lasagnes fondantes. « *Made in Reggio* », les Maramotti possèdent même une usine de parmesan.

## TRADITION ARTISANALE

Si les trois enfants d'Achille travaillent chez Max Mara, incursion dans la mode de la famille remonte à son arrière-grand-mère Marina Rinaldi – qui a donné son nom à l'une des marques du groupe –, couturière à Reggio au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Deux générations plus tard, sa mère dirige une école de coupe et de couture dont le succès l'incite à ouvrir des antennes en Suisse et en Italie. Mais, au lendemain de la guerre, Achille, jeune licencié en droit, sent poindre la fin de l'époque où les femmes confectionnaient leurs vêtements à domicile et les confiaient à une couturière. Suivi par quelques élèves formés par sa mère, il anticipe le développement du prêt-à-porter, mêlant création, tradition industrielle et artisanale dans sa griffe Max Mara. Dans les années 60, le Swinging London et les minijupes de Carnaby Street incitent la marque – jusqu'alors tournée vers l'élégance parisienne – à créer une seconde ligne plus jeune, Sportmax, devenue l'une des plus créatives du groupe.

Aujourd'hui, Max Mara compte 29 lignes dont « *S* » de Max Mara pour le sport chic, Piano Forte pour le soir, Marina Rinaldi pour les rondes... « *La diversification répond aux évolutions de la mode et à un*

*marketing compliqué à l'extrême* », explique Luigi Maramotti, en costume d'architecte et cheveux plaqués vers l'arrière, qui passe une partie de son – maigre – temps libre à collectionner des pièces d'art contemporain, comme cette œuvre de Tom Sachs installée sur son bureau. A 43 ans, cet industriel discret gère plus de 1 000 boutiques dispersées dans 90 pays. Le réseau s'étend chaque année de 60 nouveaux points de vente avec, début 2001, Munich, Soho à New York et Saint-Petersbourg. La griffe italienne la plus vendue au Japon vient d'ouvrir un mégastore sur trois niveaux dans le quartier de Ginza à Tokyo.

Loin des guerres de financiers et des rachats qui agitent la mode, Max Mara s'attache avant tout à défendre un savoir-faire à l'italienne. Côté style, le succès de la marque, « *née avec le manteau et le tailleur* », repose sur le tracé réaliste d'une silhouette aux contours nets. A l'heure où beaucoup de maisons mettent en avant l'aura médiatique d'un créateur et font primer la mise en scène sur le vêtement, le style est ici irréductible à une image publicitaire. Dans son bureau, où s'entassent échantillons de tissu, croquis et boîtes d'archives, Laura Lusuardi règne sur le style. « *le produit d'abord, pas la personnalité du stylist* », semble être le maître mot de celle qui officie chez Max Mara depuis quarante ans. « *Aujourd'hui il est difficile de trouver des jeunes pour faire des grosses pièces comme les manteaux. Ils savent mettre ensemble des vêtements mais pas forcément les créer* », explique la directrice de la mode, qui a su s'entourer de stylistes de renom comme Anne-Marie Beretta.

Des croquis méthodiquement conservés témoignent d'autres collaborations saisonnières avec Guy Paulin, prématurément décédé, Jean-Charles de Castelbajac, Emmanuelle Khanh ou plus récemment Narciso Rodriguez. Alentour, caisses de journaux et vêtements s'entassent depuis les années 60 et débordent sur les couloirs, où l'on peut à peine circuler. Installée non

loin du bureau de Luigi Maramotti, une armoire à trésors renferme quelques manteaux fétiches du siècle : une pièce de la garde-robe personnelle de Coco Chanel, un modèle Balenciaga, un Dior, un Courrège...

Si des marques perdent le réalisme des saisons en s'adressant à une femme qui évolue toute l'année dans des ambiances climatées, Max Mara réchauffe l'hiver de ses matières nobles, comme le baby cachemire ou le « *camelo albino* », un poil de chameau d'un blanc crémeux dont ils utilisent 90 % de la production. A chaque collection, on retrouve des tons sourds de pierres et de feuillages, tonifiés cet hiver d'un rouge lumineux, qui claque comme un trait de lipstick sur les



CROQUIS ANNE-MARIE BERETTA



ARCHIVES MAX MARA



D. R.

De haut en bas et de gauche à droite, croquis du fameux 101801, best-seller de la marque en laine et cachemire créé en 1982 ; modèle Max Mara de l'hiver 1957 ; manteau en poil de chameau gansé de cuir dans la collection automne-hiver 2000-2001 ; jupe portefeuille en soie et pull en laine et cachemire de la collection automne-hiver 2000-2001 Sportmax.



PHOTO INEZ VAN LAAMSWEERDE & VINOODH MATADIN

lèvres. Ne cédant pas à la tentation de l'image globale (femme, homme, enfant, bébé), la marque continue de se consacrer exclusivement à la femme.

Devant le développement rapide du groupe, les Maramotti quitteront en 2002 le siège qu'ils occupent depuis 1957 via Fratelli Cervi pour un espace plus adapté dans les faubourgs de la ville. Mais cette famille de collectionneurs discrets n'abandonnera pas pour autant le local historique qui sera converti en une fondation d'art contemporain. Pour que les touristes ne viennent plus seulement à Reggio pour son parmesan.

Anne-Laure Quilleriet

## Anatomie d'un manteau

ENTRE la jolie môme des années 40 et la néo-bourgeoise américaine, la collection automne-hiver de Max Mara célèbre un chic tiré à quatre épingles, où le manteau définit l'allure.

En poil de chameau gansé de cuir, en pure laine tissée de motifs pied-de-coq, en tweed à chevrons

ou en astrakan camel ou marine : le manteau reste la pièce culte de la maison italienne, qui propose une cinquantaine de déclinaisons chaque hiver. Même si, depuis sa création en 1982, la meilleure vente reste le « *101801* » en laine et cachemire, dont la coupe ample et rassurante en a fait un

classique. « *Nous le remettons en question chaque année* », explique Laura Lusuardi, directrice de la mode, mais il nous semble si abouti par son design et le choix des proportions que nous le maintenons au sein de nos collections. »

Pour fêter sa majorité, la société a demandé à des artistes de mettre en scène le modèle culte. Le plasticien barcelonais Roger Albero l'a posé sur une statue de Vierge, et la photographe Martine Barrat en a fait une cabane sous laquelle se blottissent des enfants.

### MAINS EXPERTES

Dans l'usine de San Maurizio, aux portes de Reggio, 400 manteaux sont conçus chaque jour – sur les 750 produits quotidiennement par la marque – avant d'être vendus de 3 800 francs (579,31 €) à 23 650 francs (3 605,42 €) en boutique. Dans l'espace immaculé de 10 000 m<sup>2</sup>, où le taux d'humidité et la pénétration de la lumière sont méthodiquement contrôlés, l'icône de la marque prend vie au bout de 230 minutes, après 150 phases de fabrication et 5 contrôles de qualité. Du découpage du matelas de tissu au peignage attentif des cols de fourrure, le futur vêtement jongle entre les machines ultra-perfectionnées et les mains expertes des ouvrières, qui passent encore 40 minutes à confectionner la fameuse surpiqure, chère à Max Mara.

« *Le tissu n'est jamais stressé* », n'a de cesse de répéter au fil des étapes Guiseppa Bacci, responsable de l'usine et, lui aussi, originaire de Reggio Emilia. Tout au plus doit-il supporter brièvement une température de 140 degrés pour le thermocollage de certaines parties. « *Si l'on change le sens du poil, la lumière se pose différemment* », affirme ce géomètre de formation, dans la société depuis 1977, en caressant amoureusement baby-cachemire et alpaça, comme pour mieux faire surgir la sensualité de la matière.

« *Le repassage, c'est comme le maquillage d'une femme. Il doit être léger, embellir mais pas corriger* », explique-t-il devant le manteau dont les coutures sont à peine effleurées par la vapeur du fer.

A.-L. Q.

# CALVITIE

Le choix de la compétence.



Conception: G. M. Photo: H. G. / ZIFA

Première clinique en France par le nombre d'interventions esthétiques, la Clinique du Rond-Point des Champs-Élysées dispose d'un service spécialisé utilisant toutes les techniques modernes permettant la repousse naturelle de vos cheveux.

Compétence et prix calculés au plus juste sont notre recette pour votre bien-être.

Conseil gratuit et documentation au

01 53 77 26 00

Clinique d'esthétique  
du Rond-Point des Champs-Élysées

61, avenue Franklin D. Roosevelt 75008 PARIS - www.crpce.com



# GRAND JURY

RTL Le Monde LCI

# FRANÇOIS HOLLANDE

Débat animé par  
OLIVIER MAZEROLLE

avec PATRICK JARREAU - LE MONDE  
et PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI

DIMANCHE  
18H30

SUR

RTL & LCI

### PERRONO - BIJOUX

Anciens - Occasions - Argenterie  
Pierre précieuses - Brillants  
Création et transformation  
Achats, Ventes,  
Echanges, Réparations

Sélectionné par le guide "PARIS PAS CHER"

OPERA angle bd. des Italiens  
4, chaussée d'Antin

ETOILE 37, avenue Victor Hugo  
ouverts du mardi au samedi

# La bouderie entre scientifiques et télévision est de l'histoire ancienne

La science envahit désormais le petit écran. Mais la multiplication des coproductions internationales risque d'uniformiser les documentaires

LA SCIENCE n'est plus *persona non grata* à la télévision, qui a multiplié les émissions sur ce thème, tandis que les « sujets » traitant de la médecine, de la technologie et de l'environnement sont désormais monnaie courante, y compris dans les journaux télévisés. En quelques années, on est passé d'un « vrai cimetière » – selon l'expression de l'astrophysicien Jean Audouze et de l'écrivain et scénariste Jean-Claude Carrière – à une vitalité nouvelle, illustrée par le 17<sup>e</sup> Festival international de l'émission scientifique de télévision, qui vient de s'achever à la tour Eiffel. Cette compétition marquait le lancement des rencontres Image & Science, qui doivent se poursuivre dans toute la France jusqu'au 2 novembre.

Quarante-quatre films avaient été retenus, sur quelque trois cents œuvres visionnées par les organisateurs. « L'évolution la plus importante ces dernières années, c'est l'uniformisation de la production dans les pays du Nord, constate Annick Demeule, déléguée générale des rencontres et directrice de CNRS Image/média. Du fait de la multiplication des coproductions, on

a du mal à distinguer des émissions britanniques, américaines, japonaises ou françaises. »

Le modèle anglo-saxon a fait école et peine désormais à se démarquer. La BBC, qui fait figure d'exception avec ses quelque 200 journalistes et documentalistes spécialisés dans les sujets scientifiques, a tendance à délaisser ses thèmes de prédilection, réputés difficiles – physique quantique, mathématiques, chimie – et à multiplier les incursions dans les sciences humaines, regrettent les puristes. Les Américains ont la manie d'« acclimater » les coproductions. « Ils choisissent dans les rushes la partie qui se passe aux Etats-Unis, au détriment de l'Europe », souligne Annick Demeule, qui note que les Européens ne leur rendent pas la pareille.

Mais la grande différence concerne toujours le Nord, « qui décortique et analyse, y compris à l'aide d'images de synthèse », et le Sud, qui, faute de moyens, « doit aller droit au but », rappelle Annick Demeule. Qu'il s'agisse de prévention du sida, d'éradication de la mouche tsé-tsé ou de lutte contre le paludisme, le message doit être

direct pour modifier les comportements et faire œuvre sanitaire. La protection de l'environnement est un thème qui apparaît désormais plus fréquemment dans les pays du Sud. La reconnaissance offerte par la sélection dans un festival comme celui d'Image & Science peut être un gage de survie pour certaines émissions toujours menacées par la précarité des financements, indique Annick Demeule. Dans le bloc latino-américain, les réalisateurs, rassemblés au sein d'une fondation, échangent des images, ce qui permet d'importantes économies d'échelle.

#### CASTINGS DE CHERCHEURS

En France, la majorité des chaînes sont demandeuses de chercheurs télévisuels capables de semer la bonne parole sur leurs plateaux. Les Reeves, Coppens, Serres et Kahn sont très sollicités, mais les directeurs de programme, et le CNRS lui-même, ne seraient pas hostiles à un petit coup de jeune. Si bien que des castings sont organisés par Images/media, société de programmes dépendant du CNRS, pour sélectionner de nouvelles têtes, certes bien

pleines, mais aussi au physique avenant et à la langue déliée. A l'inverse, les organismes de recherche doivent parfois réfréner l'enthousiasme de chercheurs auteurs de documents bruts destinés à leurs « chers collègues », et qui rêvent de les voir passer à la télévision. La bouderie entre scientifiques et petit écran est bien de l'histoire ancienne.

Mais la prochaine étape, dont rêvent les organisateurs d'Image & Science, pourrait être la création de fictions scientifiques. Une saga britannique sur la découverte de l'ADN avait lancé la carrière de Jeff Goldblum, qui a d'ailleurs ensuite multiplié les rôles de savant tourmenté, dans *La Mouche* comme dans *Jurassic Park*. A quand Depardieu en Pierre Curie ou Louis Pasteur ?

Hervé Morin

★ Programme disponible sur le site du CNRS (<http://www.cnrs.fr>). A noter, du 25 au 28 octobre au Musée de l'homme, à Paris, un cycle de projections intitulé « Regards comparés sur les Dogons ».



La mouche drosophile, providence des généticiens, est l'une des héroïnes du dernier documentaire de Thierry Berrod.

## Thierry Berrod, réalisateur : « Un Jurassic Park sous mon lit »

« LES IMAGES de synthèse, c'est très bien pour faire revivre les dinosaures, reconnaît le réalisateur producteur lyonnais Thierry Berrod. Mais, ce qui est fort, c'est d'arriver à

**PORTRAIT**  
L'inventeur du documentaire animalier au microscope

filmer la réalité : tous les matins, je peux tourner *Jurassic Park sous mon lit*. » Car son zoo à lui, c'est la masse grouillante autant qu'invisible des acariens, des puces, tiques, mouches et autres insectes qui gravitent autour et parfois sur nous. Il en a eu assez de ces films monotones sur les lions et autres grands mammifères « que l'on ne rencontre jamais », alors qu'une faune fascinante se trouve à notre portée. Sa savane à lui, c'est une tranche de fromage ou un matelas, théâtres d'une formidable lutte pour la survie.

Lorsqu'en 1996 il a l'idée de sa série sur les « envahisseurs invisibles », Thierry Berrod n'a qu'un microscope optique à sa disposition. Malheureusement, « la zone de mise au point était trop étroite ». Avec le microscope électronique à haut vide, seules les puces, coriaces, résistent quelques minutes, mais les acariens se retrouvent instantanément lyophilisés. C'est alors que Phillips met au point une nouvelle génération de microscopes électroniques, avec lesquels on peut se contenter d'un vide moins absolu. Le mérite du cinéaste sera d'inventer et breveter un « système de capture de trame des images qui permet de recréer des sé-

quences animées ». Le résultat est stupéfiant : combats d'acariens, copulations inusitées, séances d'auto-stop de petites bestioles grimpées sur le dos de plus grosses, le tout grossi jusqu'à 25 000 fois. Le dernier épisode, consacré aux mouches, montre le système de fermeture Eclair qui équipe leurs glandes salivaires. La série engrange les prix et entame une carrière à l'étranger – « c'est l'exportation qui nous permet de gagner notre vie », reconnaît d'ailleurs Thierry Berrod.

Les conditions de tournage sont éprouvantes. Pour le réalisateur, qui a parfois nourri jusqu'à une trentaine de puces, toutes les quatre à cinq heures, avec son propre sang, et conservé jusqu'à 50 kilos de larves dans son local technique. Mais surtout pour les acteurs. « Il faut endormir les puces avec du CO<sub>2</sub> et calmer les autres insectes en les mettant au réfrigérateur », raconte leur dresseur. Le vide, même tempéré, est mortel, il faut tourner rapidement. Et soigner le casting : « capturé sur son fromage des halles de Lyon, l'acarien *Acarus siro* peut résister un quart d'heure. Mais celui de la tomme d'Auvergne, qui appartient à la même espèce, meurt immédiatement, sans doute parce que son fromage est moins gras », avance Thierry Berrod.

Il n'est déjà plus seul sur ce créneau, l'effet de surprise tend à s'évaporer. Il songe à une série sur la perception animale et humaine, « sans anthropomorphisme », mais rêve de faire de ses petits personnages les héros d'un long métrage dûment scénarisé. Les créatures de science-fiction n'ont qu'à bien se tenir.

H. M.

## Lennart Nilsson, photographe : « Une histoire sur nous-mêmes »

IL RÉPÈTE qu'il n'est qu'un « simple photographe ». C'est avant tout un magicien, qui a passé une bonne part de sa vie à nous dévoiler l'invisible. Ses images de la

**PORTRAIT**  
Le premier à dévoiler au grand public l'intimité de l'embryon humain

course impitoyable des spermatozoïdes vers l'ovule, d'embryons aux allures d'Aliens qui attendent leur heure tapis dans le ventre maternel ou de fœtus-cosmonautes flottant comme en apesanteur dans leur liquide amniotique ont fait le tour du monde. Le vieux monsieur, légende vivante parmi les documentaristes présents au festival Image & Science, ne se départ jamais de sa modestie pour raconter sa quête de l'image inédite.

Il débute sa carrière dans les années 50 à Stockholm, comme photographe de magazine. Puis il se passionne pour un sujet plus exotique, le plancton et sa métamorphose. C'est le début d'échanges fructueux avec les scientifiques, et le début de la reconnaissance.

Déjà, il travaille à ce qui deviendra l'affaire de toute une vie. « J'ai eu envie de faire une histoire sur nous-mêmes », se souvient-il. En 1953, il débarque à New York au siège de *Life*, avec une poignée de photos d'embryons, et obtient de raconter chaque étape de la vie, de la conception jusqu'à l'accouchement. « Ça m'a pris onze ans. » Mais quel retentissement ! En 1965,

*Life* publie sa *story* sur 60 pages, aussitôt imité par *Paris-Match* et le *Sunday Times*. Le grand public accueille avec stupéfaction ces points de vue innovants. « Nous avions utilisé différents types de microscopes et d'endoscopes, explique Lennart Nilsson. C'est comme ça que je procède depuis lors. »

Les fibres optiques qui permettent aujourd'hui de filmer l'intérieur du corps humain ne dépassent pas un millimètre de diamètre. Mais en microscopie, « l'ennemie reste la lumière », qui menace la survie des cellules. Avec les chercheurs de l'Institut Karolinska de Stockholm, il a mis au point des techniques de prise de vue spécifiques, qui nécessitent avant tout une grande patience. Pour son dernier film projeté au festival, *Le Miracle de l'amour*, il a, raconte-t-il, « mis trois mois pour filmer le moment où l'enveloppe de l'œuf humain fécondé se brise ». C'est, dit-il, « aussi un accouchement ».

A soixante-dix-huit ans, Lennart Nilsson continue à se lever chaque matin à 6 h 30 pour se rendre à l'Institut Karolinska. « J'espère filmer le moment où les noyaux du spermatozoïde et de l'ovule fusionnent. Ce sera une première historique : c'est l'instant où votre vie, où la mienne, ont commencé. » Souvent on lui demande son sentiment sur l'avortement. Sa réponse est invariable : « Je suis un journaliste. Vous devez décider par vous-même. » Mais il reconnaît que la raison d'être de tout son travail, c'est de susciter « le respect, pour nous-mêmes, pour la vie ».

H. M.

nous vivons ensemble depuis longtemps, pourtant nous n'avons jamais été présentés.

Nous nous connaissons forcément. United Technologies c'est Pratt & Whitney, Carrier, Otis, Sikorsky, International Fuel Cells, Hamilton Sundstrand. Alors, que vous soyez en France, en Allemagne ou au Royaume-Uni nous vous avons forcément réchauffés, rafraîchis, transportés, fait monter ou descendre. Vous rencontrez nos produits tous les jours, ce qui explique d'ailleurs que nous ayons réalisé un bénéfice net supérieur à 1,6 milliards d'euros l'an passé. Maintenant que les présentations sont faites venez sur notre site web pour que nous puissions sympathiser.



[www.fr.utc.com](http://www.fr.utc.com) Paris SE:utx

\*En avant le futur.





# Le « musical » maudit de Leonard Bernstein

Mal aimé en 1976, « 1600 Pennsylvania Avenue » renaît sous la direction de Kent Nagano

« *SEULS DEUX TITANS* pouvaient connaître un tel échec. » Le mot est du chorégraphe Jerome Robbins à propos de *1600 Pennsylvania Avenue*, la comédie musicale achevée en 1976 pour le bicentenaire de la création des Etats-Unis par Leonard Bernstein et le lyricist (« parolier ») Alan Jay Lerner. Lancée à Broadway en mai de la même année, après quelques avant-premières incertaines à Philadelphie, la production ne connaîtra que sept représentations après que la critique dans son entier aura écrit tout le mal qu'elle pensait de cet hommage à la Maison Blanche, trop ambitieux pour Broadway.

En 1972, en pleine période Nixon, l'idée première de Bernstein et Lerner, deux hommes de gauche, pour ce nouveau *musical*, fut de raconter, avec un point de vue critique savamment intégré, le pouvoir des divers présidents s'y étant succédé, de George Washington (1789-1797) à Theodore Roosevelt (1901-1909), et le traitement des Noirs par le pays. Les deux histoires sont intriquées en l'une de ces constructions gigognes et polysémiques qu'affectionnait Bernstein et dont *Mass* (1971) est l'un des exemples frappants.

Bernstein et Lerner espéraient, avec ce projet civique et moral, avoir « atteint leur but sans être dogmatique, pédant ou sermonneux ». C'est pourtant exactement ce que la critique et le public leur reprochèrent, méprisant la prétention supposée du propos, son didactisme, la longueur du spectacle (quatre heures avant coupures, lors des avant-premières données à Philadelphie) et battant froid la sincérité naïve du duo. Le flop sera si grand que Bernstein refusera même que le *cast* original enregistre l'œuvre, ainsi qu'il est coutume de le faire à Broadway.

## PASSAGES RECYCLÉS

Il n'y aura pas de nouvelle production, ni même de réécriture du *musical*. Mais Bernstein recyclera nombre de passages de l'œuvre dans des ouvrages postérieurs. Ainsi, ceux qui connaissent *Song Fest* (1977) seront étonnés de trouver dans le prélude de *1600 Pennsylvania Avenue* l'origine d'une des plus belles compositions de Leonard Bernstein, sur un texte de Walt Whitman, *To What You Said*.

Cet enregistrement, publié sous le titre de *A White House Cantata*, est une suite de concert des meilleurs moments de la partition.

THOMAS R. SEILER/EDITION STEMMLÉ



Leonard Bernstein à Paris, en 1987. Photo extraite du livre « Leonard Bernstein, The Last 10 Years. A Personal Portrait by Thomas R. Seiler », édition Stemmlé.

Débarassée de son emphase dramaturgique, la musique se révèle splendide, pleine de malice (dans ses allusions pastichantes), de poésie et de vrai lyrisme. On aime autant les « *Oumpapa* » outrageusement marqués de *The President Jefferson Sunday Luncheon March* (un tour de force de mise en musique de vers bourrés de pièges prosodiques) que la simplicité élégiaque de l'air *Take Care of This Hour* ou du duo *This Time*. Et quel tour de force que ce *Duet for One*, un dialogue entre deux *First Ladies* chanté

par la même interprète, attendu que les différents présidents et leurs épouses sont chantés par les mêmes interprètes, en l'occurrence les excellents Thomas Hampson et June Anderson. Jolie distribution, direction *ad hoc* de Kent Nagano au service de la résurrection de ce *musical* injustement maudit.

Renaud Machart

★ *A White House Cantata*, de Leonard Bernstein. 1 CD Deutsche Grammophon 463 448-2.

## SÉLECTION DISQUES

### CARLO GESUALDO

*O Dolorosa Gioia*  
*Madrigali dai libri quinto e sesto*  
*Concerto Italiano*, Rinaldo Alessandrini (direction)

Prince musicien à la sulfureuse réputation – il assassina l'amant de son épouse et celle-ci en toute impunité et sombra à la fin de sa vie dans un dolorisme masochiste –, Carlo Gesualdo passe pour un précurseur singulier, pour sa conception dissonante et chromatique de l'harmonie. Aussi captivé que Stravinsky par la facture du madrigaliste, Rinaldo Alessandrini entend ici servir en une courte anthologie des livres V et VI de ses *Madrigaux à cinq voix* l'engagement de Gesualdo, sans toutefois lui reconnaître le rôle novateur couramment admis, puisqu'il ne lui accorde qu'une « *tendance à exaspérer des procédés qui étaient le patrimoine commun des musiciens de son époque* ». Pour cela, il encadre les chants vertigineux du prince criminel de pièces de ses contemporains (Filippo de Monte, Pomponio Nenna, Giovan Domenico Montella ou Luzzasco Luzzaschi, dont trois madrigaux concluent le programme). Une démonstration intelligente qui ne réduit pas réellement l'impressionnante stature de Gesualdo, tempérant seulement des excès où le prince se serait reconnu.

Philippe-Jean Catinchi  
★ 1 CD Opus 111 OPS 30-238.

### XAVIER DESANDRE-NAVARRE

Percussionniste, Xavier Desandre-Navarre a régulièrement montré qu'il mettait son énergie et sa vivacité en jeu pour aller chercher la mélodie dans les sons et les rythmes. Il a été, depuis le milieu des années 80, de nombreuses histoires musicales du jazz – Big Band Lumière de Laurent Cugny, l'ONJ dirigé par Denis Badault, les formations d'Yves Robert, Vincent Courtois, Frédéric Sylvestre et Jacques Vidal, plus récemment celle du pianiste Neils Lan Doky – tandis que la chanson ou la musique de film s'attachaient à ses qualités d'interprète et de compositeur. *Zoom*, premier disque sous son nom, rappelle en partie ce parcours et certains compagnonnages. S'il mêle les instruments de l'Afrique noire, du Brésil, de l'Asie, les peaux, le bois, les métaux, Xavier Desandre-Navarre évite l'écueil du catalogue démonstratif. Il conserve les propriétés, la nature, l'histoire de chacune de ses percussions, met en valeur des agencements qui relient les territoires, les traditions. Rejoint par le guitariste Philippe Deschepper, la chanteuse Elise Caron, le violoncelliste Vincent Courtois ou le saxophoniste Simon Spang-Hansen pour souligner une phrase, insérer des ornements, Xavier Desandre-Navarre traduit en musique des impressions de voyages, des rencontres, des ambiances en gardant les émotions vierges du premier regard.

Sylvain Siclier  
★ 1 CD Peak Power DES 02.  
Distribué par Socadisc.

### DAVID GRAY

*White Ladder*  
A ses débuts, cet Irlandais misait surtout sur la beauté âpre de sa voix et des chansons aussi austères qu'une lande battue par les vents. Privé de maison de disques après l'échec de ses premiers albums, il s'est repris en main, créant son label, transformant son esthétique au contact de Clune, son nouveau complice. Coproducteur et multi-instrumentiste (batterie, claviers, basse...), ce dernier a permis au chanteur d'aérer son intensité de mélodies et d'arrangements – à la frontière du folk, de la pop et de la soul –, qui donnent des ailes à l'inspiration et à la carrière de David Gray. Certains parti pris de production pourraient être moins tièdes. Mais le lyrisme tendre – hérité du compatriote Van Morrison –, l'efficacité et le souffle de *Please Forgive Me*, *White Ladder*, *Silver Lining*, *Sail Away* ou de la superbe reprise de *Say Hello Wave Goodbye* de Soft Cell font de ce retour

un des albums les plus attachants de la rentrée.  
Stéphane Davet  
★ 1 CD IHT/Eastwest 8573829832.  
Distribué par Wea.

### GOLDFRAPP

*Felt Mountain*

Depuis quatre ou cinq ans et les vogues conjuguées de l'easy listening et du trip-hop, les références aux musiques de films et de séries télévisées font partie de l'attirail obligé d'innombrables auteurs-compositeurs. Cette manie d'écrire la bande-son de génériques fantasmés a aussi saisi ce duo britannique formé par la chanteuse Alison Goldfrapp (entendue autrefois au côté de Tricky) et le compositeur Will Gregory. Les chansons de *Felt Mountain* sont pées d'influences déjà surexploitées : John Barry, Ennio Morricone, Michel Legrand, Burt Bacharach, Lalo Schifrin... Reconnaissions pourtant l'habileté du musicien à transcender ces évocations par un sens original du dépeuplement et de la plasticité sonore. Un travail de mise en scène joliment servi par la mystérieuse élégance de la vocaliste, aux émotions moins viscérales que celle de Beth Gibbons (la voix de Portishead), mais d'une étrangeté indéfiniment séduisante.

S. D.  
★ 1 CD Mute 7243 8 499632 1.  
Distribué par Labels/Virgin.

### TÊTES RAIDES

*Gratte-Poil*

Toujours servies par la voix de Christian Olivier, les chansons des Têtes raides gagnent en légèreté pour ce plaisant *Gratte-Poil*. Toujours intelligemment conçus, les albums du groupe parisien doivent autant à la poésie française (ici Norges) qu'à la hargne de Noir Désir, venu faire le bœuf sur le très rock *Identité* (« *Que Paris est beau quand chantent les oiseaux, que Paris est laid quand il se croit français* »). Yann Tiersen vient aussi jouer du violon, Jean Corti du bandonéon, le cinéaste (*Sur quel pied danser*, de Jacques Fansten), les manèges, les boîtes à musique, les sons des rues donnent, en vrac, leur inspiration aux dix-neuf titres. Toujours sérieux d'apparence, toujours décalés sur fond de piston forain ou de cymbales, les Têtes raides cultivent ce style en saccades qui a fait le succès de Louise Attaque. Mais ici, nulle concession à un système, ou au sentimentalisme ambiant. Les textes possèdent une subtilité égale à celle de la musique, rèche, directe : « *Dans le bleu de nos mains sales, se cache un diamant* ».

V. Mo.  
★ 1 CD Tôt ou Tard 8573 84536-2.

### ANOUAR BRAHEM TRIO

*Astrakan café*

Une mélancolie méditative, des lignes ondoynes, du silence bruisant de volupté, de poésie secrète. Tel vit et se vit la musique d'Anouar Brahem, joueur d'oud tunisien, compositeur de mélodies dociles et fluides dont les creux et les ombres cachent une formidable densité émotionnelle. Originaire de Tunis, Anouar Brahem a fréquenté le Conservatoire national de musique et suivi les enseignements d'Ali Sriti. Il aurait pu devenir un interprète de plus de la musique savante arabe dont il connaît tous les raffinements. C'était sans compter avec cette fibre de curiosité qui l'anime, le pousse sans cesse à s'approcher d'autres contrées musicales. On l'a vu fréquenter les saxophonistes François Jeanneau, Jan Garbarek ou John Surman, le contrebassiste Jean-Paul Céléa et il est l'invité du nouvel ONJ dirigé par le violoncelliste Paolo Damiani. Sa relation privilégiée avec le jazz est évidente. Il se dit aussi interpellé par le flamenco, la musique classique indienne ou celle de la Renaissance et n'oublie jamais, bien sûr, la musique orientale. C'est le cœur de ce nouvel enregistrement, effectué avec deux complices fidèles, son compatriote Lassad Hosni aux percussions et le clarinetiste turc Barbaros Erköse. Tous trois forment un ensemble exemplaire de convivialité, de délicatesse et inventent un délicieux voyage.

Patrick Labesse  
★ 1 CD ECM 159494-2. Distribué par Universal Music.



- pacs
- mariage
- concubinage

Quel est le plus rentable ?

Sur le site Internet [www.lemoneymag.fr](http://www.lemoneymag.fr), vous trouverez toutes les informations pratiques concernant l'argent dans votre vie quotidienne.

**Le Money Mag.fr**  
L'ARGENT DE LA VIE

HABITATION FAMILLE LOISIRS FINANCES VIE ETUDIANTE TRAVAIL MULTIMEDIA



## LA MÉNAGERIE DE VERRE

de Tennessee WILLIAMS  
Mise en scène Yvon CHAIX

du 3 au 14 octobre 2000 à 20 h 30  
au Théâtre de Grenoble

Réservations : 04 76 44 03 44



L'affaire Méry sous le regard de la presse étrangère

Les journaux européens commentent avec une certaine ironie les dernières péripéties du nouveau feuilleton politico-financier dont la France est le théâtre

LES REBONDISSEMENTS de l'affaire Méry suscitent les commentaires sarcastiques de la presse étrangère. Ainsi le Guardian...



se peut que « d'une façon très française », ils parviennent à trouver un arrangement mutuellement acceptable.

Autre quotidien britannique, The Independent (daté 27 septembre) est moins optimiste. Pour John Lichfield, son correspondant à Paris...

aujourd'hui le pouvoir dans une guerre politique impossible à arrêter. Les deux principaux acteurs de la cohabitation...

Patrick Bishop, dans The Daily Telegraph (daté 27 septembre), se demande si l'affaire Méry n'est pas « la révélation de trop ».

Jean-Claude Méry, conclut-il, les doigts s'agitent au-dessus des boutons. »

En Allemagne, la Berliner Zeitung (datée 27 septembre) affirme, dans son éditorial, que « la relation déjà tendue entre Chirac et Jospin est définitivement déchirée ».

26 septembre, s'il s'agit d'une « affaire d'Etat » ou d'un « vaudeville », avec « le tailleur et le financier douteux, le politicien sans scrupule, l'avocat agité ».

Dans la presse américaine, Suzanne Daley pour le New York Times a suivi attentivement le feuilleton. Le 22 septembre, notre consœur note que jamais des accusations aussi directes n'ont été portées contre M. Chirac...

Dominique Dhombres et Thomas Ferenzi

DANS LA PRESSE

L'EXPRESS

Denis Jeambar

Nous boirons donc le calice jusqu'à la lie. Un jus, disons-le, dégoulinasse, fange de mensonge et de corruption.

té ? Appliquons-le. Tout de suite. Une élection présidentielle anticipée et une démission du gouvernement s'imposent pour dissiper notre nausée.

LE NOUVEAU OBSERVATEUR

Jacques Julliard

Y a-t-il une crise de la démocratie ? Cette question ! Bien sûr qu'il y a une crise de la démocratie.

leur pauteur sur l'ensemble du paysage politique et que les citoyens désertent les urnes, la vraie question est de savoir si le déséquilibre dont j'ai parlé est si grave qu'il puisse nous conduire à la chute ; ou encore si, à un moment où elle n'a plus d'ennemis déclarés, le triomphe par défaut de la démocratie n'est pas devenu la forme inédite de sa décadence.

LE POINT

Claude Imbert

C'est, dans l'Histoire, un classique de décomposition que l'émergence d'un bon gros scandale. Le nôtre est de la bonne taille, bien faisant de surcroît, puisqu'il remue les eaux usées, très usées du finan-

SUR LA TOILE

CONCOURS DE PUB EN LIGNE

La date-limite de dépôt des projets pour le concours Trophée de la Pub.com, organisé par Wanadoo à l'intention des créatifs d'agence...

BIG BROTHER

Grande Fratello, la version italienne du célèbre jeu-concours télévisé Big Brother, a ouvert son site Internet. Les images des huit caméras installées dans la maison où vivent les dix participants...

COMPAREZ aux autres « sites experts », gratuits ou payants, où les internautes s'échangent des conseils spécialisés, Keen a la particularité de combiner l'Internet et le téléphone.

Les conseils d'Appraiser coûtent 1,66 dollar la minute. Au moment de se parler, l'expert et le conseillé n'ont pas besoin de se connaître autrement que par leurs pseudonymes.



demandeur, c'est-à-dire le client, est prié de noter l'expert, dont la cote est ainsi remise à jour à chaque prestation.

ment des partis politiques. Mais il s'affuble d'un épisode romanesque aux allures de thriller à la mode - fric, mensonges et vidéo - propre à ranimer les indignations essoufflées.

www.keen.com

Un service-conseil où l'on se trouve sur Internet, puis on se parle au téléphone

experts gagnent plus de mille dollars par mois. Les paiements s'effectuent par l'intermédiaire de Keen, qui se finance en retenant 30% des honoraires.

On pourrait se demander si l'anonymat assuré par Keen risque de faciliter les fuites de secrets d'entreprise, les délits d'initiés, ou les conversations érotiques rétribuées.

Jean Lasar

Christian Colombani

Pauv'Marie-Jo ! par Luc Rosenzweig

ON AVAIT eu vent, dans la matinée, du long coup de téléphone de Marie-Jo Pérec, où elle expliquait, de Paris, au patron de la rédaction de L'Equipe, à Sydney...

grande traumatisée, ne contreditant pas des affirmations qui ne relèvent guère de l'évaluation rationnelle d'une situation. « Pourquoi n'avez-vous pas songé à vous réfugier dans le cocon du groupe France ? demande doucement Sled... »

avait mis mal à l'aise, et l'on sentait déjà que quelque chose clochait sous les airs de forfanterie de l'Antillaise. En tout cas, si Marie-Jo, comme elle l'a annoncé, décide d'abandonner la course à pied pour faire autre chose...

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Form for subscription to 'Le Monde' newspaper, including fields for name, address, postal code, and account details. Includes a table for account information.





## LA CHRONIQUE DE MICHEL DALLONI

### Seule au monde

CE JEUDI-LÀ, en attendant de glaner quelques médailles tous métaux – on nous avait parlé d'une chance dans le 1500 m et d'une autre dans le ballet d'équipes en natation synchronisée –, nous avons décidé de nous échauffer en jetant un œil à « L'Or de Sydney », l'émission d'informations sportives que Charles Biétry présente sur France 2. Du facile. Nous ignorions ce qui nous attendait : un face-à-face télévisé exclusif avec Marie-José Pérec, triple championne olympique en rupture de ban avec la légende et la sélection d'estropiés dépêchée en Australie pour défendre la cause de l'école française d'athlétisme.

L'heure n'était pas à la gaudriole. La veille, déjà, nous avions pris la mesure du drame vécu par la « gazelle ». Un entretien accordé à *L'Equipe*, aussi long qu'édifiant, ne laissait rien ignorer de sa détresse. « Seule », « peur », « anéantie », « détruite », « déprimée », « ressort cassé », avait-on lu, ému. Mais de la voir, là, devant nous, presque chez nous, filmée en plan serré – gibus mou enfoncé jusqu'aux yeux, nattes noires tombant sur une chasuble de feutre gris anthracite à col matelot –, nous a glacés. Nous étions interdits, comme hypnotisés.

Le discours était le même, mais l'image donnait aux propos une force de cauchemar. Et pourtant, les veillées olympiques nous ont durci le cœur. Nous en avons tant vu, de ces champions défaits, en larmes, effondrés, révoltés, explosant de colère, cherchant des noises à la terre entière. Mais il s'agissait d'autre chose. A cet instant précis, la personne qui se livrait à nous n'était plus seulement une athlète, c'était une jeune femme réellement perdue, égarée dans les dédales de sa propre histoire, rattrapée par les fantômes qui la poursuivent depuis si longtemps.

Tout cela était terriblement gênant. Il n'est pas facile d'être le spectateur de la douleur des autres. C'est qu'on ne nous prenait pas à témoin, bien plutôt en otage. Nous étions impuissants, parfaitement incapables d'aider Marie-José Pérec à sortir de la situation – de la « boîte » – dans laquelle elle reconnaissait s'être enfermée. Cela n'est pas dans nos cordes. Est-ce à nous, d'ailleurs, qu'elle s'adressait ? Appelait-elle vraiment au secours ? « J'ai toujours été comme cela, à tout faire seule », rappelait-elle alors.

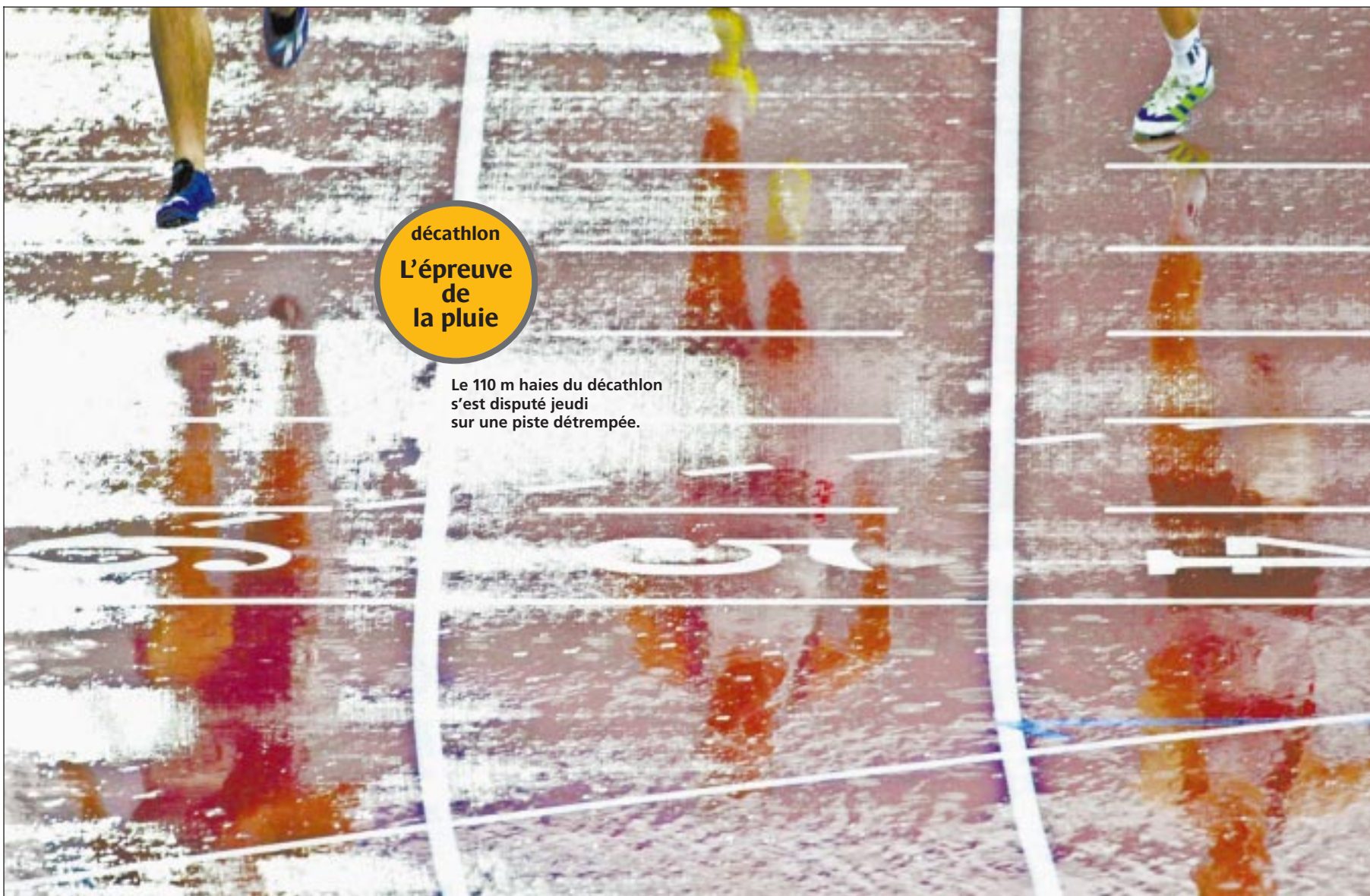
A son regard, plus las qu'implorant, à sa voix, plus étouffée que suppliante, nous avons senti que le chemin serait encore long. Et, soudain, nous avons eu envie de revoir Marie-José Pérec aussi hargneuse, vive, insolente, désagréable et méprisante, bref, aussi championne qu'elle savait l'être, autrefois. Elle parvint à nous faire douter de cette résurrection. « Sincèrement, si je suis obligée de répondre aujourd'hui, je dirais qu'on ne me verra plus courir », dit-elle. Il y eut un silence. C'était la chute. La solitude n'est pas le lot des seuls coureurs de fond.

NEBINGER/DPII-SIPA



équitation  
Une affaire de couple

Symétrie dans l'effort pour le cavalier néo-zélandais Bruce Gootin et son cheval Lenaro.

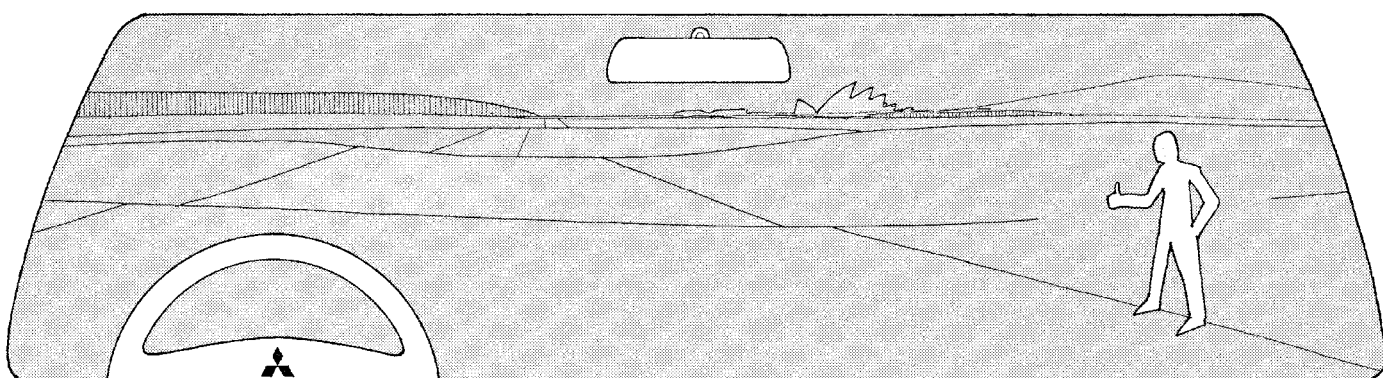


décathlon  
L'épreuve de la pluie

Le 110 m haies du décathlon s'est disputé jeudi sur une piste détrempée.

OLIVIER MORIN/AP

Vendredi 29  
Le 50km marche à pied.



le meilleur chemin pour y arriver

MITSUBISHI MOTORS





# Le handball tricolore refuse la crise

Seul pays à avoir qualifié ses équipes masculine et féminine pour les Jeux olympiques, la France n'a pas passé le cap des quarts de finale. Mais les Bleu(e)s peuvent encore espérer finir cinquièmes

**MINCE** consolation. L'équipe de France masculine de handball a gagné, vendredi 29 septembre, le droit de rêver de figurer dans le Top 5 final du tournoi olympique. Battus en quarts de finale, mardi 26 septembre, par les Yougoslaves, les Bleus ont dominé, vendredi, les Sloènes (29-22) en match de classement. Ils affronteront, samedi 30 septembre, l'Allemagne pour la cinquième place. Cinquième... c'est également ce à quoi peut - au mieux ! - prétendre l'équipe de France féminine qui, jeudi 28 septembre, n'a pas non plus franchi le cap des quarts de finale : les Françaises se sont inclinées après prolongation face aux Danoises (26-28). Pour finir cinquièmes, les Françaises devront prendre le pas sur les Brésiliennes, puis sur l'équipe gagnante du match Autriche-Roumanie.

« Cinquièmes, ce serait un pis aller », relève Daniel Costantini, l'entraîneur de l'équipe masculine. On pourrait presque parler d'objectif au rabais : la Fédération française de handball (FFHB) n'avait-elle pas annoncé viser une demi-finale chez les hommes et vouloir monter sur le podium chez les femmes ? Sans doute les deux entraîneurs, Daniel Costantini (hommes) et Olivier Krumbholz (femmes) s'étaient-ils montrés plus prudents. « La France me paraît valoir plus près de quatrième ou cinquième », avait prévenu le premier, le second évoquant un « objectif au-dessus de nos moyens. » « On ne peut pas parler d'échec », se défend André Amiel, le président de la FFHB. « Le hand français s'est arrêté en quarts. J'aurais souhaité



ODD ANDERSEN/AP

Nathalie Selambarom marque, mais les Françaises s'inclinent contre le Danemark (28-26).

monter dans le dernier carré, ça n'a pas bien tourné, mais nous avons fait ce qu'il fallait. »

Le bilan est néanmoins fort différent selon que l'on évoque l'équipe masculine, ou l'équipe féminine. Vice-championnes du monde en décembre 1999, les Bleues n'auraient « pas à rougir de ce qu'elles ont fait », selon Philippe Bana, le directeur technique national. « Il faut vieillir. Les Jeux constituent leur deuxième expérience du haut niveau. Nous n'avons pas d'histoire, ni de culture de tout ça. On est en train de leur faire acquiescer. »

« L'objectif qui avait été fixé aux filles, c'était une participation aux JO d'Athènes en 2004 », rappelle André Amiel. « Les choses se sont précipitées avec le Mondial. Il y a encore du travail, mais elles sont sur la bonne

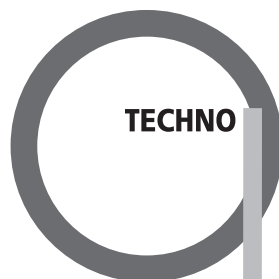
voie », indique le président de la FFHB, qui, sur l'équipe masculine, ne mâche en revanche pas ses mots : « Il faudrait leur apprendre à être des combattants ». « Il y a eu manquement à la règle de combativité », confirme Philippe Bana.

#### LOURDE ÉCHÉANCE

« Le jeu reste parfois brillant, parfois puéril », constate Daniel Costantini, qui évoque « un problème de confiance ». « Ce qui nous interroge c'est l'absence de fiabilité de l'équipe », déclare Philippe Bana. Une inquiétude d'autant plus problématique que les Bleus voient se profiler une lourde échéance : le Mondial en janvier 2001 en France. Et là, il ne sera pas question de ne pas être en finale. « On peut changer d'entraîneur », a d'ores et déjà prévenu

Daniel Costantini. Aucun plan de crise ne semble pourtant devoir être déclenché dans l'immédiat. « Le chemin que l'on a construit va au moins jusqu'au Mondial. On fera le bilan et on évaluera notre système après », assure Philippe Bana. Daniel Costantini, et encore moins Olivier Krumbholz, ne devraient donc pas être inquiétés. « Changer de joueurs ? Je suis prêt à étudier, mais si ce n'est pas ceux-là, je ne vois pas ceux qui pourraient être meilleurs qu'eux », a par ailleurs prévenu Daniel Costantini. Le constat est le même pour l'équipe féminine. « On a un peu plus de sang qu'avant, mais on ne peut pas se payer une hémorragie », déclare Philippe Bana.

Philippe Le Coeur, à Sydney



TECHNO

HERVÉ MORIN

## Du « cigare » planeur au javelot piqueur

**PEU DE SPORTS** ont connu des déclassements de records du monde qui ne soient pas liés à des procédures disciplinaires pour dopage. Dans ce domaine, le javelot fait donc exception. Les performances des athlètes ont évolué à un tel rythme qu'il a fallu revoir les caractéristiques de l'engin. C'était ça ou agrandir les stades : les lancers des champions dépassaient allègrement les 100 m, et leurs traits atterrissaient fréquemment sur la piste d'athlétisme, ou fusaient en retombant trop à plat.

Les instances internationales ont donc décidé non d'alourdir le projectile - il reste à 800 grammes pour les hommes et 600 grammes pour les femmes - mais de déplacer vers l'avant son centre de gravité, précisément entre 0,9 m et 1,06 m de la pointe pour les hommes et entre 80 et 82 cm pour les femmes, afin qu'il se fiche en terre plus près du lanceur. Ces modifications, effectives depuis 1993 pour les hommes, ne sont entrées en vigueur qu'en 1999 pour les femmes.

« Désormais, il n'y a plus de problème de jugement », indique Suzanne Cathiard, membre du comité directeur de la Fédération française d'athlétisme et juge fé-



THOMAS KIENZLE/AP

dérale européenne pour le javelot. Quatre fois championne de France et détentrice du record national en 1961 (46,33 m), elle a « commencé avec des javelots en bois plein, dans les années 50. Ils étaient tirés de branches d'okori, un bois finlandais », se souvient-elle.

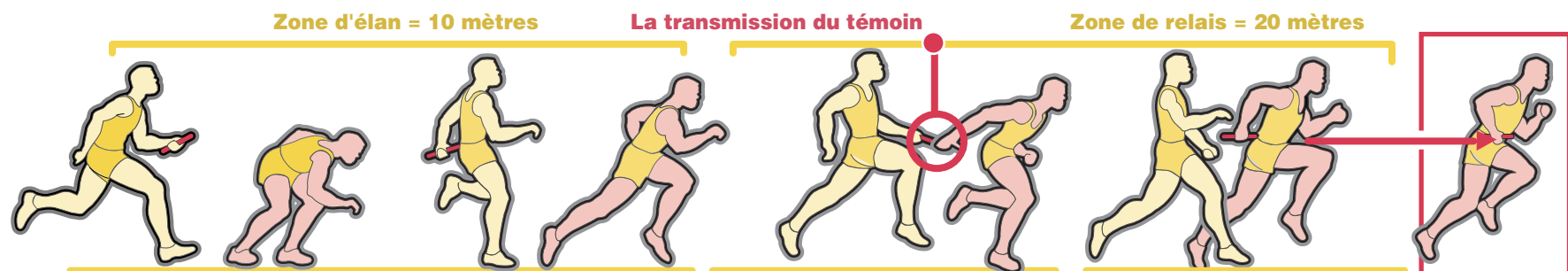
Puis, sont venus les javelots en bois creux, lamellé-collé, avant que ne soient proposés des projectiles en métal, aluminium ou acier, auxquels ont succédé la fibre de verre enfin supplantée aujourd'hui par la fibre de carbone. Plus rigide, celle-ci réduit les vibrations et le flambage (la torsion) induits par la vitesse de lancement proche des 200 km/h, et augmente considérablement le prix des meilleurs modèles, aux alentours de 5 000 francs.

La forme a elle aussi considérablement évolué. « On a commencé à voir des cigares », raconte Suzanne Cathiard. Les constructeurs souhaitaient augmenter la surface portante, on ne savait pas où ça allait s'arrêter. Les instances internationales ont d'abord limité le diamètre dès 1958, et ont dû recommencer en 1980, avant d'être contraintes d'avancer le centre de gravité pour raccourcir le vol. « Techniquement, les javelots planeurs pouvaient être lancés plus à plat, explique Suzanne Cathiard. Il faut désormais un angle plus incliné. »

Le javelot piqueur est enfin domestiqué : depuis quatre ans, le record du Tchèque Jan Zelezny (98,48 m) demeure intouchable.

### UN SPORT À LA LOUPE

## Relais 4 x 100 m



Le receveur surveille l'arrivée du donneur. Il ne peut déclencher sa course que 10 mètres avant l'entrée du donneur dans la zone de relais.

En accélérant, le receveur ouvre sa main dans son dos, afin que son coéquipier y dépose le témoin.

Une fois le témoin transmis dans la zone des 20 mètres, le donneur doit rester dans son couloir tant que la voie n'est pas dégagée.

### Le choix des relayeurs par Jacques Piasenta (entraîneur du relais féminin)

« Pour le départ de la course, il y a la qualité des départs en starting-blocks à prendre en compte dans le choix de l'ordre des athlètes, mais aussi la manière d'aborder les virages. Pour des raisons logiques, on évitera aussi une transmission de témoin entre une grande athlète et une autre plus petite. Par ailleurs, il faut savoir que certaines sprinteuses peuvent avoir tendance à ralentir dès qu'elles se retrouvent seules en tête, mais se révéler performantes lorsqu'elles ont une rivale devant elles. Les plus rapides ne se retrouvent donc pas forcément dans le sprint final. »

Propos recueillis par Pierre Lepidi

Le passage de témoin en dehors de la zone de relais entraîne la disqualification.

### Le témoin

Dans la Grèce antique, le témoin n'était autre que la flamme qui était transmise entre les coureurs et apportée sur le lieu des compétitions. A la fin du siècle dernier, les pompiers américains, avec un fanion rouge, furent les premiers à remettre le relais au goût du jour.

### Les records

	OLYMPIQUE	MONDE
HOMMES	37 s 50 (38,4km/h) EU 1992	EU 1992 37 s 40 (38,5km/h)
FEMMES	41 s 60 (34,6km/h) RDA 1980	RDA 1980 41 s 37 (34,8km/h)

### Si le témoin tombe ...

#### Durant la course :

il doit être ramassé par l'athlète qui l'a fait chuter. Ce dernier a le droit de quitter son couloir pour récupérer le bâton.

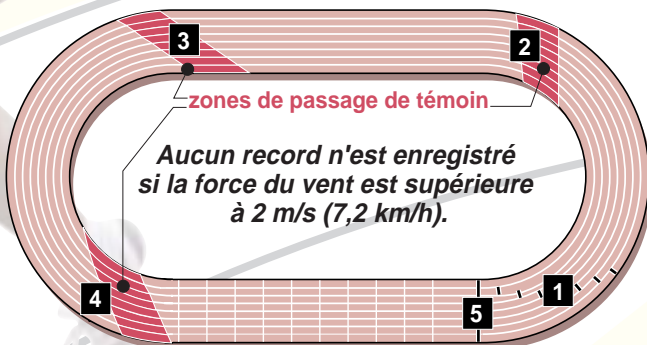
#### Au cours de la transmission :

si la chute intervient dès le premier contact, c'est au donneur de le ramasser et de le remettre à nouveau dans la zone prévue. Si, avant la chute du témoin, celui-ci se trouve dans la main du receveur et qu'il n'y a plus aucun contact avec le donneur, c'est au receveur de ramasser le témoin et de veiller à ne pas diminuer la distance devant être parcourue.

### Les positions sur un 4 x 100 m

- 1 Départ avec décalage
- 2 Première zone de relais
- 3 Deuxième zone de relais
- 4 Troisième zone de relais
- 5 Arrivée

Le vainqueur est le premier sprinteur dont la ligne des épaules passe la ligne d'arrivée. Dans le cas où deux athlètes seraient à égalité au 1/1000<sup>e</sup> de seconde près, ils passeront tous les deux au tour suivant. Si cela est impossible, on procédera à un tirage au sort pour désigner le participant qui accédera au tour suivant. Si l'égalité se produit lors d'une finale, les officiels peuvent décider de faire courir les athlètes à nouveau. Sinon, ils se partageront la médaille d'or.



# Barbara la métisse raconte l'histoire tragique de la « génération volée »

Voyage dans l'île-continent

**C'**EST une conversation, au petit matin, dans un parc de Darwin qui longe la mer turquoise. Un parc verdoyant, semé de palmiers et de petits lézards. Désert, malgré la douceur de la température et la sérénité du lieu. C'est elle qui a suggéré l'endroit du rendez-vous. « Avant 8 heures, ce serait bien », avait-elle dit au téléphone. Et la voilà qui s'avance, jupe courte, T-shirt turquoise. Elle sourit, elle est légère. Elle a apporté des journaux, des brochures, publiés par des associations aborigènes. On n'avait en effet aucune chance de les trouver au kiosque. « On s'assoit là ? », propose-t-elle en désignant une table et des bancs en bois. On savait bien que viendrait ce moment-là. On se doutait que Darwin serait le bon endroit.

Il fallait faire une pause dans le voyage. Prendre le temps d'écouter la voix d'une femme dont les ancêtres peuplent depuis des milliers d'années la grande région du Nord, le Top End. La voix d'une Aborigène, ardente et fière. La voix d'une femme d'ici. Les silhouettes croisées jusque-là dans les villes étaient un tel mystère. Les femmes assises sur la terre, le trottoir ou les pelouses, avec des enfants, et souvent une bouteille, causaient un tel malaise... On se souriait parfois, « Hello, sister ! ». Un petit signe discret. Jamais davantage. Pourquoi le nier ? On ne savait comment établir le contact. Les mondes aborigène et blanc, dans ce pays, malgré les Jeux, malgré « Kathy » (Freeman), sont parfaitement étanches.

Barbara Cummings la sait bien, qui connaît les deux mondes, et aime à faire le lien. Elle est grand-mère et elle combat. Le monde doit savoir que son peuple est blessé ; pourquoi et comment les choses les plus belles de la terre – chérir les siens, en être aimés – lui ont été sciemment retirées. Le monde doit comprendre que les tristes statistiques nationales concernant les Aborigènes (la faible espérance de vie, l'alcoolisme, la drogue, les suicides) ont une explication. Et qu'il n'est pas besoin de remonter à Cook et aux premiers colons pour trouver les preuves d'un racisme



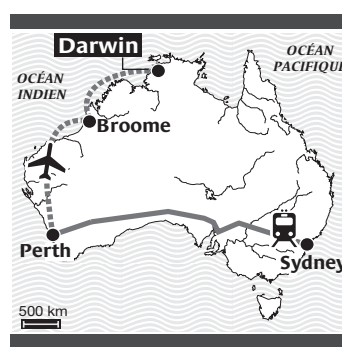
NETWORK/APHO

officiel et d'une volonté d'éradiquer son monde. Elle se bat parce qu'elle est grand-mère, qu'elle trouve ça formidable, elle qui, reconnaît-elle, avait été incapable de manifester son amour maternel, n'en ayant jamais reçu, sa propre mère non plus. Toutes deux ont fait partie de ce que les Australiens appellent la « génération volée ». Un singulier impropre.

« Des choses horribles se sont produites ici. Écoutez... Le pouvoir blanc, en Australie, n'a jamais toléré l'idée d'un peuple et d'une civilisation aborigènes. Leur extinction naturelle aurait été l'idéal, mais il fal-

lait l'accélérer. Massacres de grande ampleur à la moindre incartade individuelle, empoisonnement par les fleurs du désert... Il y eut différentes tentatives. Les survivants devaient être parqués dans des réserves en attendant leur fin. Évidemment, les métis possédaient quelques problèmes. Leur existence était le fruit d'unions contre-nature, ils souillaient la race blanche ; et le mieux aurait été d'éviter qu'eux-mêmes ne se reproduisent. Cependant, si l'on parvenait à extraire en eux toute "aboriginalité" en leur donnant une éducation européenne, on finirait par éclaircir leur peau et les noyer dans la population blanche. On éliminerait la couleur. Cet éternel problème. »

Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, raconte-t-elle, les autorités australiennes entreprirent donc de retirer systématiquement à leur famille les petits métis. La police kidnappait les enfants, les arrachait à leur famille stupéfaite ou en pleurs, pour les conduire dans des institutions



religieuses ou des orphelinats (parfois à des centaines de kilomètres), dans lesquels ils resteraient enfermés pendant des années, avant d'être placés comme domestiques dans des familles blanches, ou comme ouvriers dans des ranchs. L'initiative suscita la panique chez les Aborigènes. Les parents dissimulaient leurs enfants dans le bush, noircissaient leur visage. « Mon amie Lorna a raconté devant

le juge comment des hommes blancs à cheval l'ont arrachée à sa grand-mère qui tentait de la cacher derrière la berge d'une rivière. Le lendemain, elle était mise dans un camion avec une dizaine d'autres enfants. Des mamans et des grands-mères pleuraient tout autour du véhicule tandis qu'on pressait certaines d'y déposer aussi leurs bébés. Quand le camion a démarré, des femmes hurlaient en le suivant, certaines se flagellaient et étaient pleines de sang. » Tant de récits d'enfants de la « génération volée » se ressemblent, barbares, violents.

**B**ARBARA rencontra Lorna dans une institution de Darwin, réputée sévère, et où d'anciennes pensionnaires se sont plaintes de sévices sexuels. Son arrivée à elle avait cependant été moins traumatisante puisque sa mère, sans ressources ni mari, avait accepté de confier sa fille aux religieuses. « Quelle autre solution ? Vingt ans plus tôt, elle avait elle-même été enlevée à sa propre famille et était totalement perdue. Comme je le serai à mon tour en sortant du pensionnat. On disait "emprunter" les enfants pour bien les éduquer. Seulement jamais on ne songeait à les rendre à leur famille. » Aux petits métis, on disait que

« On nous avait détruits, isolés, déracinés. Nous avions rompu la chaîne entre les générations. C'était irrattrapable »

leurs parents étaient morts, ou alors qu'ils se désintéressaient d'eux.

En sortant, certains ignoraient leur vrai nom, puisqu'on les avait rebaptisés à leur entrée au pensionnat. Beaucoup s'interrogeaient sur leur communauté d'origine, pour peu que l'enlèvement ait eu lieu dans leur très jeune âge. Justement, quel âge avaient-ils donc ? Comment savoir, vraiment ? Des dates approximatives avaient été fixées par les religieux, en fonction de la taille des enfants, et en choisissant le jour anniversaire de la reine, ou celui de la course de che-

LA PHOTOGRAPHIE DE MIKE ABRAHAMS

Barbara Cummings a été enlevée à sa famille, et placée dans une institution de Darwin. « On disait "emprunter" les enfants pour bien les éduquer, seulement jamais on ne songeait à les rendre à leur famille. » Aujourd'hui, Barbara – ici, avec son petit-fils Matthew – a créé une association qui aide les Aborigènes à retrouver leurs racines.

vaux de Melbourne. Dans certaines institutions, tous les garçons étaient supposés nés le 1<sup>er</sup> avril, les filles le 1<sup>er</sup> octobre. « On nous avait détruits, isolés, déracinés. On ne parlait plus la langue, on n'était initié ni à la Loi ni aux coutumes. Perdre contact avec notre terre nous mettait hors du temps, nous excluait de tout réseau, nous interdisait toute spiritualité. Cela, croyez-moi, explique tant de dépressions, de naufrages, de suicides. Nous avions rompu la chaîne entre les générations. C'était irrattrapable. »

Alors elle a lancé Link Up, une association qui aide les Aborigènes à retrouver leurs racines. Et elle écrit partout. Elle exige l'accès aux archives gouvernementales, aux fichiers tenus par la police, aux dossiers des missionnaires. « Pourquoi ne pourrais-je donner à mon petit-fils la photo prise par les missionnaires quand j'étais enfant ? »

**S**ON amie Lorna Cubillo, qui avait engagé des poursuites contre le gouvernement australien, a été déboutée, au mois d'août, par la Cour fédérale. Mais elle fera appel, dit Barbara, « au nom de nous tous, jusqu'au bout ». Il doit y avoir reconnaissance du préjudice. Il doit y avoir compensation. Déplacée de sa terre natale, la génération volée n'a même plus droit au nom d'Aborigène dans le texte qui reconnaît des droits fonciers aux autochtones. « Ça voyage beaucoup, les journalistes, non ? – Oui. Mais vous, Barbara, où aimeriez-vous aller ? – A Graceland. – ? – Chez Elvis. Ce type-là changeait la jeunesse, pendant que je croupissais au pensionnat. C'était ma génération. Je veux voir ça. »

Annick Cojean



ALAIN MERCIER

**RENCONTRER** Bodo Andreass, l'entraîneur des boxeurs australiens, n'est pas un exercice ordinaire. Il faut s'y préparer, physiquement. Et accepter d'en sortir fourbu, le souffle court, la tête encombrée d'un trop-plein de souvenirs. L'épreuve débute dès le premier contact, une simple poignée de main. La sienne n'est pas seulement franche et énergique, elle vous laisse sans forces, les doigts tombants, le bras inerte.

Les présentations faites, Bodo Andreass vous entraîne dans le décor fouillis de son quotidien d'entraîneur, à l'Institut australien des sports de Canberra. Il pousse la porte d'un gymnase, grimpe sur un ring, en redescend dans la seconde, entre dans une salle de musculation, en repart dans l'instant. A vouloir le suivre, on se surprend à courir. Lui, pourtant, marche seulement d'un bon pas.

Appointé entraîneur national en 1997, Bodo Andreass a passé les trois dernières années à construire brique par brique un édifice aujourd'hui solide : l'équipe olympique australienne. Dix de ses boxeurs ont gagné, en mai, leur billet pour les Jeux de Sydney. « Sur un maximum de douze », précise-t-il avec fierté. Au bord du ring, ses adjoints acquiescent en silence. L'un d'eux lève un doigt poli, s'éclaircit la gorge et ose un début d'explication : « La méthode Bodo. »

On demande à comprendre. Les adjoints se taisent, respectueux du maître, et ils laissent l'entraîneur démêler avec patience l'écheveau de sa longue existence. « A mon arrivée en Australie, dit-il, la situation n'était pas brillante. Les boxeurs ne savaient pas s'entraîner, l'argent manquait et les structures étaient inexistantes. Pensez que le pays ne possédait même pas de machine à compter les points, alors que les autres nations en sont équipées depuis dix ans. La fédération était tellement pauvre que les gars devaient se payer leurs déplacements à l'étranger. J'ai dû tout changer. »

Sa première carte, Bodo Andreass s'en sert encore quotidiennement : la discipline. « Les Australiens n'aiment pas trop la rigueur, explique-t-il. Moi, j'ai grandi, j'ai boxé et j'ai appris le métier en Allemagne de l'Est. Dans mon pays, quand on disait entraînement à 18 heures, on était prêt, au bord du ring, avec les gants, à 18 heures tapantes. Ici, c'est le contraire. Mais j'ai imposé ma méthode. Et les gars l'ont acceptée. » Aux plus réfractaires, l'entraîneur a montré la porte, avant de rayer leurs noms de ses effectifs. Les autres ont parfois enduré le pire. Ils ont souffert dans leur chair et leur âme, mais, en évoquant le passé, leurs mots

## Bodo Andreass, la rigueur allemande au service de la boxe

s'enveloppent aujourd'hui d'un respect encore teinté de crainte. « Avant de connaître Bodo, j'allais au gymnase trois fois par semaine, raconte Bradley Hore, dix-huit ans, un poids léger. Et j'en faisais le maximum, en deux ou trois heures, sans vraiment réfléchir. Aujourd'hui, j'encaisse sans dégâts trois séances quotidiennes, six jours sur sept. »

Plus haut d'une bonne tête que la plupart de ses boxeurs, le cheveu ras et l'accent rugueux, Bodo Andreass porte bien ses quarante-cinq ans. A l'entraînement, il aime encore mettre les gants, distribuer les coups et s'amuser d'en recevoir. « C'est bon pour la forme. » Elevé sans confort dans les écoles de sport de RDA, il a été boxeur, champion national des poids moyens en 1979, mais la porte des Jeux lui est toujours restée fermée. « J'ai disputé plus de deux cents combats, raconte-t-il. Mais je n'étais pas exceptionnel, seulement correct. Alors, j'ai choisi assez tôt de me tourner vers le métier d'entraîneur. » Il l'apprend sans précipitation, à Leipzig, puis débute sa carrière au bord des rings. Mais l'envie de voir le monde et les conseils de son beau-père, expatrié au Mexique, le poussent à boucler ses malles. « On m'a proposé de préparer l'équipe du Nigeria pour les Jeux de Barcelone, raconte-t-il. J'ai accepté. Et je ne l'ai jamais regretté. »

En Afrique, Bodo Andreass découvre un terrain propice à ses méthodes. « J'ai adoré travailler avec ces boxeurs noirs. Ils étaient prêts à tout pour réussir et s'en sortir. Et tellement pauvres... Ils ramenaient chez eux l'argent de poche que je leur donnais en déplacement à l'étranger. Et ils s'en servaient pour nourrir leur famille. » A Barcelone, l'équipe nigériane décroche deux médailles d'argent. « Mes deux premières », plaisante-t-il. Aux Jeux suivants, à Atlanta, l'Allemand est dans le coin des boxeurs sud-africains. « Les résultats ont été moins brillants, reconnaît-il. Mais l'expérience a été formidable. Cette équipe était mixte, des Blancs et des Noirs. »

Aujourd'hui, l'envie de se poser pour de bon le réveille parfois en pleine nuit. « Je suis un peu fatigué de cette vie d'itinérant », glisse-t-il. Il a pourtant accepté de prolonger son séjour en Australie, pour préparer les jeunes et les aider, peut-être, à remporter une médaille olympique aux Jeux d'Athènes. « Après, j'arrête », jure-t-il. Mais son sourire suggère déjà le contraire.

RETROUVEZ CHAQUE JOUR  
"UNE HISTOIRE AUSTRALIENNE" SUR  
**L'EQUIPE TV**

PETITES  
HISTOIRES  
DES JEUX

JEAN DURRY

1988 (Séoul)

Philippe Riboud  
touche enfin l'or

DEPUIS la tragique intrusion des Palestiniens de « Septembre noir » à Munich, le 5 septembre 1972, les Jeux olympiques ne peuvent plus – si tant est que cela fut jamais le cas – échapper au « politique ». Le retrait des Africains dans les heures précédant la cérémonie d'ouverture de Montréal, en 1976, le confirme. Au boycottage des Jeux de Moscou, en 1980, lancé par Jimmy Carter, président des Etats-Unis, après l'intervention des troupes de l'URSS en Afghanistan, répond celui des Jeux de Los Angeles, en 1984, par les pays de l'Est (à l'exception de la Roumanie).

Depuis 1980, où il a été élu, à Moscou, septième président du Comité international olympique – après le Grec Bikelas, le Français Coubertin, le Belge Baillet-Latour, le Suédois Edström, l'Américain Brundage (dernier tenant intransigeant d'une conception dépassée de l'amateurisme) et l'Irlandais Killanin –, l'actif Espagnol Juan-Antonio Samaranch n'a pas ménagé sa peine pour reconstituer l'unité du mouvement. Et, en 1988, 8 465 athlètes de 159 pays sont présents au rendez-vous dans les 23 sports, suivis par 5 000 officiels et 14 000 représentants des médias, alors que 120 000 personnes veillent à la sécurité. Seuls forfaits notables : ceux de Cuba et de la Corée du Nord.

A Séoul, l'escrimeur Philippe Riboud va connaître les émotions les plus contradictoires et les plus intenses. L'escrime française a repris totalement confiance à Moscou : quatre titres, dont deux au fleuret féminin avec Pascale Trinquet. En fait, seul le sabreur Jean-François Lamour est revenu sans médaille, déception si vive qu'elle constituera pour « Jeff » le ferment d'une deuxième carrière, conduisant au magistral doublé individuel de Los Angeles et Séoul, fixé en un cliché inoubliable, alors que, criant sa joie, il est triomphalement jeté en l'air par ses amis.

## UN ÉPÉISTE EXCEPTIONNEL

Riboud, dit « le Grand », est un épéiste exceptionnellement doué. Venu de Lyon, champion du monde dès 1979, à Melbourne, il a contribué, avec l'ultra-dynamique docteur Philippe Boisse, à rapporter l'or par équipes, tout en se classant troisième en solo. Frappé d'une grave embolie en 1982, on l'a cru perdu pour son sport. Mais il est revenu à Los Angeles. Là, tandis que Boisse s'adjugeait l'or, il a décroché de nouveau le bronze, et l'argent par équipes. Mieux, en juillet 1987, aux championnats mondiaux de Sofia, il a retrouvé son titre, sept ans après.

Choisi comme porte-drapeau des Français, le 17 septembre 1988, pour la superbe cérémonie d'ouverture, placée sous le signe du tambour-dragon, il y remporte une première bataille contre le service d'ordre sud-coréen, car on voulait lui reprendre, après le défilé, l'étoffe bleu blanc rouge qu'il donnera une fois revenu en France à un musée. Quelques soirs plus tard, Philippe, prostré, touche le fond du chagrin : il ne sera jamais champion olympique individuel de l'arme qu'il domine pourtant ; il s'incline 12 touches à 11, face à l'Allemand Arndt Schmitt... Dans sa tristesse, il annonce que la compétition est terminée pour lui.

Mais ses camarades vont l'entourer, le convaincre. Et, le 30 septembre, le voici sur la piste. Il est un élément du quintette qui se fraie un chemin jusqu'en finale : contre le Koweït (9-0), la Pologne (9-4), la Hongrie (8-7), l'URSS (9-5). Jean-Michel Henry (3 victoires en 3 assauts), Olivier Lenglet (4 sur 4) se transcendent, Eric Srecki, prêt à prendre le relais, et Philippe Riboud peuvent rayonner de joie, après un 8-3 sans appel contre la République fédérale d'Allemagne. Ils sont champions olympiques.

1908 à Londres, le drame  
de Dorando Pietri inspire Puccini

Destin olympique



CIOC COLLECTIONS DU MUSÉE OLYMPIQUE DE LAUSANNE

IL est 17 h25. Il règne sur Londres une chaleur aussi étouffante qu'inattendue en ce mois de juillet 1908. Le stade de White City bondit comme un seul homme en apercevant Dorando Pietri, l'ancien garçon boulanger, faire son entrée en solitaire et s'engager dans le dernier tour de piste qui le sépare de l'or olympique. Le petit Italien moustachu, que sa valise en carton attend dans un hôtel sordide de Soho, a enterré en chemin la fine fleur des favoris du marathon. L'un d'eux, l'Amérindien Longboat – l'« imbattable Peau-Rouge », comme tiraient les journaux –, gît au bord de la route au kilomètre 38, une bouteille de champagne à la main, hébété par la remontée foudroyante de l'outsider. Il ne reste que 352 mètres à parcourir pour que Dorando Pietri se voie couronné Phillipides de l'an 1908.

Mais lancé trop tôt, après avoir été mal renseigné, dans un sprint suicidaire long de 2 kilomètres, voilà qu'il chancelle et tombe une première fois. Comme un boxeur sonné, il repart dans la mauvaise direction. Le stade plonge dans un silence consterné, interrompu seulement par les cris d'encouragement de ses compatriotes. A la deuxième chute, même l'épouse d'Edouard VII abandonne sa royale

**Le vainqueur déchu tombe dans le coma. « Il puait la strychnine », selon un concurrent. En somme, dopé à mort**

et impassible attitude pour se transformer en première tifosa du champion désormais doublé d'un héros tragique – la loge officielle trouve cela *shocking*. Lui, il zigzague comme un automate sur ce sentier de gloire devenu chemin de croix. Ses genoux fléchissent encore. Et maintenant que seule une poignée de mètres le sépare de la ligne d'arrivée, survient l'irréparable. Johnny Hayes, un Irlandais d'Amérique, est à ses trousses. Sous les huées, il traque le pantin désarticulé qui le précède encore pour lui enlever sa victoire. Mais le vrai danger arrive d'où on ne l'attend pas. Un bon Samaritain, sous la forme d'un juge en chapeau de paille, tend la main à Dorando, qui

continue de tituber, et l'aide à terminer la course en vainqueur. Ce geste fraternel – qui aurait arraché une bénédiction même aux dieux de l'Olympe – valut à l'Italien la plus célèbre disqualification de l'Histoire.

Comme si le libretto de ce mélodrame sportif – dont Puccini s'inspira d'ailleurs pour une belle page de *La Fanciulla del West* – n'était pas assez larmoyant, le vainqueur déchu tombe illico dans le coma. « Il puait la strychnine », commenta un des concurrents, aussitôt relayé par la presse américaine. En somme, dopé à mort.

POUR l'Italie de la Belle Époque, tarabotée par cet inavouable complexe d'infériorité envers les « grandes puissances » qui la poussera bientôt à investir le bac à sable tripolitaïn de ses ambitions coloniales, ajouter les outrages à une injustice criante frôlait le sacrilège. D'où des réactions ulcérées à tous les niveaux. Mais le temps délie bien des langues. Et, sans offense pour la reine au cœur tendre qui donna à son idole malchanceuse une coupe bourrée de livres sterling pour le dédommager en lui soufflant : « J'ose espérer que vous n'en tiendrez pas rigueur à la Grande-Bretagne », le médecin qui le soigna finira par admettre, dans ses Mémoires, avoir sauvé le brave homme d'une surdose médicamenteuse.

Mais les jeux étaient faits. A vingt-trois ans, l'athlète Pietri se métamorphosa en icône Dorando. Ce curieux prénom – pioché dans une Emilie-Romagne friande, par tradition, de bizarreries onomastiques (comme en témoigne un certain Benito) – devint son nom de scène. En novembre, à la veille de Thanksgiving, les murs de New York se recouvrirent d'affiches annonçant la grande revanche : « Madison Square Garden : Hayes versus Dorando ». Ce fut un marathon à la sauce américaine : pour remplir le stade, les organisateurs durent promettre que la totalité de la course s'y déroulerait. Après 279 tours obsessionnels, Dorando devançait son rival et, cette fois, il ne capitula pas. Journaux et radios en furent décontenancés : le triomphe pathétique, abusivement aidé par les commissaires, avait détrôné celui qui l'avait détrôné aux Jeux ! Ce faisant, il emplît de fierté le tout « Little Italy », et même le Pavarotti de l'époque – Caruso –, déjà présent à son chevet après la déconvenue londonienne. Arthur Conan Doyle, le père de Sherlock Holmes, ne s'en réjouit pas moins : promoteur quatre mois auparavant

d'une collecte en faveur de Dorando, il lui vouait une étonnante dévotion.

Cette course rapporta à son vainqueur des émoluments princiers, le faisant basculer forcément dans le professionnalisme. Privé donc du livre d'or olympique, il trouva sa revanche dans l'argent facile du Nouveau Monde. L'Italie suivit de loin, mais avec un bonheur et une émotion intacts, les aventures de l'enfant du pays que l'Amérique reconnaissait enfin à sa juste valeur. Dès lors, il enchaîna les succès. Sevré de strychnine par la peur d'y risquer à nouveau sa vie, ou simplement plus habile dans l'emploi de ces cocktails pharmaceutiques qui étaient loin d'être uniquement son apanage, le Dorando version « star en tournée permanente » subjuguait les foules. Plutôt qu'aux entraîneurs, il préféra désormais confier sa carrière aux imprésarios.

Hors piste (où ses prestations s'évaluaient entre 2 h 40 et 3 heures), il accéléra d'une façon vertigineuse la cadence de ses démonstrations. Happé par la nostalgie du pays et dans sa hâte de rentrer chez lui, dans la Péninsule, il multiplia les meetings afin de s'enrichir au plus vite et de se libérer de cet engrenage.

Sa deuxième vie chez les Américains est un *road movie* qui ne déplairait pas à Wim Wenders. Comme Buffalo Bill, il troque son talent – sinon sa dignité – pour une mise en spectacle prophétique du sport. Un battage médiatique savamment orchestré précède ses apparitions. On y présente l'enfant pauvre d'une famille nombreuse, écrasé par le travail à la boulangerie, mais qui croit avec acharnement à sa bonne étoile. On raconte ses débuts prometteurs dans le cyclisme, avant qu'une mauvaise chute ne pousse ses parents à lui interdire le vélo. On décrit son pari fou de courir à perdre haleine, indifférent aux moqueries des badauds. On sanctifie le jour où, au lieu de la poster, il décida d'aller remettre en main propre, et en courant, une lettre à son destinataire : Carpi – Reggio Emilia et retour. 50 kilomètres ! Son destin était scellé. Il ne lui restait plus qu'à éblouir ses concitoyens en grimant aussi vite que possible les marches de la gloire : champion provincial, régional, puis national. Jusqu'au jour où un jury pharisaïque et la mauvaise foi de ses adversaires complotèrent pour lui ôter tout : la victoire, l'honneur, et même la vie. Mais, au bout de son calvaire, l'attendait la résurrection. « Et le voilà exceptionnellement parmi nous : ladies and gentlemen, ap-



POPPER/FOCUSMOS

plaudissez bien fort ce phénomène vivant ! » Self-made man, nouveau départ : dans la biographie de Pietri, tellement vraie qu'elle sonne presque faux, le mythe américain se regarde dans un miroir.

Il se livra aussi à des exhibitions en Argentine, où on lui arrangea des duels homme-cheval comme s'il était un sprinter. Ou encore avec des coureurs cyclistes réputés. Qu'importe : le marathonien en mal d'Italie sprintait sur commande. Quelques décennies après, Primo Carnera suivra son exemple en se laissant entraîner – lui, le roi des poids lourds, un chène au cœur d'enfant – dans le catch, quitte à se laisser jeter des mains dans les pattes pour amuser la galerie.

REPU de pesos et de dollars, Dorando rentra en triomphateur chez les siens à l'approche de la Grande Guerre. A vrai dire, il s'était accordé une incursion préalable, pour épouser sa fiancée Teresa et tester le marché athlétique italien, au cas où on lui proposerait des cachets convenables, selon ses nouveaux standards. Mais en vain. Il revint définitivement riche de 200 000 livres. Le paysan italien moyen aurait dû, à l'époque, travailler quinze siècles pour en amasser autant. Il rêvait de retaper une auberge, dans son petit village, pour en faire un hôtel tout confort à l'américaine qui épaterait même les grands bourgeois locaux. Défi réussi.

Mais, aveuglé par son mégalo-mane projet, le naïf apôtre de la modernité hôtelière – à laquelle il sacrifia presque la moitié de son pactole, une vraie folie – négligea cependant un détail important : les clients. Carpi n'est pas Vienne, Saint-Petersbourg, Davos, Portofino ou le Lido de Venise. On y croise des marchands de bestiaux, des commis-voyageurs, des gros-

Alors que l'Italien zigzague comme un automate dans la dernière ligne droite du marathon (ci-dessus), un juge en chapeau de paille lui tend la main et l'aide à franchir la ligne en tête. Mais Dorando Pietri est disqualifié. A vingt-trois ans (ci-dessous), il se lance dans une carrière professionnelle, multipliant les galas aux Etats-Unis et en Argentine... et fait fortune.

sistes. Dès qu'on a le sou, on part le dépenser ailleurs. Dorando finira par se résigner, la mort dans l'âme, à abandonner l'entreprise avant qu'elle n'engloutisse tout son magot. Mais l'inflation galopante jusqu'à l'Armistice se chargea d'anéantir ce qu'il en restait.

Pietri rentre du front à peu près ruiné et sans savoir comment rebondir. Il quitte tristement Carpi – où l'insoutenable regard des autres lui renvoie son échec – pour ouvrir un garage à San Remo. En

**Repu de pesos et de dollars, Dorando rentre en triomphateur chez les siens à l'approche de la Grande Guerre**

1936, Mussolini le nomme « cavalier ». Comme son chef, le fascisme raffolait des lauriers sportifs. L'apologue du valeureux Dorando trompé par la perfide Albion – la « démoplooutocratie judaïco-maçonnique » honnie qui venait d'accorder l'asile au Négus chassé par les troupes italiennes – figurait d'office dans les livres d'école, pour que la jeunesse puisse apprendre à se méfier. Mais le régime laissa vite tomber le Pietri garagiste quinquagénaire, beaucoup moins symbolique que son image d'Épinal.

Il mourut en 1942, au moment où les Alliés détournaient déjà à leur profit cette guerre tellement gagnée d'avance par l'Axe qu'il la perdit, malgré le dopage du Blitzkrieg. Le miracle d'une défaite plus rayonnante et glorieuse que n'importe quelle victoire ne se répéta pas : Dorando en avait emporté son secret dans la tombe.

Enrico Benedetto

★ Enrico Benedetto est journaliste, correspondant de « La Stampa » à Paris.



